

Les Monnaies Bloquées



Thèse en vue de la soutenance
du Doctorat en Droit

Bernard LEMAISTRE

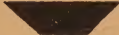
PRÉSIDENT DE THÈSE : M. PIROU
ASSESSEURS : M. TRUCHY
M. AFTALION

LES ATELIERS LECLERC
SAINT-LO

—
1936

LES
MONNAIES BLOQUÉES

Les Monnaies Bloquées



Thèse en vue de la soutenance
du Doctorat en Droit

Bernard LEMAISTRE

PRÉSIDENT DE THÈSE : M. PIROU
ASSESSEURS : M. TRUCHY
M. AFTALION

LES ATELIERS LECLERC
SAINT-LO

—
1936

***La Faculté n'entend donner ni approbation, ni improbation
aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être
considérées comme propres à leurs auteurs.***



INTRODUCTION

Le système de l'étalon-or assure à toute monnaie qui en respecte le libre jeu une stabilité de cours très grande.

Les variations ne dépasseront pas la limite fixée par les « gold point » d'entrée et de sortie.

Si, pour une raison ou pour une autre, les sorties d'or se multiplient à tel point qu'elles menacent de détruire toute l'encaisse de la banque d'émission, le gouvernement a le choix entre deux solutions :

1°) Mettre l'embargo sur l'or, ce qui transforme la monnaie en question en monnaie errante ;

2°) Restreindre la liberté d'envoyer de l'or à l'étranger à certains cas déterminés et sous certaines justifications, ce qui constitue la première phase du blocage d'une monnaie.

Ce système, pour être efficace, comme nous le verrons plus tard, devra être immédiatement étendu à toutes les opérations qui constituent une sorte de capitaux nationaux sans rentrée équivalente.

En effet, tous les capitalistes nationaux ou étrangers, qui cherchent à sortir leur avoir sous forme de vente de monnaie nationale, voyant ce moyen interdit par des mesures restrictives, chercheront immédiatement toutes les possibilités qui leur sont laissées.

La première mesure ne sera donc efficace que si elle est complétée par tout un système de restrictions.

Le blocage d'une monnaie peut donc se définir comme étant un système de restrictions à la liberté des particuliers, destiné à empêcher l'évasion des richesses nationales à l'étranger sous quelque forme que ce soit.

L'exportation des biens nationaux n'est pas une préoccupation nouvelle et l'idée de l'empêcher par tous les moyens possibles a été prônée de tous temps. Ainsi Montesquieu relate, dans l'« Esprit des Lois » (Livre 22, chapîtres 14 et 15), qu'en Moscovie, tous les sujets de l'Empire ne pouvaient sortir, ni faire sortir leurs biens sans permission et que, dans quelques pays d'Italie, les sujets ne pouvaient vendre les fonds de terre pour transporter leur argent dans les pays étrangers.

Toute l'école mercantiliste se préoccupe de cette sortie de richesse sous une forme simple : celle de l'exportation de l'or. Elle cherche à obtenir pour un pays le maximum d'or ou de métaux précieux et quand on n'a pas la chance, comme l'Espagne, de découvrir et de coloniser des pays contenant des mines d'or, au moins faut-il assurer une rentrée d'or au moyen du commerce et, pour cela, vendre plus de marchandises qu'on en achète, bref, avoir une balance commerciale active dont le solde sera payé par une entrée d'or.

Ainsi nous trouvons ce précepte : « qu'un pays, envoyant tous les jours moins de marchandises ou de denrées qu'il n'en reçoit, se met lui-même en équilibre en s'appauvrissant : Il recevra moins jusqu'à ce que, dans une pauvreté extrême, il ne reçoive plus rien. » (Montesquieu, « Esprit des Lois », livre 20, chapitre 21.)

Sous la pression de l'école libérale, pendant tout le cours du dix-neuvième et au début du vingtième siècle, on se préoccupa peu des exportations de capitaux. Les balances commerciales des pays à développement industriel ancien (Angleterre, France, Suisse, etc.) étaient en déficit constant, mais on ne le considérait pas comme une calamité et une preuve de déchéance. Le passif était payé automatiquement par les intérêts des capitaux placés

dans les pays neufs, dont on mettait, grâce à eux, les richesses en valeur. Les échanges internationaux s'opéraient ainsi avec un certain équilibre et la plupart des monnaies étant rattachées à l'or ou à l'argent (ou aux deux, dans les systèmes bi-métallistes), ne subissaient que peu de fluctuations. Les changes étaient stables.

Survint la guerre de 1914. Les états belligérants durent faire face à des dépenses énormes. On a calculé que pour la France, de 1914 à 1919, elle a perdu plus du tiers des moyens de production. En Allemagne, les dépenses de guerre se seraient élevées à 140 milliards de marks, etc...

Pour assurer les paiements nécessaires, les états eurent recours à l'inflation, par une grosse émission de billets et de moyens de crédit. En France, par exemple, l'indice de la circulation des billets passe de 100, en janvier 1914, à 103, en décembre 1914, et à 347, en 1919. En vue de cette inflation, où la couverture métallique des billets se trouverait insuffisante, ils décrétèrent le cours forcé. (En France, depuis le 5 août 1914, en Allemagne, le 4 août 1914, en Angleterre, etc...).

Ils interdirent la circulation de l'or, qu'ils démonétisèrent et monopolisèrent et, par patriotisme, les nationaux apportèrent leurs pièces d'or qui allèrent s'entasser dans les caves des banques nationales.

La guerre durant toujours les gouvernements eurent l'idée de demander aux nationaux de leur céder les créances étrangères qu'ils possédaient, en particulier les titres sur lesquels les états neutres consentirent à leur prêter de l'argent, ou bien les gouvernements les vendirent (en France, le 5 mai 1916, et en Angleterre, dès la fin de 1915). Les Etats-Unis rachetèrent, de ce fait, la plus grande partie de leurs dettes étrangères d'avant-guerre. Enfin, les belligérants empruntèrent aux pays neutres, en particulier aux Etats-Unis qui, par ce moyen, obtenaient le paiement des fournitures qu'ils expédiaient aux belligérants.

Les pays luttèrent aussi contre l'exportation des capitaux, celle des marchandises se trouvait à peu près annulée, car la production était raréfiée, sauf pour les industries de guerre et les objets de première nécessité, par le manque de main-d'œuvre. En France, la diminution fut de 85 à 90 % et, en Allemagne, de plus de 90 %.

Nous voyons donc apparaître, au cours de la guerre, les premières mesures restrictives à l'exportation des capitaux et de contrôle des changes.

En France, l'expédition de l'or brut, des monnaies d'or et des monnaies d'argent fut défendue par la loi du 15 novembre 1915, puis la loi du 12 avril 1916 interdit la sortie de l'argent. Le décret du 1^{er} avril 1915, celle des monnaies en nickel et en billon et bronze d'aluminium. Enfin, la loi du 3 avril 1918 réglemente l'exportation des capitaux, titres, valeurs mobilières, billets de banque, etc...

Le décret du 17 juillet 1917 organise un comité de contrôle de l'exportation des capitaux au Ministère des Finances. Celui-ci prescrit l'obligation du rapatriement du prix des marchandises exportées, institue un contrôle des importations et distribue le change à des cours différents, suivant l'utilité plus ou moins grande à laquelle répondent ces marchandises.

De même, en Allemagne, les ordonnances des 28 janvier 1916 et 9 février 1917 organisent une centrale des devises à laquelle doivent être livrées toutes les traites sur l'étranger et à laquelle doivent s'adresser tous ceux qui désirent se procurer des moyens de change directs ou indirects. Tous les ordres d'achat ou de vente de change doivent obligatoirement passer par une des vingt-six banques autorisées. Les exportateurs allemands étaient obligés de se faire payer en monnaie étrangère.

En Allemagne, de plus, n'ayant pas de devises en quantité suffisante pour importer beaucoup de produits, on introduisit,

dès 1916, le rationnement de toute la population pour certaines denrées, au moyen de cartes (pour le pain, le sucre, le café, etc...) à présenter et à faire timbrer au moment de chaque achat.

Ce système fut d'ailleurs imité par les autres pays belligérants.

De même, en Italie, du 11 décembre 1917 au 13 mai 1919, fonctionna un Institut National des Changes auquel les exportateurs durent remettre leurs devises que les importateurs achetaient au vu de justifications pour la nécessité des produits et pour leur prix.

En Angleterre, un contrôle des changes fonctionna aussi du 21 décembre 1917 au mois de mars 1919 ; en Serbie, depuis le mois d'août 1914, bref, dans presque tous les pays belligérants, des mesures de contrôle furent prises.

Pendant la guerre, les changes avaient relativement peu bougé, par suite d'accords entre les divers pays alliés, et même les pays vaincus à l'armistice trouvèrent leur change peu dévalué. Ainsi, le dollar vaut 5 francs, 52, 6 lires, 33. La livre est cotée 4,76 au lieu de 4,86 au pair, le mark 48,5 à Zurich, en 1919 (perte de 60 %).

Mais, très vite, les relations internationales prenant un cours normal, les changes vont marquer les effets de la guerre au point de vue monétaire. Les ententes entre alliés par octroi de crédit de l'Amérique et de l'Angleterre cessent ; le franc, la lire et la livre subissent des dépressions qui s'aggravent durant toute l'année 1920. Ainsi le dollar, coté 5 fr. 52 en janvier 1919, vaut 17,40 en novembre 1920, et de 6 lires 33 monte à 28 lires 57. La livre tombe de 4,19 à 3,48, en octobre 1920.

Pour le mark, on assiste de même à une baisse continue ; de 48,5, le taux passe à 73,37, en décembre 1920.

Tous les pays belligérants se trouvent, du reste, dans les mêmes conditions financières. Ils ont tous supprimé la convertibi-

lité de leurs billets et le rattachement de la monnaie à l'or, ce qui a entraîné une grande inflation et la hausse des prix.

De plus, ils ont tous contracté des dettes extérieures et intérieures considérables, ce qui amène le déficit permanent du budget.

Enfin, ils ont épuisé complètement leurs stocks et, la guerre finie, ne possèdent ni denrées alimentaires, ni matières premières. Ils sont donc obligés de les acheter à l'étranger et c'est encore vers l'Amérique que se portent leurs commandes, c'est-à-dire qu'ils augmentent encore leurs dettes vis-à-vis de leurs créanciers.

Ici des tendances diverses se manifestent pour retrouver un équilibre, suivant les pays, et nous allons étudier rapidement chaque type.

L'Angleterre représente la revalorisation d'une monnaie. Elle avait, il faut le reconnaître, un intérêt très spécial à avoir une monnaie qui reprenne sa parité ancienne, car elle était le centre du gros marché financier mondial. Et la livre était considérée comme une monnaie internationale dans laquelle bien des contrats étaient rédigés. Dès le début de 1918, pendant que la guerre durait encore, une commission enquête sur la circulation monétaire et les changes étrangers. Elle émit un rapport en conseillant plusieurs moyens de redresser le cours de la livre :

- 1°) Le mécanisme du taux de l'escompte.
- 2°) L'amortissement de la dette publique.
- 3°) La limitation de la circulation.
- 4°) L'accroissement de la réserve or de la Banque d'Angleterre.
- 5°) Une politique fiscale déflationniste.

La plupart de ces mesures furent tentées. Le taux de l'escompte fut élevé à 7 %, le 20 avril 1920, ramené à 6,5 % le 28 avril 1921, et enfin baissé à 3 % en juillet 1922 et fut stabilisé longtemps à ce cours. Ces mouvements paraissaient ne rien changer.

L'Angleterre fit un gros effort pour équilibrer son budget. Pour le budget de 1920-21, elle procéda à une réduction des dépenses de 35 %, ce qui amena, à la fin de l'année, un excédent des recettes de 230 millions de livres. De même, le budget de 1921-22 se solde par une plus-value de 45 millions de livres et celui de 1922-23, par 63 millions de livres, celui de 1923-24, par 48 millions de livres. La dette intérieure à long terme est réduite de 1920 à 1923, de 963 millions de livres ; la dette flottante de 400 millions.

La dette envers les Etats-Unis se montait à 800 millions de livres ; au cours des trois années 1920-23, cette dette fut réduite de 270 millions de livres.

Le cours du change, qui avait baissé jusqu'à 3,45 en octobre 1920, se relève rapidement à 4,25 en décembre 1921, puis à 4,65 en décembre 1922, et même à 4,72 en mars 1923. De nouveau une baisse se fait sentir et la livre se trouve à 4,36 en décembre 1923 et même à 4,25 en janvier 1924. Pourtant, depuis longtemps, il n'y a plus d'inflation, les budgets se soldent par des excédents de recettes, les dettes se réduisent, l'encaisse-or de la Banque d'Angleterre atteint 126 millions de livres en avril 1924, les prix sont stables. Le taux de l'escompte avait été porté, en juillet 1923, à 4 %. A partir de janvier 1924, la livre remonte et atteint le pair au printemps de 1925. Cette hausse fut due surtout aux variations favorables des mouvements de capitaux obéissant à des facteurs psychologiques, et non seulement aux taux respectifs des intérêts. L'Angleterre attire l'argent par le degré de sécurité et par la chance de plus-value attribuée aux placements effectués, en particulier par la volonté nettement affirmée et manifestée par des actes, de revaloriser la livre.

A partir de 1926, la Banque d'Angleterre vend de l'or en lingots de 400 onces au même prix qu'avant la guerre.

La revalorisation d'une monnaie impose à tous les nationaux de gros sacrifices. Tout d'abord, par le réajustement nécessaire

des prix de revient, la baisse imposée aux salaires précédant la baisse de prix, les exportations deviennent difficiles par suite des prix intérieurs plus élevés que ceux de l'étranger et les importations facilitées au contraire et qui augmentent la concurrence pour les industries nationales. Ensuite l'équilibre du budget impose aussi des sacrifices, car le chiffre nominal des recettes se réduit plus rapidement que celui des dépenses, spécialement la dette publique.

On voit par cet exemple, quel effort de tenacité et de volonté la revalorisation d'une monnaie demande. Aussi comprend-on que d'autres pays n'aient pas pu ou pas voulu faire de même. En Allemagne, pour prendre l'exemple opposé, à l'armistice, la dette consolidée s'élevait à 98 milliards de marks et la dette flottante à 45. Les prix de gros avaient triplé et les disponibilités monétaires et fiduciaires aussi. La fin de la guerre fut suivie d'une panique financière, les retraits des dépôts dans les banques, les demandes d'escompte furent considérables. Il y eut un effondrement des cours des valeurs d'état, par suite des demandes de remboursement des bons et des traites du Trésor.

La perte sur le change qui atteignait 60 % à la fin de 1918, atteignait 90 % en 1919.

Le pays se trouvait complètement démoralisé. Le fardeau de dettes dont on l'accabla à la suite du traité de Versailles lui parut démesuré et il ne voulut plus réagir. D'ailleurs, dès 1776, Adam Smith avait soutenu que l'on peut difficilement trouver l'exemple d'un peuple qui, ayant accumulé une grosse dette, l'a librement et complètement payée (La Richesse des Nations).

Le gouvernement sentait sa faiblesse et augmenta encore l'inflation. La circulation passe de novembre 1918 à 1919, de 27 à 49 milliards. Elle atteint 81 milliards en décembre 1920 ; en décembre 1921, 122 milliards, enfin en octobre 1923, 2.500 quadrillions de marks. Mais, exprimée en or, la circulation est, en octobre 1923, en régression du 1/20 de sa valeur par rapport à 1913.

Si nous étudions le change, la valeur du mark en mai 1921 est à 6,77 % de sa parité ; en décembre 1921 à 2,26 % et en octobre 1923, le mark vaut 2 dix milliardièmes de sa valeur nominale.

La dette flottante en décembre 1920 atteint 272 milliards. Les déficits budgétaires croissent également, de 57 milliards en 1919-20 à 90 milliards en 1920-21. Les recettes fondent, de 104 millions (en marks-or) en janvier 1921, elles passent à 46 en janvier 1922 et à 16 en octobre 1922, bien que les taux des impôts atteignent 50 % des revenus, favorisant encore l'évasion des capitaux.

L'indice des prix de gros est en 1923 aux environs de 140 milliards. L'indice des prix intérieurs passe de 2.054 en janvier 1923 à plus de 3 milliards en octobre 1923. Exprimé en or, le coût de la vie passe de 60 en août 1923 à 130 en novembre 1923. Les stocks monétaires diminuent par rapport aux prix, tout est détruit, les fonds de roulement, l'épargne, etc... C'est la fuite devant la monnaie, chacun s'empressant d'acheter des marchandises, ne voulant pas garder des billets dont la valeur se déprécie d'heure en heure.

La population est malheureuse, car aucun réajustement des ressources n'est assez rapide pour suivre la dépréciation de la monnaie. Ainsi la livre de pain qui valait 25 milliards le 3 novembre 1923, vaut 140 deux jours plus tard, etc... On ne voulait plus libeller de contrats en monnaie, car on ne pouvait en prévoir la valeur ; parmi les paysans on prenait le sac de blé comme étalon et les marchés étaient conclus en se basant sur lui. D'autres se servaient de devises, d'autres enfin faisaient leurs contrats en marks-or (salaires, loyers, etc...).

Pour donner une idée de cette dépréciation, on a calculé qu'au moment le plus accentué de cette dévalorisation de la monnaie, le cours du dollar en Autriche montait de 21 couronnes par jour. En Pologne, le dollar monte à la vitesse de 68 marks po-

lonais à la minute, en Russie de 18.000 roubles à la seconde et en Allemagne de 613.000 marks par seconde.

On comprend que lorsque la chute d'une monnaie prend ces proportions-là, toute vie économique, tout équilibre est impossible, les marchands sont assaillis et haussent leurs prix sans arrêt pour pouvoir les maintenir au niveau du remplacement de leurs stocks. La spéculation bat son plein, mais tout est entravé et paralysé. Aussi ces pays entreprenèrent-ils une réforme monétaire.

Le pays voulait maintenant la stabilité et était prêt à supporter les sacrifices nécessaires. En 1923, le gouvernement est investi des pleins pouvoirs dans ce but. Il crée la Retenbank qui émet les Retenmarks gagés par une hypothèque de 4 % de la valeur en capital de chacune des propriétés agricoles ou industrielles de l'Allemagne. Il procède à une réorganisation fiscale par les ordonnances des 7 et 19 décembre 1923. Il réduit les dépenses publiques de plus de 15 %. Aussi le résultat ne se fait pas attendre et les exercices budgétaires de 1924-25 et de 1925-26 se soldent par un excédent de recettes.

La dette publique s'élevant à 191.600.000 trillions de marks en 1923 est remboursée par 22 millions de marks-or.

Les restrictions de crédit font sauter toutes les affaires économiquement mauvaises ou mal dirigées, ce qui assainit le marché et permet une reprise plus durable. Les capitaux allemands se rapatrient. L'étranger consent des prêts, 15 millions de livres par l'Angleterre pour la création de la Golddiskontbank (Banque d'escompte-or). Enfin l'élaboration du plan Dawes allège le fardeau des dettes de guerre et permet un emprunt de 800 millions de marks-or émis à l'étranger.

La Reichsbank est réorganisée le 30-8-24. Les créances sont réduites à 15 % de leur valeur-or, les hypothèques à 25 %. Le taux est de 2,50 % pour les dettes publiques. Evidemment, c'est la ruine de toute une classe sociale, de plus, une crise économique suivit la stabilisation par la disparition de la prime à l'ex-

portation, du stimulant à la production par les demandes insatiables et l'apparition du chômage, mais tout rentra bien vite dans l'ordre par suite de la baisse des prix intérieurs.

Les autres pays se stabilisèrent également. L'Autriche en 1923, la Hongrie en 1924 sous l'égide de la S. D. N. qui fait d'abord procéder à tout arrêt dans l'émission des billets (En Autriche, le gouvernement fabriquait 800 milliards de couronnes par mois), réorganise les banques d'émission, fait voter des budgets à peu près équilibrés (en Autriche, le déficit budgétaire se chiffrait par plusieurs trillions de couronnes), bref, remet de l'ordre dans les finances publiques, redonne confiance aux nationaux et aux étrangers et permet une stabilisation des monnaies.

Mais la stabilisation d'une monnaie, tout comme sa revalorisation impose des sacrifices aux nationaux. Il faut en effet, arrêter l'inflation, remettre le budget en équilibre et même en excédent pour pouvoir acheter les devises nécessaires, et pour cela réduire les dépenses (donc les traitements), et augmenter les recettes (donc les impôts), convertir les emprunts contractés pendant et après la guerre à des taux moins élevés (réduction des revenus), prendre donc des mesures déflationnistes qui réduisent les salaires et revenus, avant que la baisse des prix ne puisse suivre. Il est nécessaire d'insister sur les sacrifices imposés à ces pays qui ont subi une dévaluation plus ou moins considérable, car au moment de la crise monétaire de 1931, ils prirent d'autant plus facilement des mesures de blocage de la monnaie qu'ils avaient un souvenir récent d'une dévaluation de la monnaie arrêtée difficilement. La stabilisation à un cours fixe leur avait coûté trop de sacrifices pour que l'idée d'y renoncer ne leur fut pas insupportable et ne les pousse pas à essayer de tous les moyens avant d'y recourir.

Neuf pays ont subi une dévaluation totale de leur monnaie. Ce sont la Lettonie, la Lithuanie, l'U. R. S. S., l'Allemagne, la Pologne, l'Autriche, Dantzig, la Hongrie et l'Esthonie. Les autres pays subirent des dévaluations plus ou moins fortes et au moment

où ils voulurent stabiliser leur monnaie afin d'éviter une complète dévaluation, comme les pays cités ci-dessus. leur donnaient l'exemple, mais en leur en montrant tous les inconvénients, ils prirent souvent des mesures de restrictions à l'exportation des capitaux et instituèrent un contrôle des changes.

Les caractéristiques de ce premier blocage de la monnaie sont qu'il vise surtout les capitaux nationaux et la spéculation, pour l'empêcher de jouer sur la monnaie.

En effet, au lendemain de la guerre, il y avait peu de capitaux étrangers investis dans ces pays. C'est donc les capitaux nationaux qui fuyaient devant la crainte de dévaluation toujours plus grande, ou des mesures envisagées pour redresser la situation et qui comportent presque toujours des augmentations d'impôts ou parfois des amputations du capital, permettant de rétablir les déficits des budgets publics.

Nous allons rapidement passer en revue les mesures prises par les divers pays.

En **Finlande**, de 1920 à 1923, une commission de contrôle fixa les conditions des achats et ventes de devises et en vérifia le but.

En **Espagne**, le contrôle eut lieu d'octobre 1919 à la fin de 1924.

En **Hongrie**, une centrale des devises fonctionna du 8 août 1922 au 1^{er} janvier 1926.

En **Yougoslavie**, le contrôle fut assumé par le Ministère des Finances, à partir du 30 décembre 1922. L'exportation d'or, d'argent, de billets est interdite, sauf 6.000 francs français ou leur équivalent pour des voyages. Pour les exportations, on doit garantir l'importation de la contrevaletur.

En **Allemagne, Autriche, Grèce, Turquie**, les demandes de change doivent se faire à un organisme centralisateur en prouvant la nécessité de l'opération.

En **Bulgarie**, depuis décembre 1923, les bourses de changes furent fermées ; la banque nationale se chargeant seule de toutes les opérations.

Au **Danemark**, du 29 mars 1924 à décembre 1925, on décrète l'interdiction d'exporter des titres, des obligations, etc... ou d'acheter des devises sans justifications.

De même, en **Italie**, à partir du 29 août 1925, où l'on interdit en plus tout octroi de crédit à l'étranger.

En **Belgique**, du 25 janvier 1923 au 27 février 1926, les demandes de change doivent être accompagnées de justifications ; il est interdit d'expédier des titres, marchandises, coupons ou espèces dont la contrevaletur ne ferait pas l'objet d'une remise en Belgique de francs ou de devises. Les chèques ne sont pas négociables à l'étranger.

En **Pologne**, de 1923 à 1926, on institue une limitation dans les transferts de devises et leur exportation. Les achats de devises étant admis sous justifications.

En **Roumanie**, l'exportation des capitaux et des titres est interdite. Les voyageurs ne peuvent emporter que 1.000 lei ou 2.000 francs français. Les non commerçants peuvent acheter l'équivalent de 2.000 francs français, tous les trois mois, et les commerçants, jusqu'à la contrevaletur de 30.000 lei.

En **U. R. S. S.**, les voyageurs sont limités à 300 roubles, inscrits sur le passeport, et les virements ou transferts de devises à l'étranger à 200 roubles par mois.

Au **Portugal**, du 6 septembre 1924 à 1926, on exerce un contrôle sur les banques. Les voyageurs ne peuvent sortir qu'avec 1.000 Escudos. L'achat de titres étrangers, le dépôt à l'étranger, les envois de capitaux de toute nature à l'étranger sont interdits, sauf sous justification d'un achat de marchandises.

En **France**, on voulut augmenter les restrictions à l'exporta-

tion édictées pendant la guerre. L'achat de devises étrangères ou le transfert de fonds fut laissé libre jusqu'à 1.000 francs ; au-delà, nécessité de passer par un intermédiaire autorisé. Pour les achats de devises, on devait faire des demandes écrites indiquant le but (importation de marchandises avec les factures jointes, frais de transport ou de douane pour elles, redevances pour brevets, paiement de primes d'assurances, de legs avec copie notariée, etc...).

Le transfert à l'étranger de coupons ou de titres amortis en vue de leur encaissement était libre sous condition de l'engagement d'en rapatrier le montant. Les achats de titres, créances, d'actions, de fonds publics, etc... à l'étranger sont soumis à l'autorisation du comité du contrôle de l'exportation des capitaux.

Enfin, on édicte l'obligation du rapatriement du prix des marchandises exportées.

Pour les voyageurs, ils peuvent acheter en devises, librement, le contrevaieur de 1.000 francs. De 1.000 à 3.000 francs, la présentation du passeport est nécessaire et l'exportation ne peut se faire qu'en monnaie étrangère. Toute exportation en espèces métalliques est interdite.

Ces lois ne furent abolies qu'en juin 1928.

La réglementation la plus complète est celle de la **Tchécoslovaquie**, qui date du 27 février 1923, créant l'Office Bancaire.

Par suite de cette loi, toute remise de chèque, billets, traite, etc..., en monnaie étrangère, ne peut être créditée que pour sa contrevaieur, les opérations d'arbitrage sont interdites. Les remises de billets de banque tchécoslovaques envoyés de l'étranger sont soumises à autorisation.

Les versements à l'étranger sont libres jusqu'à 3.000 couronnes. De 3.000 à 20.000 couronnes, il suffit de présenter des justifications. Au-delà, l'accord de l'Office Bancaire est nécessaire.

De même, les envois de chèques, coupons accreditifs en couronnes, par les établissements financiers, ne sont autorisés que

jusqu'à 20.000 couronnes par jour et le montant mensuel par client ne doit pas excéder 100.000 couronnes.

A partir du 8 janvier 1924, les exportateurs furent tenus de remettre les valeurs provenant d'exportation pour le change.

Pour les voyages, contre présentation du passeport sur lequel le chiffre est marqué, on obtient 3.000 couronnes par personne ou 5.000 pour une famille. A partir du 2 mars 1924, il fut permis de verser au crédit d'un étranger 20.000 couronnes par jour, par compte et par expéditeur. De 20.000 à 100.000, il fallut fournir des justifications ; au-delà, il fallut avoir l'accord de l'Office bancaire. Les envois par la poste, les chèques, billets à ordre, etc... furent limités à 3.000 couronnes. La législation tchécoslovaque de 1923-24 était de beaucoup la plus complète, entrant dans tous les détails pour éviter toute fuite. Elle a servi de base à plusieurs pays, au moment de la crise monétaire de 1931, que nous étudierons plus loin, et la Tchécoslovaquie elle-même, au début de la crise, a simplement remis ces lois en vigueur, en leur faisant subir quelques modifications de détail.

D'une manière générale, on peut dire que le contrôle des changes, à ce moment-là, a duré un temps assez bref, deux ou trois ans au plus. Il avait pour but de permettre la stabilisation du cours de la monnaie et, pour cela, d'empêcher la spéculation, la fuite des capitaux nationaux, par suite du manque de confiance dans la monnaie ou de la crainte des mesures fiscales.

Ce contrôle fut accompagné de sanctions rigoureuses. M. Subercasseaux a déclaré : « Quand le papier monnaie commence à sombrer, le châtiment n'a plus qu'une efficacité dérisoire, car quelque grande que soit la force de la sanction, elle n'arrive jamais à violer le sanctuaire psychologique où réside le sentiment de l'attribution de valeur ».

Les réglementations, en effet, furent souvent tournées et rendues assez illusoirs. Elles n'en ont pas moins aidé le redresse-

ment monétaire, en montrant la volonté du gouvernement de parvenir à son but et en agissant plus psychologiquement que matériellement.

Toutes les monnaies arrivent, en effet, vers 1928 au plus tard, à une stabilisation de fait d'abord, qui fut régularisée par la suite par des lois qui les rattachaient à l'or avec convertibilité légale, mais sans circulation effective d'or comme avant la guerre.

Il semblait donc que tout était rentré dans l'ordre. Les changes se stabilisaient, les mesures restrictives furent abolies. On pouvait donc penser que les crises monétaires étaient passées, que les échanges internationaux allaient pouvoir s'opérer librement et qu'il s'ouvrait une longue période d'équilibre monétaire comparable à l'avant-guerre.

CHAPITRE I

ORIGINES DU BLOCAGE DES MONNAIES

En 1931, apparut une nouvelle crise monétaire. Celle-ci prit un tout autre caractère que celles que nous avons vues et qui suivirent la fin de la guerre. Elle fut d'autant plus violente qu'elle se produisit très vite après une stabilisation générale des monnaies qui avait, comme nous l'avons dit, imposé de lourds sacrifices aux nationaux.

La caractéristique fut que les monnaies se bloquèrent, c'est-à-dire se refusèrent à tout rôle international ; les pays voulurent vivre en économie aussi fermée que possible, réduisant leurs importations et surveillant les exportations. Le monde se trouvait donc transformé en une série de petites autarchies, par suite de la fermeture des frontières, pour éviter toute sortie de capitaux, tant étrangers que nationaux.

Nous allons chercher les causes qui ont déterminé cette crise.

Une des causes que l'on a le plus incriminée, surtout en Allemagne, est le poids des dettes de guerre. En effet, tous les pays avaient à s'acquitter de fortes dettes vis-à-vis des Etats-Unis, mais les pays vainqueurs avaient trouvé la contre-partie dans les indemnités imposées à l'Allemagne, contre-partie calculée exactement

pour l'Angleterre et l'Italie, mais qui laissait à la France, la Belgique et la Yougoslavie (celle-ci sur la Bulgarie, l'Autriche et la Hongrie) un solde destiné à payer les réparations. Pour payer ces dettes, il fallait donc, soit envoyer de l'or, soit envoyer des marchandises. Les premières années de l'après-guerre, l'Allemagne ne pouvait exporter car son industrie avait besoin d'être remise en état, et son marché intérieur faisait des demandes considérables, mais dès qu'elle put le faire, elle vit les pays prendre des mesures douanières pour protéger leur propre commerce et industrie. Ainsi, en 1921, en Angleterre, une taxe de 33 % fut établie sur toutes les importations venant de pays à change avili. Spécialement, le gros pays créancier qui était les Etats-Unis mit des tarifs prohibitifs à l'entrée des marchandises. Le seul moyen de payer était donc d'envoyer de l'or, ce qui se traduisit par une grosse diminution des encaisses des banques nationales et des couvertures.

Mais cette cause, si elle eut une action certaine, ne peut expliquer la crise monétaire de 1931, car elle s'étendit à des pays qui, comme ceux de l'Amérique du Sud, n'avaient rien à voir avec les dettes de guerre.

La cause de la généralité de cette crise s'explique par le fait que le blocage des monnaies fut une des conséquences de la crise économique, qui sévissait déjà depuis quelques années. Cette crise, dont nous allons rapidement étudier le développement, fut aggravée par les facteurs politiques. De plus, elle atteignit une intensité particulière par suite des illusions et des fautes commises du fait de la guerre.

A la fin de celle-ci, on eut l'impression qu'il y avait tant de ruines accumulées que jamais on ne parviendrait à les réparer. De plus, les privations subies pendant la guerre avaient exaspéré les désirs et on entra dans une période de consommation active que l'instabilité des monnaies accroissait encore par suite de la destruction de l'esprit d'épargne. On se rua donc sur tous les pro-

duits, ceux-ci se trouvaient déjà en nombre réduit puisque bien des pays fabricants devenaient acheteurs, les prix montèrent d'une manière formidable, que la spéculation augmentait encore, ainsi que la crainte des vendeurs de ne pouvoir réassortir au même prix. Les prix de gros montaient donc, et ceux de détail suivaient et souvent même les dépassaient.

Nous nous trouvons ici devant les causes qui amènent plus ou moins toutes les crises économiques de surproduction. Cette hausse des prix amenant des bénéfices énormes, encouragea tous les producteurs, ceux-ci cherchèrent à augmenter leur capacité de vente et rationalisèrent leurs productions par l'emploi de machines dont, évidemment, l'effet ne se fit sentir qu'avec un certain retard.

Pour acheter ces machines, ou faire les transformations nécessaires, les producteurs firent appel au crédit. Celui-ci ne se refusa pas, bien au contraire, car en voyant les bénéfices réalisés à ce moment, les capitalistes crurent que ceux-ci augmenteraient proportionnellement avec une production qu'ils supposaient ne jamais devoir atteindre le niveau de la demande.

Ces crédits furent octroyés avec une imprudence énorme, des entreprises, dont la conception et la direction impliquaient à peu près sûrement des déficits d'exploitation, en bénéficièrent comme les autres. On croyait être dans une ère de prospérité que rien ne pourrait arrêter.

Dès 1927, cependant, on pouvait prévoir un changement. Les prix de gros accusaient, en effet, une tendance à la baisse. Ainsi l'indice des prix passa de 150, en 1925, à 136 en 1927. La réaction fut vigoureuse et dirigée par les Etats-Unis. La politique des Federal Reserve Boards partit de ce point de vue : si les prix baissent c'est que la consommation a tendance à baisser. Il faut la stimuler par tous les moyens possibles et l'ère de prospérité continuera. Sur leurs conseils, les vendeurs usèrent de plusieurs moyens. Tout d'abord, ils augmentèrent énormément leur publicité dont l'étude fut à l'ordre du jour. On voulait, en effet, trouver les

moyens de tenter le plus possible le public. Les affiches, les réclames, le cinéma, les journaux, la T. S. F. furent employés. On institua des systèmes de primes : chaque produit étant accompagné d'un montant plus ou moins considérable de bons, dont l'accumulation donnait droit à des objets plus ou moins coûteux, et sans aucun rapport avec le produit vendu. Ainsi, des fabricants de chocolat, de produits alimentaires, par exemple, donnaient en primes des phonographes, des bicyclettes, des montres, etc...

Enfin, ils organisèrent la vente à tempérament sur une grande échelle. Le principe consiste à livrer un objet contre une somme minime, le solde étant recouvert à échéances fixes et pouvant s'échelonner sur des années. Le public pouvait ainsi acquérir une marchandise pour un prix très faible, s'en servir tout en payant des sommes relativement petites et espacées. Cela évitait de gros débours et les sommes à verser pouvaient plus facilement être déduites des salaires. Les majorations que les vendeurs faisaient subir aux produits représentaient généralement juste le taux de l'intérêt. Ce système eut, aux Etats-Unis, un vif succès, chaque ouvrier put ainsi avoir une auto, un phonographe, un objet luxueux ou coûteux quelconque. La consommation augmenta, mais la production augmenta aussi. La crise fut différée, mais aucune mesure ne fut prise pour l'éviter.

Les progrès de la technique qui, grâce à la loi des prix de revient décroissants, aboutirent à des taux élevés de dividendes, attirèrent d'autres capitaux. D'où une partie des crédits destinés à stimuler la consommation se dirigea vers la spéculation boursière. Le nombre de titres négociés, qui était en moyenne de 576 millions en 1927, passe à 919 en 1929. Le jeu à la bourse fut d'abord encouragé, d'une part par la publicité, d'autre part par les facilités accordées. Un grand nombre de bureaux sont créés, où l'on reçoit les ordres de bourse, dont le résultat est communiqué peu de temps après la fermeture de la bourse. Les hausses des valeurs sont de 5 à 10 % par jour. On peut acheter à découvert, sans enquête, les clients ne payant que 30 à 40 % de leurs

achats. Les crédits de bourse étaient de 3 milliards 1/2 de dollars en 1927. En novembre 1928, ils atteignent 5 milliards. Les Federal Reserve Banks veulent alors freiner. Elles décident de ne plus prêter à 5 % que pour les besoins industriels ou commerciaux légitimes, mais les autres banques prêtèrent à des intérêts de plus en plus élevés, 15 % en juillet 1929, 20 % en octobre. Mais qu'importaient les taux aux spéculateurs, qui voyaient doubler leur mise en moins d'un mois.

Un des résultats de cette hausse fut que toutes les banques centrales d'Europe, du Canada, Argentine, etc... durent élever le taux de leur escompte et que les taux de prêts à l'industrie atteignirent souvent 20 %, les capitaux que l'Amérique avait prêtés, étaient rapatriés et l'argent national se dirigeait vers Wall Street. Les bourses de tous les autres pays s'orientèrent nettement à la baisse. Il n'y avait plus aucune relation entre le cours des actions et le résultat des affaires, et il pouvait suffire du moindre incident pour faire crouler tout cet édifice. Ce fut de Londres que vint le signal.

A la fin de septembre 1929, on découvrit une vaste escroquerie. Un aventurier, Hatry, avait mis en circulation des faux titres de valeurs, pour plus de 100 millions de livres sterling, et avait conquis une place très en vue sur le marché financier de Londres. La bourse de Londres accusa une chute de 45 % entre le 30 août 1929 et le 27 novembre 1929. Les Anglais retirèrent, à ce moment-là, leurs avoirs à New-York, et la Banque d'Angleterre porta son taux d'escompte de 5 1/2 à 6 1/2 %.

Ces retraits augmentés par des réactions psychologiques causées par le précédent du krach Hatry, amena, le mardi 22 octobre 1929, une baisse de 5 à 10 %. Le jeudi, soit du fait de gros spéculateurs, soit de petits ordres amoncelés, les cours s'effondrent. Un syndicat de banquiers réunis par Morgan intervient alors dans le dernier quart d'heure de la bourse et, par des achats massifs, arrête la panique. Les cours ont l'air de se stabiliser les deux jours

suivants. Mais les brokers se mettent à étudier les prêts qu'ils ont consentis et ils invitent leurs clients à payer. Ceux-ci renvoient des ordres de vente. Aussi, le mardi 29, le flot atteint son maximum, les banquiers ne peuvent plus s'y opposer. Au 15 novembre, le niveau des cours est de 50 % de celui du 15 octobre ; sur certaines valeurs, les baisses atteignent même 75 à 80 %.

Si la hausse des valeurs avait stimulé la consommation, dans l'illusion d'une richesse factice, la baisse produisit les phénomènes inverses. Les achats d'autos diminuent de moitié pendant les trois mois suivants, l'indice de la production industrielle passe de 123, en septembre, à 95 en décembre. Ford adopte, au printemps de 1930, la semaine de cinq jours, puis de trois jours en août. Pour l'industrie du vêtement, 40 % des ouvriers sont mis en chômage en 1930, pour les fabriques de chaussures, 25 %.

A l'intérieur, on se croit ruiné, on thésaurise, les producteurs réclament des protections et les tarifs douaniers sont, en juin 1930, élevés et atteignent 50 à 65 % de la valeur des marchandises. Enfin on rappelle les crédits investis dans les pays étrangers. Or, de 1922 à 1928, les États-Unis avaient placé plus de 9 milliards de dollars, dont 3 milliards en Amérique du Sud, et 4 en Europe, surtout en Europe centrale.

Nous allons voir comment ces remboursements, venant s'ajouter à la crise économique, provoquèrent la crise monétaire.

Nous étudierons d'abord le cas des pays de l'Amérique du Sud, puis de l'Europe centrale. Nous verrons leurs répercussions sur l'Angleterre, puis la généralisation de la crise monétaire après que la livre sterling eut abandonné son rattachement à l'or.

Les pays de l'Amérique du Sud, très spécialisés, se sont montrés particulièrement vulnérables. Si on considère, en effet, leur commerce en 1929, on voit que pour l'Argentine, 70 % des exportations sont constituées par les céréales et 25 % par des produits de son cheptel ; pour le Brésil, 71 % par le café ; à Cuba, 77 %

par le sucre ; en Colombie, 82 % pour le café et le pétrole ; en Uruguay, 84 % par les produits d'élevage ; au Pérou, 70 % par le cuivre, le coton et le pétrole ; au Vénézuëla, 74 % par le pétrole, etc... Donc, si le produit qui constitue souvent plus des deux tiers de son exportation vient à subir une crise, tout le pays est touché immédiatement.

Les monnaies de ces pays ont subi, dès 1929, un premier choc, par suite des retraits de crédits de New-York. Ainsi, l'Uruguay accuse une dépréciation de 8,32 % sur la valeur du peso, le Brésil, de 5,65 %.

Sur ces monnaies déjà atteintes, la crise agricole vient se greffer. Voyons d'abord la crise du blé, à titre d'exemple. Pendant la guerre, l'Argentine, l'Australie, les Indes, le Canada, les Etats-Unis, etc... firent de gros efforts pour parvenir à suppléer aux marchés européens normalement exportateurs (Russie, Roumanie), et aux demandes accrues des belligérants. Ils augmentèrent donc leurs emblavements, achetèrent les machines qui leur permirent cette extension, utilisèrent des engrais pour obtenir de gros rendements, bref, ils rationalisèrent leur agriculture en profitant des prix élevés. A la fin de la guerre, les prix continuèrent à monter et les demandes à dépasser les offres. Ceci encouragea les paysans démobilisés à revenir à la terre et à reprendre la culture, ils suivirent aussi l'exemple de l'Amérique et employèrent des machines et des engrais. Vers 1925, l'Allemagne, l'Italie, la France, la Roumanie, la Hongrie, atteignirent la production de 1913 pour le blé. L'Inde, le Canada et l'Argentine la dépassent, compensant la Russie ; la surface cultivée en blé, dans le monde, est alors supérieure de 14 % à celle de 1914.

La Chine et l'Inde commencent à manger du blé, l'Autriche, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, la Suède demandent plus de blé, 137 millions de quintaux en 1925 contre 74 1/2 en 1921. Les prix s'élèvent encore, dûs à de mauvaises récoltes ; en France, par exemple, ils passent de 108,53 le quintal en 1924, à 131 en 1925, et 187,69, en 1926.

Tous les pays accroissent donc encore leurs emblavures. Au Canada, de 8,8 millions d'hectares en 1925, à 10,7 en 1930 ; aux Etats-Unis, de 22,7 à 23,9 ; en Argentine de 6,4 à 8,1 ; en Australie de 4,3 à 5,7 ; en Russie de 24,8 à 30,6.

La production croît elle aussi. Au Canada, de 71,3 millions de quintaux en 1924, elle atteint 107 en 1930 ; aux Etats-Unis, de 184 à 239 ; en Argentine, de 52 à 83,6 en 1929 ; en Australie, de 34,8 à 43,4 en 1930 ; aux Indes, de 90,4 en 1925 à 105 en 1930 ; en France, de 63,1 en 1926 à 87,1 en 1929.

Les exportations étaient, en 1913, de 447,1 millions de quintaux ; en 1925, de 488,1 ; de 591 en 1929, et de 567 en 1930.

Or, la récolte excédentaire de 1929 a été encore augmentée du fait de la fermeture du marché chinois, par suite de révolutions et de guerres intestines, et du marché hindou par xénophobie. La consommation, de plus, avait baissé dans certains pays, depuis 1928-29, par rapport à la moyenne 1909-1913. En Angleterre de 10 %, en France de 20 %, en Allemagne de 15 %, aux Etats-Unis de 19 %. Cela tient, d'une part, à un changement dans la composition de la population accrue de 6 %, mais par augmentation de la longévité. En Allemagne, les enfants de moins de 15 ans formaient, en 1913, 34 % de la population ; en 1925, ils ne sont plus que 25 %. De même en Angleterre, la proportion va de 30 % à 24 %. D'autre part, beaucoup de femmes travaillent ; les salaires sont élevés, aussi consomme-t-on plus de viande (20 % de plus en 1929 qu'en 1913), de café et de sucre, dont la consommation augmente de 70 % entre 1921 et 1929 ; plus de fruits, de lait, d'œufs, etc... Or, pour les produits agricoles qui sont d'une extrême nécessité, la satiété voisine, il y a peu de marge et risquant de se détériorer rapidement la concurrence fait très rapidement baisser les prix. De nouveau, une récolte excédentaire, en 1930, fit sombrer les prix, d'autant plus que la Russie voulut exporter à tout prix, ainsi que les pays danubiens. Mais le protectionnisme ferme un à un les débouchés, — le taux moyen

aux Etats-Unis des droits sur les produits agricoles, en 1930, varie entre 40 et 50 %, par exemple. Ils pratiquèrent des dumpings de différentes manières. En Russie, l'Etat, par suite du monopole de l'exportation, écoulait son blé à n'importe quel taux. En Hongrie, les prix intérieurs sont augmentés de 3 Pengoes par sac (boletta) qui, en cas d'exportation, sont remboursés par la douane.

Au mois de décembre 1930, les prix avaient baissé de 58 % sur les années 1927-28 et de 40 % depuis le début de l'année. Les prix moyens en or sont inférieurs à ceux de 1909-1913, étant de 90 en 1930 contre 97 en moyenne dans la période d'avant-guerre.

On arrive à ce paradoxe de la bonne récolte considérée comme un fléau. En effet, le revenu d'une mauvaise récolte de blé, comme celle de 1926, inférieure de 20 % à la moyenne, est plus élevé que celui de la bonne récolte de 1928. De même, pour le coton, en 1926, 18 millions de balles furent payés un milliard, tandis qu'en 1924, 13 millions de balles valaient 1,25 milliard et, en 1925, 14 millions de balles, 1,50 milliards.

Le paysan, qui s'était endetté pour acheter les machines et les engrais, doit donner trois sacs de blé pour se libérer des intérêts au lieu d'un, et plie sous le faix d'autant plus que les produits industriels n'ont pas baissé dans les mêmes proportions. Les créances sont donc presque irrécouvrables malgré les demandes réitérées des Etats-Unis.

Or, ce que nous avons dit du blé peut être répété pour le sucre, le seigle, le maïs, le café, le coton, la laine. Les baisses de prix-or moyens à l'exportation sont, en 1930, de 60 % sur le café, de 63 % pour le maïs, de 65 % sur le blé.

Certains pays voulurent lutter contre la baisse des prix en restreignant la production, mais cela est très difficile, souvent les plantations demandent plusieurs années avant de produire (4 à 6 ans pour le caféier, 2 à 3 ans pour la canne à sucre). Souvent, il n'existe pas de culture de substitution. Aussi les mesures prises

pour restreindre la production se sont-elles montrées peu efficaces. Le Parlement égyptien, en 1929, veut diminuer la surface des cultures du coton. On propose de même de réduire la production du caoutchouc par le plan Stevenson ; le Brésil commence par stocker le café, puis le brûle, de même les Etats-Unis, pour le blé, veulent lutter contre la chute des cours par l'achat et l'emmagasinement des stocks, mais tout est inopérant.

Pour sept articles agricoles : blé, seigle, orge, avoine, sucre, pommes de terre, caoutchouc, la valeur du commerce extérieur passe de 106 milliards de francs suisses, en 1929, à 46 en 1931.

Les réserves d'or fondent. En Hongrie, de 26 %, en Colombie, de 35 % ; en Argentine, de 29 % ; au Brésil, de 47 %, par suite du déficit des balances des comptes. Devant ce fait, le Brésil institue, le premier, le contrôle des changes, le 18 mai 1931, suivi par la Colombie, le 26 juillet 1931, le Chili le 30 juillet 1931, l'Uruguay le 7 septembre 1931.

En Amérique du Sud, la crise monétaire est donc commencée et se présente, dès le début, sous la forme du blocage de la monnaie.

En Europe centrale, les pays agricoles sont spécialement touchés. Cependant, c'est d'Allemagne qu'est parti le signal du déclenchement et nous allons voir comment les pays industriels eurent à subir un autre fléau : celui du chômage.

En 1927, en Angleterre, il y avait un million de chômeurs, à peine la moitié en Allemagne et le quart en Italie. Dans les autres pays, il n'y en avait que des quantités négligeables. La production était massive, entièrement absorbée par la consommation. Les salaires étaient élevés et le standard de vie aussi. L'exportation européenne augmente, elle est même des deux tiers supérieure à celle de 1913 pour les industries du fer, des textiles, des engrais.

Depuis 1924, les Etats-Unis et l'Angleterre avaient investi

d'énormes capitaux dans les pays de l'Europe centrale. Ceux-ci en profitèrent pour moderniser et rationaliser leurs usines, à l'exemple des Etats-Unis, et les principes de Taylor et de Ford y furent adoptés. Mais l'élargissement de la capacité de la production n'est pas proportionnelle à l'emploi de la main-d'œuvre et du total des salaires, donc du pouvoir d'achat. Ainsi, en Autriche, en 1924. 77 houillères employaient 18.634 ouvriers et produisaient 2,8 millions de tonnes. En 1929, seulement 11.241 ouvriers en extraient 3,5 millions de tonnes, c'est-à-dire que 7.000 ouvriers en moins correspondent à une production de 700.000 tonnes en plus.

De même, pour l'extraction du cuivre, qui double de 1923 à 1929, tandis que le nombre des ouvriers employés diminue de 12 %.

En Tchécoslovaquie, la production des bouteilles augmente de 40 %, de 1923 à 1929, le nombre des travailleurs diminue de 60 % et le prix des bouteilles est paradoxalement augmenté de 25 %.

Aux Etats-Unis, en 1927, on a calculé qu'un travailleur produit 50 % de plus en moyenne qu'en 1919. Dans certaines industries, par exemple pour les autos, le progrès atteint 172 % et même, pour les pneus, 211 %.

D'après les indices des Federal Reserve Boards, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière passe, dans la même période, de 100 à 112. L'augmentation est donc loin d'être proportionnelle et cela tient en grande partie au chômage qui réduit considérablement les capacités de ceux qu'il atteint.

Or, la rationalisation, surtout en Allemagne, aurait dû se faire très lentement et progressivement. En effet, la main-d'œuvre y est abondante et bon marché et on l'a remplacée brusquement par des machines très chères, mais acquises à crédit, ce qui fit croire aux industriels que le rendement augmenté permettrait de rembourser leurs prêts, de baisser leurs prix, donc de stimuler

encore la consommation, mais ces effets ne pouvaient se faire sentir que progressivement. Or, le renvoi des ouvriers fut immédiat et cela dans la plupart des industries à la fois. En même temps, les pays importateurs de main-d'œuvre, comme les Etats-Unis, l'Amérique du Sud, se fermèrent, car le chômage les a atteint également.

Les chiffres en Allemagne sont éloquentes. En janvier 1927, 350.000 chômeurs ; en janvier 1929, 2,5 millions, et, en janvier 1931, 5 millions. Le pouvoir d'achat de toute une partie de la population se trouve considérablement réduit. A cette diminution vient encore s'ajouter celle de la classe paysanne qui, voyant ses profits s'évanouir, n'achète plus ni machines, ni engrais et réduit ses dépenses au strict minimum. La production se réduit de 100, en 1929, à 84,4 en 1931, et la consommation bien davantage. Ici encore, les débouchés se ferment, les pays agricoles ne peuvent plus acheter et les autres élèvent des barrières douanières pour protéger leurs industries nationales.

Or, des causes politiques viennent encore s'ajouter au marasme économique. Les masses ouvrières qui souffrent, cherchent un soulagement, ou tout au moins, la promesse d'un mieux futur, et les partis politiques qui les leur font, les attirent.

Le 14 septembre 1930, les élections envoient 107 nationaux socialistes au Reichstag. Ils n'y ont pas la majorité, mais cela représente pour eux une grande victoire. Dans leur programme est inscrite la suppression de l'esclavage financier vis-à-vis de l'étranger, la fin des réparations et des mesures de socialisation.

Les capitaux, tant étrangers que nationaux, prennent peur et partent pour l'étranger. Les valeurs baissent, les comptes courants diminuent. La Reichsbank hausse son taux d'escompte à 5 %, le 9 octobre 1930, puis à 6 %. Les banques vendent leurs avoirs à l'étranger et, à la fin de l'année, cette première crise est conjurée. Mais la liquidité des banques est atteinte et leur portefeuille en devises, épuisé. Les capitaux sont plus craintifs.

On peut voir par là qu'une cause importante des crises monétaires réside dans la situation politique d'un pays.

Mais la lutte pour les débouchés économiques se poursuit toujours. L'Allemagne cherche à conclure un accord douanier avec l'Autriche et, le 23 mars 1931, publie un projet connu sous le nom d'Anschluss. A l'étranger on y voit un rapprochement inquiétant, une menace pour la paix, le premier stade de la préparation de la revanche.

Les capitaux étrangers sont alors rappelés avec vigueur. Or, ils constituaient une somme considérable.

On a calculé que l'Allemagne avait reçu, de 1924 à 1930, 18,2 milliards de reichsmarks utilisés à raison de 6,3 milliards pour combler sa balance déficitaire et 10,3 pour les réparations. Elle construit des routes, des canaux, reconstruit sa flotte, fait de grands travaux improductifs d'urbanisme, la dette publique passe de 11,659 millions de Reichsmaks, en 1928, à 19,322 en mars 1931. Les charges sociales augmentent du fait du chômage et de beaucoup de lois tendant à la protection de la classe ouvrière. En Allemagne, on n'a aucune peur des dettes. Les banques, à leur tour, empruntent à l'étranger. Celui-ci ne veut prêter qu'à court terme, mais pratiquement les crédits étaient toujours prolongés ou les demandes de remboursement étaient compensées par des offres d'autres capitaux. Les demandes de devises, pour le paiement des intérêts, passent, de 1926 à 1930, de 0,2 milliards de Reichsmarks à 0,8. Or, pour avoir ces devises, il faut exporter des marchandises, mais les marchés étrangers se ferment tour à tour. On importe d'autres capitaux, mais les années suivantes, les intérêts grossissent d'autant. Il faut exporter de l'or, mais les réserves diminuent ainsi que la couverture des billets.

Les banques se servirent de ces capitaux pour financer l'industrie qui, comme nous l'avons vu, en demandait pour se rationaliser, et pour l'agriculture. Les dettes de celle-ci atteignirent 11 milliards et, par suite de la crise agricole, les paysans furent

insolvables. Les prêts à l'industrie se trouvèrent bloqués de la même façon et remboursables seulement par une augmentation de l'exportation dont tous les débouchés se fermaient.

Donc, pratiquement, les banques allemandes avaient emprunté de l'argent à l'étranger à court terme et l'avaient placé à l'intérieur du pays à moyen ou à long terme.

Depuis la dévalorisation du mark, l'épargne allemande avait beaucoup de peine à se refaire. En 1929, elle n'atteint pas 40 % de son niveau en 1913.

Les banques manquaient complètement de disponibilités et se trouvaient à la merci de retraits massifs. Le coup de grâce partit de Vienne, et ce fut la fermeture du « Crédit Anstaldt », le 13 mai 1931, qui amena la crise monétaire.

Le « Crédit Anstaldt » était la plus grande banque autrichienne. Il avait absorbé, au cours des années précédentes, la plupart des autres banques, par exemple l'« Union Bank », la « Verkehrsbank », et, en octobre 1930, le « Boden Crédit Anstaldt », qui était en faillite. Il avait des succursales dans les pays successeurs ou contrôlait les établissements de crédit les plus importants de ces états. Il se trouvait en relations avec les marchés de Londres et de New-York et c'est par son intermédiaire que passaient les crédits destinés aux pays successeurs et balkaniques. Le « Crédit Anstaldt » imitait le marché de Londres qui recevait de l'argent de toutes les banques du monde et le replaçait en y gagnant la différence d'intérêts. Sa position, la connaissance qu'il possédait des besoins et des possibilités de tous les pays environnants lui donnaient une importance particulière.

En 1931, il avait emprunté à l'étranger pour 650 millions de schillings à court terme, puisque on ne voulait prêter que dans ces conditions. L'habitude de voir toujours renouveler ces crédits fit qu'ils furent considérés comme des prêts de longue durée et investis dans des industries, en général, pour une durée de cinq années.

Le « Crédit Anstaldt » était spécialement intéressé dans la « Steyrwerke » (grosse fabrique d'autos, d'armes et de cycles), dans la « Mauthner » (industrie textile), dans la « Fanto » (affaire de pétrole), etc... Or, ces affaires souffraient terriblement de la crise. Le « Crédit Anstaldt » veut soutenir les cours de leurs actions qui baissent continuellement. Il procède alors à des rachats en bourse de leurs actions, distribue des dividendes, non d'après les recettes qui n'existent pas, mais sur les réserves et il fait de même pour ses propres actions, si bien qu'au moment de sa faillite, il possédait plus de la moitié de son propre capital.

Les rappels étrangers, augmentés par des retraits des nationaux qui se rendaient compte en partie des difficultés qu'il traversait, amena la faillite et, le 13 mai 1931, le « Crédit Anstaldt » dut suspendre ses paiements.

Les conséquences en furent énormes. D'abord, l'« Amstelbank », qui n'était qu'une succursale, ferma. De même, dans tous les pays de l'Europe centrale, on assiste, durant tout le mois suivant, à une ruée sur les banques, entraînant des faillites plus ou moins considérables.

De plus, cela fit apparaître clairement les difficultés que les pays de l'Europe centrale, gros débiteurs de l'Angleterre et de l'Amérique, éprouvaient à faire face à leurs engagements.

En Allemagne, depuis un an, beaucoup de grosses entreprises subissaient les effets de la crise et étaient en difficultés. En août 1930, faillite de la Favag, le Konzern Karstadt est aussi menacé et naturellement, c'est le recours classique aux banques qui augmentent leurs crédits dans l'espoir de retrouver les crédits antérieurs, de ne pas affoler le marché et de ne pas accroître le chômage ; ceci sous la pression du gouvernement.

Mais le Norddeutsche Wollkammerei und Kausngarnspinnerei, connu sous le nom de Nordwolle, et qui est le plus grand syndicat allemand de la laine et où toutes les grandes banques, tant

allemandes qu'étrangères sont intéressées, subit de grandes pertes par suite de spéculation et doit fermer le 10 juin.

La Schultheiss Patzenhofer (une des grandes brasseries allemandes) est mise en liquidation le lendemain. Aussi la panique se déclanche et le 12 juin, 200 millions de reichsmarks en devises sortent par suite de la fuite des capitaux nationaux. Il se produit des paniques à la bourse où, dans cette seule journée, les cours de certains titres subirent des diminutions du tiers ou de la moitié des prix de la veille.

Le taux de l'escompte est relevé de 5 à 7 %, le 13 juin 1931, puis à 10 % en juillet. Le taux des avances sur titres passe de 15 à 20 %.

Les ordonnances de détresse prises le 5 juin par le gouvernement qui décide des restrictions budgétaires, des réductions des traitements et des augmentations d'impôts ne peuvent donner des résultats immédiats, mais augmentent l'évasion des capitaux nationaux devant les charges fiscales. Les banques, qui avaient subi de si lourdes pertes à cause de leurs placements industriels, sont assaillies de demandes de retraits des dépôts. De la fin de 1930 au 15 juillet 1931, 2,9 milliards de Reichsmarks furent retirés. La proclamation du moratoire Hoover, à la fin de juin, pour les dettes politiques extérieures, n'arrête pas le mouvement.

Le relèvement des taux de l'escompte est, pour beaucoup de banques, un désastre. La Reichsbank voulait les obliger à se servir de leur propre stock de devises, mais ceux-ci étaient infimes, et à faire pression sur leurs débiteurs, ce qui ne fit qu'amener une recrudescence des faillites et des liquidations.

Le 12 juillet, la Darmstadter und National Bank (Danat), qui a dû rembourser, entre le 1^{er} mai 1931 et le 11 juillet, près de 700 millions de Reichsmarks, dont 250 du 1^{er} au 11 juillet, et qui est une des grandes banques allemandes, doit fermer ses guichets. Une ruée se produit alors sur toutes les autres banques. Pour évi-

ter la généralisation des faillites, le gouvernement prend des mesures énergiques. Il proclame le moratoire de toutes les dettes, tant nationales qu'étrangères, la fermeture des banques pendant deux jours (14 et 15 juillet), la fermeture des bourses de valeurs ; le monopole des changes est donné à la Reichsbank. Sur le marché des changes étrangers, le mark, pendant quelques jours, cesse d'être coté officiellement.

L'Allemagne est donc entrée dans une période de blocage et de contrôle des changes, suivie immédiatement par la Hongrie, le 17 juillet 1931. Les autres pays de l'Europe centrale luttent pendant tout l'été de 1931 et cherchent à éviter de prendre ces trop graves mesures. Ce fut la crise anglaise et l'abandon de l'étalon-or par la livre sterling, en septembre 1931, qui les accula à l'obligation d'agir.

La crise anglaise est intéressante à étudier, car ici on se trouve dans des conditions très particulières. Ce n'est pas tant la crise économique qui l'a éprouvée directement que la crise monétaire qui l'a suivie, et qui l'a atteinte dans son rôle financier.

Depuis la fin de la guerre, l'Angleterre vit dans une crise économique latente. Tout d'abord, par suite des différences dans la demande des produits qu'elle exporte. La houille a perdu son monopole. Elle est souvent remplacée par la houille blanche et, dans la période de prospérité de la fin de la guerre, de gros capitaux furent utilisés pour capter les chutes d'eau dans tous les pays montagneux, et utiliser leur force. Une économie considérable est réalisée dans la production de l'électricité par ce moyen, car si les frais de premier établissement sont considérables, ensuite le titre des réparations, lui fait une concurrence redoutable. De se généralise. Enfin, le charbon allemand importé en France, au causent une baisse notable des exportations.

A tout ceci vient s'ajouter la politique déflationniste de l'Angleterre. Pour revaloriser la Livre, elle a sacrifié son commerce et

son industrie. Les prix de revient étaient trop élevés par suite de la fiscalité écrasante, d'une part, et, d'autre part, de la force des Trade Unions qui s'opposaient à toute baisse des salaires ouvriers, déclanchant des grèves à la moindre alerte.

L'industrie, de plus, est mal organisée, pourvue d'un outillage trop ancien, mais qu'elle n'ose moderniser par suite de l'exigüité de ses bénéfices. Elle est aussi très dispersée. Ainsi pour la houille, le propriétaire du sol l'est aussi du sous-sol et on trouve 1.400 producteurs indépendants pour 2.000 puits. En France, 130 compagnies exploitent 600 puits et en Westphalie, un grand syndicat contrôle 70 % des puits.

La revalorisation de la Livre sur le marché extérieur n'a pas été suivie par une hausse de son pouvoir d'achat sur le marché intérieur. De 1924 à 1930, les prix de gros baissent de 30 %, ceux de détail de 11 % et les salaires de 1,8 %. Les exportations se trouvent donc terriblement handicapées de ce fait. En 1926, la balance commerciale était en déficit de 238 millions de Livres, en 1927 de 288, en 1928 de 354, en 1929 de 382, et en 1930, de 474. Or, les importations varient peu. C'est uniquement les exportations qui régressent amenant une recrudescence du chômage. Le pourcentage des chômeurs, qui était de 9,8 en 1927, passe à 20,9 en 1931. L'écart des prix de gros et des prix de détail atteint 45 %.

Les revenus de la marine marchande fléchissent de 130 millions de Livres en 1928, à 80 en 1931, par suite de la baisse du commerce mondial et du prix des taux de fret inférieur de 20 % en prix-or sur ceux de 1913.

De même les revenus des emprunts extérieurs passent de 250 millions de Livres en 1929 à 220 en 1930 et à 165 en 1931.

Tout ceci influe sur la balance des comptes qui, depuis 1924, était toujours en excédent. Or, celui-ci passe de 149 millions de

Livres en 1928 à 28 en 1930 et se transforme en un déficit de 109 millions de Livres en 1931.

L'excédent de sa balance des comptes avait servi à l'Angleterre à faire de gros placements à l'étranger et même si l'on étudie les chiffres totaux, on voit que, de 1924 à 1930, l'Angleterre a placé 819 millions de Livres à l'étranger pour des emprunts à long terme, pour un excédent de 543 millions. C'est-à-dire que l'Angleterre a prêté 276 millions de Livres de plus que ne le lui permettait sa balance des comptes. Elle a pu le faire grâce à tous les capitaux qu'elle reçoit de l'étranger, mais en général, à court terme. Donc, l'Angleterre prêtait ce qui lui avait été prêté et elle y gagnait la différence des taux d'intérêts. Mais c'était une position dangereuse. Aussi, quand on apprit que l'Allemagne bloquait les crédits étrangers et ne les remboursait pas, les créanciers anglais, sachant celle-ci très engagée en Europe centrale (100 millions de Livres appartenant aux Anglais se trouvèrent gelés en Allemagne), lui demandèrent le remboursement de leurs avoirs. Les banquiers anglais remboursèrent facilement les Livres qu'ils devaient, mais les créanciers ne tenaient pas à avoir des Livres et ils les ont vendues sur le marché, ce qui amena des sorties d'or considérables. La couverture de la Livre ne se trouvait pas être considérable. Jamais les excédents de la balance des comptes n'ont servi à acheter de l'or. La limite légale risquait d'être très rapidement atteinte.

L'élévation du taux de l'escompte à 3 1/2 le 23 juillet, à 4 1/2 le 30 juillet n'amène aucun arrêt.

Dans un autre ordre d'idée, les budgets étaient, depuis des années, en déficit. Celui de 1929-30 de 14,5 millions de Livres. Celui de 1930-31, de 23,2. Or, le 31 juillet, le rapport May est publié. Il annonce un déficit de 120 millions de Livres pour le budget en cours et propose de réduire les dépenses et d'accroître les impôts ; en même temps, le rapport Mac Millan indique que les exigences sur Londres s'élèvent à 274 millions de Livres. L'or sort à une cadence accélérée, 2 millions de Livres par jour en moyenne.

La Banque d'Angleterre obtient un crédit de 50 millions de Livres de la France et des Etats-Unis, qui est absorbé en quelques jours.

La situation déclenche une crise politique, chute du cabinet Mac Donald, remplacé par un cabinet de coopération nationale, qui créa un léger arrêt dans les retraits. Mais celui-ci veut faire voter des mesures d'urgence, en particulier des réductions de salaires. L'opposition violente des socialistes alarme de nouveau l'opinion et l'or sort à flots de nouveau. Un crédit de 80 millions de Livres, ouvert comme le précédent par la France et les Etats-Unis, disparaît immédiatement. Devant la gravité de la situation, les Communes votent les diminutions de salaires. Or, le 16 septembre, on apprend que les marins de la flotte, en manœuvre dans l'Atlantique, ont refusé de sortir par mesure de protestation contre les réductions de leurs traitements. Ce fut une panique et la nouvelle s'amplifia au point que l'on crut que l'Angleterre était à la veille d'une révolution. Ce jour même, l'or sort à raison de 5 millions de Livres, le lendemain 10 millions et, le 18 septembre, 18 millions.

Le Gouvernement, sur la demande de la Banque d'Angleterre, décide de suspendre la convertibilité de la Livre en or et fait voter la loi nécessaire le 21 septembre.

L'Angleterre n'accompagna cette mesure d'aucune qui fut de nature à bloquer les capitaux étrangers. Son rôle de banquier international qu'elle voulait conserver, le lui interdisait. Elle contrôla uniquement les ventes de devises aux nationaux qui durent fournir des justifications du but de leur achat et ceci pendant six mois seulement.

On ne peut donc pas ranger la Livre parmi les monnaies bloquées. Elle fut seulement dévaluée et ses fluctuations furent surveillées et atténuées par l'établissement du contrôle occulte du Fonds d'Egalisation des Changes.

Si nous avons parlé de la crise anglaise, c'est, d'une part, parce qu'elle fut causée par le blocage des monnaies en certains pays, d'autre part, parce qu'à son tour, elle fut le point de départ de grands troubles dans les monnaies et contribua au développement du système des monnaies bloquées.

En effet, le rôle commercial et financier de la Grande-Bretagne, l'adoption dans beaucoup de pays de la Livre, considérée comme de l'or, pour la couverture des billets, obligea ceux-ci à prendre des mesures. Les pays scandinaves, le Siam, le Canada, l'Égypte, l'Inde suspendirent également l'étalon-or et rattachèrent leur monnaie au sort de la Livre. D'autres décidèrent de pratiquer le contrôle des changes. A cet égard, les motifs donnés pour la constitution de la Commission de contrôle des changes, en Argentine, sont caractéristiques.

« Considérant que l'abandon par l'Angleterre du patron-or
« a provoqué sur les marchés mondiaux, déjà travaillés par la crise, une situation d'expectative ;

« Que les ventes se trouvent paralysées, ce qui a amené une
« diminution extraordinaire des remises sur l'étranger ;

« Que la spéculation a profité de cette circonstance parti-
« culière et qu'il faut que de telles manœuvres soient supprimées,
« (en effet, le cours du dollar avait passé de 157, le 10 septem-
« bre 1931 à 220 le 6 octobre 1931) ;

« Que des mesures assurant le contrôle des changes ont été
« prises, en de pareilles circonstances, par bien des pays ;

« Qu'il est nécessaire de substituer à la dangereuse anarchie
« régnant actuellement sur le marché un système centralisé dirigé
« par des hommes choisis parmi les plus compétents... »

Le rôle de la crise, de l'Angleterre, considérée comme une excuse, et de la spéculation sont parfaitement mis en lumière. Un groupe de pays, tant en Amérique du Sud qu'en Europe centrale, bloqua donc sa monnaie. Cela fit très vite boule de neige, par

suite des créances bloquées des exportateurs rendant la balance commerciale déficitaire. A cela s'ajoutaient les craintes des capitalistes de plus en plus effarouchés par la moindre alerte.

La diminution des réserves en or des Banques nationales ne s'avère, en général, pas tellement dangereuse que leur incapacité à déclencher un mécanisme susceptible de l'arrêter, puis de la reconstituer.

Enfin, il faut mentionner le cas de l'Espagne et de l'Italie qui prirent des mesures de contrôle des changes uniquement dans le but d'arrêter l'évasion des capitaux nationaux, inquiets de la politique suivie par le gouvernement (socialisation) et celui de la Belgique, qui institua un contrôle seulement pendant six semaines, c'est-à-dire le temps de dévaluer sa monnaie, sans avoir à subir une trop forte pression de la part de la spéculation, et pour réajuster son pouvoir d'achat intérieur à sa valeur extérieure.

DATE DE L'ETABLISSEMENT DU REGIME

Iran	25-2-30	Finlande	5-11-31
Espagne	7-30	Nicaragua	15-11-31
Brésil	18-5-31	Danemark.....	18-11-31
Turquie	31-5-31	Islande	1931
Allemagne.....	13-7-31	Costa-Rica	14-1-32
Hongrie.....	17-7-31	Venezuela	Mars 32
Colombie	26-7-31	Cuba	Mars 32
Chili.....	30-7-31	Equateur.....	2-5-32
Uruguay	7-9-31	Pérou.....	18-5-32
Abandon par la		Roumanie	18-5-32
Livre de l'éta-		Paraguay	28-6-32
lon or.....	21-9-31	Japon	1-7-32
Tchécoslovaquie.	26-9-31	Angola.....	1932
Grèce	29-9-31	Portugal	1932
Bolivie	3-10-31	Italie	26-5-34
San Salvador....	7-10-31	Honduras	1-6-34
Autriche	7-10-31	Pologne	12-6-34
Yougoslavie	7-10-31	Belgique ... du	18-3-35
Lettonie	8-10-31	au	1-5-35
Argentine	10-10-31	Dantzig	18-7-35
Bulgarie.....	15-10-31	Lithuanie.....	1-10-35
Estonie	10-31		

CHAPITRE II

PROCESSUS DU BLOCAGE DES MONNAIES

Les pays qui prirent les premières mesures pour contrôler les opérations de change et restreindre les sorties d'or ne se rendirent certainement pas compte jusqu'où cela allait les entraîner. Mais nous allons voir comment une mesure en amène fatalement une autre, puis une autre, etc..., sous peine de voir les premières restrictions demeurer sans autre effet que d'effrayer le public et d'accélérer les sorties de capitaux. Ceux-ci peuvent passer les frontières de tant de manières visibles et invisibles, et ils se montrent si aptes à se glisser par les moindres fissures des législations, que bien des pays qui semblaient avoir atteint le maximum du blocage et ne pas avoir laissé le moindre trou, s'aperçurent tout de même qu'il y avait une sortie d'or exagérée eu égard à toutes les mesures prises. Nous allons voir d'abord comment les restrictions se succèdent en se complétant, puis, dans les chapitres suivants, nous étudierons ce que les pays ont fait pratiquement dans chacune des catégories de mesures que nous aurons trouvées.

Le but étant donc d'empêcher l'or ou les devises servant de couverture aux billets de sortir de la Banque nationale, il est inutile de dire qu'on décrète immédiatement le monopole du commerce des devises et des métaux précieux. On crée une Commission de contrôle des changes qui ne délivre des devises qu'avec des justifications. Elle peut autoriser une ou plusieurs banques à faire aussi des opérations de change, mais, dans ce cas, les banques doivent lui fournir des états spéciaux où doivent être notées toutes les opérations avec leur montant, leur bénéficiaire et les justifications qu'ils ont fournies, etc... Et, de plus, pour tous montants importants, ces banques autorisées doivent généralement en

référer à la Commission des changes. Les opérations de change à terme sont, en général, interdites ou doivent passer par cet organisme, qui ne donnera son autorisation qu'au vu de justifications prouvant qu'il s'agit d'opérations commerciales.

Les nationaux ont ainsi un frein, mais il n'y a pas qu'eux. Les étrangers possèdent, en général, dans un pays, des disponibilités, des valeurs, des capitaux, sous une forme ou sous une autre, et nous avons vu que, lorsqu'un pays commence à éprouver des difficultés économiques, financières ou même politiques, la tendance qui se manifeste immédiatement est le rapatriement des capitaux qui peuvent se trouver dans ce pays, créances de toutes sortes, titres, avoirs en compte-courant, etc... Aussi l'une des premières mesures prises par les Commissions de contrôle des changes est-elle de faire bloquer les avoirs que ces étrangers ont en banque, afin d'en empêcher la sortie. Mais, pour réaliser ce but, toute une série de mesures devient nécessaire. Celle qui saute aux yeux consiste à empêcher le transfert en devises ou en or et le rapatriement, mais il y a bien d'autres manières de faire sortir moins visiblement ses capitaux. C'est d'abord un virement à un compte d'un autre étranger. Il semblerait là qu'il n'y ait pas de sortie, mais si cette opération peut se pratiquer, c'est que celui au crédit duquel on a viré une somme pense l'utiliser. Il se peut qu'il en ait besoin pour des buts de voyage ou pour des paiements à faire dans le pays pour des services rendus ou pour payer une exportation de marchandises. On comprend sans peine que, dans ce cas, ce n'est pas une sortie qui se fait, mais plutôt une entrée qui ne se fait pas, alors que, normalement, elle se serait faite. Le deuxième étranger aurait, en effet, dû acheter de la monnaie nationale qu'il aurait payée en devises ou en or, pour effectuer ce paiement.

De la même façon et pour les mêmes raisons, on interdit le virement du compte d'un étranger au compte d'un national. C'est une manière de régler une dette sans faire rentrer de devises et on contrôle rigoureusement que le paiement des exportations ne puisse se faire par ce moyen-là.

Enfin, on interdit le virement du compte d'un national au compte d'un étranger. Il semble pourtant à première vue que ces virements ne peuvent donner que des avantages parce que ce serait un règlement des dettes des nationaux, en monnaie nationale, qui ne ferait pas sortir d'or ou de devises. Mais l'expérience a montré que, dans ce cas, c'est un des moyens employés par les nationaux pour faire sortir leurs capitaux. Ils virent telle somme qui leur plaît au compte d'un étranger qui, en contre-partie, leur verse, à un cours évidemment moins élevé que le change officiel, la contre-partie en monnaie étrangère, dans une banque à l'extérieur. La perte au change n'est pas un obstacle, car on sait que, dans le cas où l'on n'a pas confiance dans une monnaie, on préfère accepter un sacrifice plutôt que de risquer une dévaluation que l'on peut craindre considérable.

La mesure idéale, qui est de bloquer complètement les comptes des étrangers, d'empêcher tout virement de compte à compte, de les rendre indisponibles et improductifs d'intérêts, se borne dans la pratique, comme nous le verrons plus loin, à la nécessité de demander une autorisation pour utiliser ces avoirs. Cette autorisation n'est évidemment donnée que sur le vu des justifications du but que l'on cherche. Les pays ont dû admettre cette tolérance, car ils étaient menacés de voir les étrangers agir sur leurs gouvernements, qui pouvaient prendre des mesures de représailles, soit en bloquant à leur tour les comptes des ressortissants de ce pays, soit en mettant l'embargo sur les exportations, ou en les privant, au contraire, de marchandises de première nécessité.

Le blocage des titres des étrangers est aussi une des mesures qui s'imposent. Tout d'abord, on leur interdit de vendre leurs titres et d'en rapatrier le produit. En Allemagne, on a observé, à ce sujet, un fait assez curieux. A la suite des accords internationaux de Bâle, en août 1931, il fut décidé que les titres appartenant à des étrangers seraient laissés libres. Ceux-ci pouvaient les vendre et même en rapatrier le montant. On demandait aux banques étrangères de s'engager à ne pas user pour elles-mêmes de

cette faculté, qui serait réservée aux particuliers, sauf cas de force majeure, et on avait calculé que les titres allemands possédés à cette date, par des particuliers étrangers, représentaient très peu de chose. Les sorties de devises qui résulteraient de cette tolérance seraient donc très faibles et cette mesure ménageait l'opinion publique à l'étranger. Mais, au mois de novembre, les Allemands supprimèrent cette latitude, car ils s'aperçurent que les sorties d'or motivées par ce fait étaient considérables. Ce n'était pas que les banques étrangères eussent manqué à leurs engagements, mais les nationaux allemands passaient en sous-main des titres à un étranger qu'ils connaissaient, le priaient de vendre ces titres comme pour son compte et de faire sortir le montant d'Allemagne, qu'il faisait alors créditer dans une banque étrangère au nom de l'Allemand. Cela permettait donc une sortie des capitaux nationaux qu'il fallut empêcher.

Les titres eux-mêmes doivent être bloqués, car si on permettait leur transfert, on retrouverait les mêmes inconvénients que pour les avoirs en compte-courant. Pour ce qui est du produit de la vente, il suit le sort de tous les autres avoirs. Un cas plus délicat est celui des titres amortis remboursés par tirage au sort. Si l'on veut éviter toute sortie il faut évidemment bloquer ce montant. Mais comme cela joue sur des montants extrêmement faibles, certains pays ont admis des tolérances à ce sujet. Il ne semble pas que cela puisse donner lieu à des fraudes ou à des sorties illicites. Les titres remboursés dans ces conditions peuvent provenir soit de dépôts dans une banque nationale, soit d'un avoir de titres à l'étranger. Les possesseurs de ces titres pouvaient, en effet, les avoir depuis longtemps et les avoir exportés dans leur pays longtemps avant toute mesure de blocage. Il ne paraît pas nécessaire de faire une discrimination entre ces deux origines.

Une question qui se pose immédiatement après celle des titres est celle des coupons et, en général, des revenus de toutes sortes (loyers, créances, etc...) que les étrangers peuvent tirer de propriétés qu'ils possèdent dans le pays, ou bien de coupons qu'ils

détachent de titres de sociétés ou de l'Etat qu'ils possèdent à l'étranger et qu'ils envoient à l'encaissement. La règle qui s'impose est de les créditer en compte bloqué, comme le reste des avoirs, car les étrangers ont parfois investi des sommes considérables dans un pays et le chiffre des intérêts et avoirs de toutes sortes peut être élevé et occasionner une sortie d'or importante. Il est intéressant de voir, à cet égard, les modalités diverses prises par les états, et qui peuvent, en général, assez facilement s'expliquer, justement par les différences d'investissement des capitaux dans le pays. Pour l'encaissement des coupons envoyés de l'étranger, cela permettrait, s'ils étaient crédités librement, et transférables en devises, une grande facilité pour les nationaux qui feraient sortir leurs coupons et chargeraient une banque étrangère de les faire encaisser et convertir, puis de les créditer à l'étranger à leur compte. Aussi, les pays qui ont laissé la liberté de l'encaissement de ces coupons et de leur transfert, sont-ils obligés de prendre des mesures de contrôle pour s'assurer de la nationalité du propriétaire. Il ne semble pas que ces mesures puissent réellement empêcher toute fraude. Il faut donc les assimiler aux avoirs anciens et bloquer tous ces avoirs.

Une autre sortie toute simple, c'est celle des billets de banque et de la monnaie. On se trouve devant une des plus grandes difficultés, si on en juge par le nombre des décrets, des lois, des arrêtés de toutes sortes auxquels elle a donné lieu, et cela dans tous les pays. En France, pendant la guerre, il n'y eut pas moins de quatre lois ou décrets pour éviter cette sortie de capitaux : loi du 15 novembre 1915 prohibant l'exportation des monnaies d'or et d'argent et de l'or brut ; loi du 12 avril 1916 prohibant la sortie de l'argent sous quelque forme que ce soit ; décret du 1^{er} avril 1915 interdisant l'exportation des monnaies de nickel et de bilon ; enfin, loi du 3 avril 1918, interdisant l'exportation des billets de banque et titres français. A ces lois s'ajoutaient tous les décrets relatifs aux sanctions. Et, malgré cela, M. Herriot, du haut de la tribune de la Chambre des Députés a affirmé que ces mesures

étaient parfaitement inefficaces et qu'une fraude considérable, estimée à plus de 1 milliard 1/2 de francs, avait lieu malgré ces interdictions. Il est, du reste, facile de voir que toutes ces mesures restent forcément assez théoriques. Les billets sont si faciles à dissimuler, tiennent si peu de place eu égard à leur montant, que si l'on veut vraiment empêcher toute fraude, on est amené à ouvrir tous les paquets, toutes les lettres à destination de l'étranger, à fouiller minutieusement tous les voyageurs et leurs bagages à la sortie du pays, afin de les surveiller, et à réprimer sévèrement toutes les contrebandes qui peuvent s'exercer sur les frontières. Aussi, ne croyons-nous pas que l'interdiction de l'exportation des billets soit suffisante. Il faut encore que toute réimportation soit interdite. En effet, à quoi sert d'envoyer des sommes à l'étranger si, une fois qu'elles y sont, déjà après une fraude, nul ne veut les racheter sous prétexte qu'elles sont inutilisables ? Si on parvient à les négocier, ce sera avec une grosse perte, parce que la réimportation ne pourra se faire que par la contrebande, et celui qui voudrait se charger des billets exigerait un bénéfice d'autant plus grand qu'il aurait plus de peine et plus de chances de se trouver dépouillé de son avoir.

Nous verrons plus loin comment les pays arrivent à cette manière de voir et, après avoir laissé créditer librement les remises de billets circulant à l'étranger et, après avoir permis d'en convertir le montant, ont d'abord mis une limite maxima aux remises autorisées, puis qu'ils ont abaissé progressivement cette limite jusqu'à des montants insignifiants, ensuite ils ont limité la réimportation par les voyageurs et même l'ont interdite ; enfin ils ont interdit tout paiement par ce moyen, à effectuer dans le pays, que ce soit pour payer des exportations, des services rendus, des redevances de quelque nature que ce soit, si bien que les nationaux peuvent toujours prétendre ne pas être remboursés, puisqu'on ne peut faire la preuve qu'ils l'ont bien été. Il ne reste donc plus pour la réimportation que la contrebande à la fron-

tière, l'envoi de paquets et de lettres à des nationaux dont on soit sûr.

Autrement dit, l'importation comme l'exportation ne peut se faire qu'en fraude, ce qui diminue de beaucoup la marge possible de bénéfice, donc l'intérêt que l'on peut trouver à faire ces opérations.

Une exportation très analogue à celle des billets de banque, c'est celle des chèques, mais ici, si on se heurte aux mêmes difficultés que pour les billets à en surveiller l'exportation, qui peut même jouer sur des sommes considérables représentées par un très petit papier, on a, par contre, le contrôle beaucoup plus facile au moment de la réimportation, c'est-à-dire du paiement du chèque. Il suffit d'interdire tout paiement de chèque envoyé de l'étranger pour compte d'un national ou d'un étranger.

La réglementation des chèques se complète par l'interdiction pour les étrangers de tirer sur leur compte bloqué, ce qui se comprend sans peine. Et enfin les chèques libellés en monnaie étrangère ne sont payables qu'en monnaie nationale au cours du jour, ceci pour éviter une perte de devises ou ce qui se produit dans certains pays après la guerre, pays dans lesquels la circulation de la monnaie nationale avait tendance à être remplacée par une monnaie étrangère dans laquelle on avait plus de confiance. On trouve en U. R. S. S. à ce sujet, un décret du 21 mars 1928 interdisant l'emploi des monnaies étrangères à l'intérieur du pays, aussi bien comme moyen de règlement que comme stipulation mise dans les contrats. Il est inutile de dire que toute émission de mandat pour l'étranger est interdite.

Une autre forme d'exportation de capitaux peut se faire par l'octroi de crédits à des étrangers. On verra comment les pays l'ont tous, en général, interdit, certains ont même stipulé des restrictions, pour le paiement des exportations dont le délai ne peut dépasser les usages normaux du commerce. Il semble que ce soit là une sortie de capitaux trop visible pour être dangereuse.

Une autre porte de sortie des capitaux nationaux pourrait être trouvée dans l'arbitrage, mais là aussi, c'était trop voyant. La plupart des pays l'ont interdit à leurs ressortissants et ceux qui l'ont toléré ne le font qu'après une autorisation et en spécifiant qu'aucune sortie de devises n'en résultera.

En parlant de l'exportation et de l'importation des billets de banque, nous avons dit un mot des voyageurs. Le tourisme a toujours été une source de transfert de capitaux et dans certains pays, la balance des comptes était soldée en grande partie par les dépenses des étrangers dans le pays, ce qui faisait une sorte d'exportation invisible de marchandises mais dont le solde ne réagissait pas moins sur la balance des comptes. Ainsi la Suisse avant la guerre, équilibrait le sien grâce au tourisme dont elle faisait une industrie nationale. Du point de vue qui nous occupe, le tourisme présente deux faces :

1^o) Les nationaux vont dans un pays étranger. Ici on voit très nettement une tendance de tous les pays à empêcher, d'une façon plus ou moins ouverte, ces voyages. D'abord, ils font une propagande pour les endroits de villégiature de leur propre pays. Ensuite, ils augmentent les formalités administratives nécessaires à l'obtention d'un passeport et en élèvent le coût le plus possible. Enfin, ils limitent le montant des sommes en monnaie étrangère accordé aux voyageurs. Il semble, à première vue, que le plus simple serait de ne permettre aux touristes se rendant à l'étranger de n'emporter avec eux que de la monnaie nationale. Ces derniers subiraient la perte du change, mais si on permet cette exportation, il faut admettre que le voyageur pourra vendre les sommes qu'il a ainsi emportées, donc qu'il y aura des étrangers susceptibles d'utiliser ces billets. Or, nous avons vu que, si on n'interdisait pas la réimportation des billets de banque, une fraude s'établissait immédiatement à leur endroit et pouvait prendre une amplitude considérable. Il semble donc que la méthode la plus pratique soit de permettre aux nationaux d'acheter, avant leur départ et

sur présentation de leur passeport, les sommes en devises qu'on limitera dans les proportions désirables.

Des règlements décident généralement du cas des étudiants poursuivant leurs études à l'étranger. Ici on ne peut juger dans l'abstrait, car cela dépend essentiellement de chaque pays et des ressources qu'il peut offrir aux étudiants, ou du bénéfice qu'il peut trouver à les laisser s'instruire des méthodes des autres pays.

Dans le cas de résidents à l'étranger sans nécessité, il semble normal que les pays les aient rationnés pour les envois de fonds. Ainsi, en 1932, on a vu en France des Américains du Sud être obligés de regagner leur pays par suite de la limitation des sommes qu'il leur était permis de recevoir et des surtaxes d'impôts qui leur étaient appliquées.

2°) Les étrangers viennent dans les pays qui ont interdit toute réimportation de billets. Dans ce cas, les voyageurs entrent avec leur propre monnaie qu'ils changent à leur arrivée, ou se font préalablement ouvrir des crédits dans des banques en envoyant à l'avance les devises nécessaires. Dans ce cas, ils peuvent en importer autant qu'ils veulent. Mais certains pays ont voulu favoriser le tourisme et ils ont parfois autorisé la libération d'avoirs en comptes bloqués pour des fins de voyage, et, suivant leur tendance à rechercher l'octroi de facilités, ils ont permis de libérer ainsi une somme limitée, même sur les avoirs d'un autre titulaire que le voyageur, qui pouvait ainsi racheter, évidemment au-dessous du cours légal, une somme en monnaie bloquée. Les possesseurs des avoirs bloqués sont, en général, ravis d'avoir ce moyen d'en libérer une partie et consentent assez facilement à subir la perte. Quant aux touristes, ils profitent évidemment de la différence, mais pour éviter qu'ils ne se livrent à des achats massifs, qu'ils paieraient en monnaie dépréciée, ils sont limités très strictement, chaque versement qu'on leur fait étant inscrit sur leur passeport.

C'est aussi en vue de favoriser le tourisme que les gouvernements acceptent la réimportation des billets de banque nationaux.

Ils savent bien, en effet, que les touristes se procureront sur les places étrangères des billets à un cours moindre que le cours officiel, et ils comptent que cette prime de change provoquera une recrudescence de tourisme. Nous croyons que c'est là une mauvaise politique. Nous avons vu, d'une part, que cela encourageait la fraude ; d'autre part, les touristes achètent avec une monnaie dépréciée, c'est-à-dire, pratiquement au-dessous du prix coûtant. Cela revient donc, non à une entrée de capitaux, mais à une sortie invisible, et à une perte de richesses. Plus la monnaie est dépréciée à l'extérieur, plus cela amènera des touristes ou des consommateurs réglant leurs achats au-dessous des cours.

Nous verrons plus loin que les pays ont adopté des réglementations très différentes du tourisme, car ils ont tenu compte de l'attrait qu'exerçait le pays, de ses richesses pittoresques et artistiques et du développement de son industrie hôtelière et de ses dépendances (aménagement des routes, circuits, transports, ressources pour les malades et les sportifs, etc...). Nous croyons que, d'une manière générale, les transferts du tourisme doivent se faire uniquement en devises, et que c'est la manière la plus efficace de les surveiller et de limiter les fraudes, particulièrement sur les billets de banque.

Jusqu'ici, nous n'avons parlé des exportations de capitaux que sous leur forme monétaire. Nous allons maintenant examiner le transfert des capitaux sous forme de marchandises ; celles-ci pouvant être exportées ou importées, nous allons étudier les deux côtés de la question : les exportations et les importations.

I. — Les exportations de marchandises

C'est un truisme que d'affirmer qu'exporter des marchandises, c'est exporter un capital. Aussi, les états ont-ils immédiatement réglementé les exportations. Le but est de s'assurer que les exportateurs font bien rentrer dans le pays la contrevaletur des marchandises qu'ils ont fait sortir. C'est, en effet, une grosse ten-

tation pour ceux qui n'ont pas confiance en leur monnaie que de se faire payer à l'étranger en monnaie étrangère qu'ils laisseront dans une banque à l'extérieur de leur pays. Ils peuvent attendre ainsi le moment de la dévaluation, et après la stabilisation de leur monnaie à un cours plus bas, faire rentrer leurs avoirs étrangers et bénéficier ainsi de la hausse du change.

Les pays sont donc obligés de s'assurer de la rentrée de la contrevaletur. Les usages commerciaux ne facilitent pas leur contrôle, car le paiement comptant n'est pas habituel. En général, le paiement des marchandises se fait dans un délai plus ou moins long, souvent 90 jours. Donc, il peut se passer trois mois entre l'exportation des marchandises et la rentrée de la contrevaletur, ce qui rend la fraude plus facile. Aussi, d'une manière générale, on peut noter que l'obligation de livrer les devises correspondantes à un organisme centralisateur n'est pas suffisante. Pendant la guerre, les pays belligérants purent obtenir une rentrée à peu près normale, car le patriotisme qu'ils faisaient jouer, vibrait plus facilement. Mais après la guerre, il n'en fut plus de même, et cela fut spécialement visible au moment où les pays cherchaient à stabiliser leur monnaie. « Tant que les exportateurs crurent à la baisse, ils s'efforcèrent d'échapper au contrôle des devises », dit M. Nogaro, en parlant plus spécialement de la Tchécoslovaquie, mais cela peut être généralisé, « et le contrôle n'a acquis son efficacité que le jour où, après avoir été surpris par de brusques relèvements de la monnaie, et désormais confiants dans sa stabilité, ils sont venus lui remettre spontanément leurs traites sur l'étranger » (1921). La Centrale des devises apparaît comme un adjuvant insuffisamment efficace quand elle repose sur la contrainte, « mais précieuse quand elle repose sur la confiance. »

Donc, pour que cette mesure soit efficace, il faut assurer un contrôle. Il semble qu'au fond, cela ne soit pas très difficile, puisque ces marchandises, d'après leur destination même, doivent passer la douane. Il suffit donc de décider que pourront sortir,

seulement les marchandises dont la contrevaletur aura été, d'avance, remise à une banque autorisée ou à l'organisme de Contrôle des changes lui-même, par le moyen d'une traite à échoir dans le temps normal, ou bien les exportateurs devront verser une garantie qui leur sera remboursée au moment où ils apporteront des devises, garantie qui donnera lieu à un reçu qu'ils devront présenter à la douane pour faire sortir les marchandises. Bref, les exportateurs devront montrer à la douane une pièce justifiant du change versé.

Nous avons pris le premier cas, c'est-à-dire celui d'exportateurs payés en devises. Les gouvernements ont presque tous édicté l'obligation pour les exportateurs de se faire payer en devises, car c'est le moyen le plus sûr et le plus facile de faire rentrer ces devises qui leur sont si nécessaires.

Mais les exportateurs ont une grande tentation de se faire payer en monnaie nationale quand leurs devises sont réquisitionnées. En effet, leur client étranger peut presque toujours se procurer de leur monnaie à un taux déprécié sur des marchés étrangers plus ou moins clandestins, et payant avec une monnaie dépréciée, ils peuvent consentir des prix plus avantageux et augmenter leurs commandes, ce qui est tout avantage pour l'exportateur. C'est une des raisons pour lesquelles tout ce qui est avoir étranger est bloqué dans les banques et que l'utilisation de ces avoirs ne peut avoir lieu que dans des conditions toujours très réglementées, et après une autorisation du Contrôle des changes, sur le vu des justifications du but cherché, autorisation refusée en général pour toutes les exportations.

Mais le paiement s'est effectué, beaucoup plus souvent, par des remises de billets de banque nationaux envoyés directement à l'exportateur. Ainsi en Tchécoslovaquie, malgré une balance commerciale active, on manquait toujours de devises pour régler les importations. Après des recherches, le Contrôle des changes s'aperçut que cela tenait, en grande partie, à ce que les exporta-

teurs se faisaient payer par des remises de billets de banque nationaux envoyés de l'étranger, ce qui fut immédiatement interdit.

Donc, pour arriver à un résultat, il faut prendre la série des mesures suivantes :

1) Obligation pour les exportateurs de se faire payer en devises.

2) Obligation pour les exportateurs de livrer les devises correspondantes à leurs exportations.

3) Contrôle, au moment de la sortie des marchandises (garantie de change, certificat du change remis, etc...).

Certains pays ont, au contraire, voulu laisser à leurs exportateurs, pour une plus ou moins grande part, les bénéfices qu'ils auraient eu si la monnaie avait été dévaluée. On sait, en effet, que la dévaluation d'une monnaie donne immédiatement un coup de fouet aux exportations qui se trouvent être, pendant un temps plus ou moins long, d'un prix au-dessous du niveau mondial. Nous verrons, au moment où nous étudierons les mesures prises par les divers pays, toutes les règles curieuses auxquelles ce principe a donné lieu, spécialement en Allemagne, mais pour nous, nous ne croyons pas que ce soit un exemple à suivre. Tout d'abord, c'est se priver du moyen le plus simple de se procurer des devises. Celles-ci sont, en général, nécessaires pour payer les importations et, s'il y a un excédent, il peut servir à reconstituer la couverture des billets et permettre, petit à petit, le déblocage des différents avoirs étrangers. En outre, cela est assez mal vu de l'étranger ; on en peut juger par les plaintes des Anglo-Saxons envers les Allemands. En effet, disent-ils, cela avantage les exportateurs allemands qui pratiquent ainsi une sorte de dumping dont leurs concurrents font les frais. De plus, ils considèrent que les importateurs nationaux qui bénéficient, eux aussi, pour une part, de ces avantages, ne se conforment pas au « fair play » des affaires. (Les Allemands les font bénéficier, en effet, des prix bas, pour obtenir des

commandes plus importantes). Les Anglais considèrent qu'ils ne doivent pas accepter ces avantages dont leurs compatriotes exportateurs font les frais : les devises rentrant moins en Allemagne, ceux-ci devront attendre plus longtemps leur dû. Ce sentiment joue très fortement en Angleterre, et si on étudie la nationalité des importateurs ayant bénéficié de l'avantage de ce paiement, on voit qu'il n'y eut pas plus de 2 % d'Anglais.

Enfin, notre troisième argument est le même que celui que nous avons montré à propos des exportations invisibles dues au tourisme, les exportations payées à l'aide d'une monnaie dépréciée, reviennent, au bout d'un temps plus ou moins long, à être réglées au-dessous du prix de revient, et dans ce cas, c'est une perte de richesses pour le pays exportateur. Ce n'est pas parce que cette fuite est cachée qu'il faut la croire négligeable, ou plus encore, la prôner et l'ériger en système. Il nous semble donc que le seul système efficace soit le règlement en devises avec le contrôle de leur remise.

Dans ce qui précède, nous avons beaucoup insisté sur ce que les devises provenant des exportations serviraient à payer les importations. Nous allons donc maintenant étudier la deuxième partie de ce problème et voir ce qui concerne les importations de marchandises.

II. — Importations de marchandises

Ici, nous devons nous en tenir à des mesures très générales, car les règles diffèrent fatalement beaucoup suivant les pays ; selon que ceux-ci peuvent vivre plus ou moins par eux-mêmes, selon qu'ils sont obligés d'importer des produits alimentaires de première nécessité, des matières premières, des objets fabriqués, on voit qu'ils édictent des restrictions plus ou moins sévères.

Dès le début, ils sont obligés d'instituer un contrôle des importations puisqu'il n'est délivré de devises aux nationaux que dans le cas de paiements commerciaux, et sur justifications. Mais

ici, nous trouverons aussi deux tendances que nous allons analyser.

1) Les pays édictent que les nationaux seront valablement libérés de leur dette en la payant en monnaie nationale, au jour de son échéance et au change du jour, même si celle-ci est libellée en monnaie étrangère. A ce moment, les sommes étant versées au compte de l'étranger, l'importateur n'est plus responsable et n'a plus à s'occuper de rien. Pour l'étranger, que faire de ce montant qu'en général, il désire rapatrier le plus vite possible ? Ici encore les modalités varient suivant les pays. Dans certains, ces sommes sont bloquées, sans intérêts, en attendant la disponibilité des devises, par l'office central du change qui règle de deux manières : soit en remettant, chaque mois, un certain pourcentage de devises, soit en donnant un numéro, et en payant le tout au moment où le tour arrive. Dans d'autres pays (en général ceux qui ont le moins de disponibilités), sachant que le tour serait très long à attendre, ils ont proposé aux créanciers la libération d'une partie de leur créance en vue de tourisme, ou d'un certain nombre de paiements dans le pays, même pour des exportations, s'ils consentent à perdre une partie de leurs avoirs, cette perte constituant la prime à l'exportation dont nous avons parlé plus haut, ou bien ils proposent des investissements à long terme dans le pays : achats d'immeubles, de prêts hypothécaires ou autres à long terme, achat de titres en monnaie nationale et déposés dans le pays. Bref, nous trouverons, au moment où nous étudierons ce qui a été fait dans les divers pays, toute une série de mesures.

2) L'importateur national paie en devises. Dans ce cas, l'importateur se munit de tous les documents justificatifs (variant suivant les pays) et demande les devises nécessaires à la couverture de ses effets. Ici encore, nous trouvons plusieurs modalités possibles.

a) L'importateur national, avant la conclusion de son achat, demande à la Commission de contrôle le permis d'importer et

présente le projet de contrat. Celle-ci autorise ou non l'importation. Dans l'affirmative, elle délivre automatiquement les devises nécessaires le jour de l'échéance du paiement, qui, dans ce cas, se fait normalement.

Dans le cas de non autorisation, l'importation ne peut avoir lieu qu'en fraude et, si le vendeur étranger s'est enquis de la question du permis préalable, il sait ce qui en est et juge lui-même s'il veut ou non importer et encourir les risques afférents.

b) Ce n'est qu'au moment de l'échéance que l'importateur doit demander les devises. Ceci présente un gros inconvénient, car à ce moment-là, les marchandises sont arrivées, en général depuis longtemps, et parfois même en partie revendues. Si à ce moment la Commission de contrôle refuse les devises, le vendeur étranger se trouve lésé, qu'il y ait refus définitif ou paiement différé.

D'ailleurs, les Commissions de contrôle édictent souvent des mesures générales à l'avance. Elles font plusieurs catégories de marchandises :

1) Celles qu'elles jugent de première nécessité et pour lesquelles le paiement en devises est toujours accordé, souvent même avec un tour préférentiel.

2) Celles qu'elles jugent utiles et pour lesquelles elles établissent un contingentement dans les limites duquel elles accordent toujours des devises.

3) Celles qu'elles jugent somptuaires et inutiles et pour lesquelles elles refusent toujours les devises nécessaires. Dans ce cas, l'importateur doit s'entendre avec son créancier, soit pour le payer en monnaie nationale dont l'utilisation est plus ou moins limitée, soit pour le payer en devises au cours d'un marché plus ou moins clandestin, mais dans ce cas le change s'effectue toujours avec une perte qui peut être parfois considérable. L'importateur n'y recourt que s'il ne peut faire autrement.

Il nous semble que la méthode la plus rationnelle est celle du paragraphe « a) », et que l'octroi du permis préalable est la mesure la plus juste pour les étrangers. Elle permet, de plus, un contrôle des importations que l'on peut faire varier suivant les disponibilités et elle supprime toute discussion entre créanciers étrangers et débiteurs nationaux.

Il semblerait d'ailleurs, à première vue, que la fraude ne peut atteindre, par ce moyen, de grandes proportions, puisque c'est une richesse qui entre et, dans le cas où le paiement en devises n'est pas effectué, l'importation n'enlève aucune richesse. En Grèce, au début du contrôle des importations, une fraude assez curieuse s'est produite du côté des importateurs nationaux. Ceux-ci ont acheté des quantités considérables de marchandises de première nécessité pour lesquelles ils savaient que l'obtention de devises serait facile, afin de se procurer des stocks importants qui, en cas de dévaluation — jugée inévitable — profiteraient de la plus-value du change. Pour éviter ces abus, la Commission, qui ne s'en est aperçue qu'au bout de quelques mois, a dû établir des statistiques de toutes les importations des années précédentes et les continger. Cet afflux de demandes de devises subites a désorganisé, pendant longtemps, son organisme de contrôle, en rendant sa Commission toujours déficitaire et cela d'autant plus que les exportateurs, pendant longtemps, ne lui livrèrent pas les devises.

Une autre fraude pourrait résider dans la falsification des factures, qui seraient plus élevées que la réalité. Mais, pour y remédier, les pays ont souvent exigé un visa consulaire. Pour le cas d'envoi de caisses vides, qui auraient dû contenir des marchandises, il y a le contrôle de la douane.

Si l'on juge maintenant de ce qui a été fait pour les transactions commerciales, on verra que les pays ont cherché, en général, à développer leurs exportations et restreindre leurs importations, de façon à rendre leur balance commerciale, si ce n'est active, tout au moins équilibrée. Mais comme la grande masse des

pays poursuivait ce but, on conçoit que cela n'a guère pu être réalisé. De plus, les pays qui n'ont pas institué de contrôle des changes se sont trouvé désavantagés, car leurs exportateurs n'arrivaient pas à se faire payer et réclamaient, tandis que leurs importateurs payaient normalement leurs achats. Les récriminations des exportateurs ont obligé leur gouvernement à agir auprès des autres pays. Il en est résulté des accords de clearing ou de compensation que nous étudierons dans la dernière partie de cet ouvrage.

De même, entre deux pays à monnaie bloquée, il est intervenu des accords car, dans ce cas, tout le monde se trouvait lésé et les exportateurs des deux pays se trouvaient dans la même situation et ne parvenaient pas à récupérer le prix de leurs marchandises. Des accords changèrent les conditions des exportateurs et importateurs.

En possession de tous les éléments, nous pourrions juger alors du système complet de contrôle des changes et de blocage des monnaies, mais dès maintenant, on peut affirmer qu'une mesure n'est judicieuse qu'autant qu'on peut en contrôler les effets et en empêcher la transgression. Dans le chapitre suivant, nous allons donc étudier ce qui a été fait pratiquement, dans chaque pays, pour éviter l'exportation des capitaux sous ses différentes formes et nous étudierons :

- 1°) Les mesures de contrôle des opérations de change ;
- 2°) Les mesures de blocage des avoirs en compte des étrangers ;
- 3°) Les mesures concernant les titres appartenant aux étrangers et le produit de leur vente ;
- 4°) Les mesures concernant les coupons, créances et revenus de toutes sortes appartenant aux étrangers ;
- 5°) Les mesures concernant les billets de banque ;
- 6°) Les mesures concernant les chèques ;

7°) Les mesures concernant l'octroi de crédit aux étrangers ;

8°) Les mesures concernant les arbitrages ;

9°) La réglementation du tourisme :

a) du point de vue des nationaux ;

b) du point de vue des étrangers ;

10°) La réglementation des transactions commerciales, se subdivisant en :

a) Exportations,

b) Importations.

Nous verrons, de plus, pour chacune de ces mesures, si elle remplit bien le but que l'on s'était proposé et ne laisse que peu ou prou place à la fraude.

Une constatation assez curieuse, à laquelle nous arriverons, sera aussi que le but poursuivi par tous les pays étant le même, les fraudes se sont aussi révélées les mêmes ; si bien que tous les pays sont amenés, petit à petit, par suite d'expériences analogues, à prendre les mêmes mesures, et nous verrons ainsi se former, dans chaque catégorie, un ou plusieurs groupes de pays ayant les mêmes restrictions avec quelques modifications dues à la diversité des ressources et aussi aux habitudes de discipline ou aux tentatives à la fraude particulières aux habitants, les mesures de contrôle devant être plus sévères dans ce cas.

Notons enfin que les pays qui se sont bloqués les premiers ont procédé plus par tâtonnements, et ont dû juger de l'efficacité par l'expérience, tandis que les pays qui ne se sont bloqués que plus tardivement, ont pu profiter de l'expérience des autres et procéder à un blocage plus complet et plus efficace dès le début.

CHAPITRE III

ÉTUDE COMPARÉE DES MESURES PRISES PAR LES DIVERS PAYS

Leur but — Leur efficacité

I. MESURES DE CONTRÔLE DES OPÉRATIONS DE CHANGE.

Nous avons vu que le premier acte d'un pays voulant empêcher les sorties de capitaux est d'instituer une Commission de contrôle des changes, qui détient le monopole du commerce des devises. Elle peut autoriser une ou plusieurs banques du pays à faire des opérations de change, mais elle en garde le contrôle en se faisant remettre par ces banques des états très détaillés sur toutes les opérations qu'elles effectuent. De plus, la Commission de contrôle fixe journellement les cours des devises (achat et vente) et les banques doivent effectuer toutes leurs opérations à ces taux officiels.

L'institution de ce monopole n'est pas une chose si aisée qu'elle peut en avoir l'air. Dans des pays fortement développés et centralisés au point de vue administratif, et où les nationaux ont des habitudes de discipline, comme l'Allemagne, le monopole s'est établi assez facilement et on peut dire que des marchés de devises clandestins n'ont eu que très peu d'importance. Par contre, en certains pays, ces marchés libres ont pris une grande extension et les écarts des taux pratiqués sur ces marchés avec les taux officiellement cotés ont été considérables.

On peut citer comme exemple la GRÈCE où, en avril 1932, alors que le cours officiel était de 375 drachmes pour une livre, celle-ci se négociait couramment à 600 drachmes clandestinement. Et on calculé que, sur ces marchés clandestins, 60 % des devises achetées servaient à l'exportation de capitaux des nationaux, ceux-ci ayant plus de facilités à s'approvisionner en devises clandestinement, que les étrangers résidant hors du pays (ce qui est le cas général), qui doivent passer par des banques et qui ignorent, de plus, l'existence de ces marchés, ou ne peuvent s'aboucher directement avec des contre-parties. Il est inutile de dire que, dans le cas où ces marchés libres sont nombreux et pratiquent des taux très différents des cours officiels, toutes les mesures de contrôle doivent être renforcées, la tentation de ne pas remettre les devises aux organismes officiels étant plus forte. La Grèce n'a pu enrayer ce développement qu'en forçant les exportateurs, qui sont les gros vendeurs de devises, à les lui apporter, par suite du versement d'une garantie bancaire, et encore a-t-elle dû admettre de payer 50 % au taux officiel et 50 % au taux des marchés libres.

Les Grecs ne peuvent acquérir de devises qu'avec autorisation de la banque de Grèce, et pour des besoins commerciaux, touristiques, et dans une certaine mesure, pour payer les revenus d'emprunts, d'obligations ou de crédits payables en devises étrangères à l'étranger, dans le cas de sociétés anonymes.

Pour les étrangers, seules les drachmes provenant d'une vente de devises étrangères, peuvent servir pour faire des opérations de change.

On voit donc que la réglementation était très stricte, malheureusement l'application en fut faussée dès le début, par l'existence des marchés clandestins qui acquirent une influence considérable et pesèrent lourdement sur les cours de la drachme.

Dans d'autres pays, on a aussi reconnu l'existence de ces marchés clandestins et il est intéressant de voir que l'effort a consisté alors, non à les supprimer, mais à réglementer leurs opéra-

tions en les autorisant dans un nombre restreint d'hypothèses, et il semble que le résultat ainsi obtenu ait été satisfaisant. C'est le cas des pays de l'Amérique du Sud et nous allons étudier ce que deux de ces pays ont fait : le Brésil et l'Argentine.

AU BRÉSIL, depuis le 18 mai 1931, il faut, pour effectuer des opérations de change, l'autorisation de la Fiscalisation bancaire. C'est le Banco do Brasil qui a le monopole du change et fixe les cours quotidiennement.

C'est un décret du 21 mai 1934 qui a reconnu officiellement l'existence des marchés clandestins. Voici les stipulations principales de ce décret :

1) Pour le change officiel : maintien du monopole du Banco do Brasil. Celui-ci achètera les traites d'exportation, le change servira à payer les importations approuvées par la Fiscalisation bancaire. En somme, son rôle est uniquement de régler les opérations commerciales.

2) Changes gris. — Les Banques ont la possibilité d'acheter avec l'autorisation de la Fiscalisation bancaire, les traites provenant de l'exportation de marchandises autres que le café, au cours officiel d'achat et sous obligation de rétrocéder au Banco do Brasil les 30 ou 50 % de ce change au même cours.

3) Changes libres. — On institue officiellement la liberté d'achat et de vente du change provenant d'autres sources que des traites d'exportations, telles que remises de bénéfices, coupons, intérêts, dividendes, etc... L'autorisation de la Fiscalisation bancaire doit être demandée pour les remises que les entreprises étrangères opérant au Brésil désirent faire à leur siège social à l'étranger, à titre de bénéfices, intérêts ou dividendes résultant de leur exploitation au Brésil.

Un décret du 10 septembre 1934 supprima le change gris et stipula que, sauf celles provenant de l'exportation du café, toutes les devises peuvent être négociées librement. Les exportateurs de

café doivent remettre au Banco do Brasil, une somme de 155 francs français par sac (ou l'équivalent en d'autres monnaies). Enfin, depuis le 11 février 1935, toutes les ventes et achats de devises peuvent se faire librement, mais il doit être remis au Banco do Brasil, 35 % du montant des traites d'exportation, au cours officiel.

Naturellement, ces dispositions n'ont pu fonctionner que parce que les marchandises ne pouvaient sortir qu'avec un certificat de vente du change délivré par le Banco do Brasil ou par une banque autorisée.

EN ARGENTINE, la création d'un office de contrôle des changes remonte au 10 octobre 1931. Les banques voulant faire le commerce des devises doivent lui demander une autorisation et lui remettre journellement le relevé de leurs opérations de change. L'office fixe quotidiennement les cours d'achat et de vente des devises.

Les étrangers peuvent faire toutes opérations de change avec le solde créditeur de leur compte au 10 octobre 1931 ou avec les remises expédiées de l'étranger avant le 13 octobre 1931.

De plus, pour tous les crédits, traites, etc... antérieurs au 10 octobre 1931, les banques peuvent appliquer des devises sans limite de montants.

De même, pour la liquidation des contrats de change conclus à la date du 10 octobre 1931, leur renouvellement ne pouvant se faire qu'avec l'autorisation de la commission.

Bref, pour toutes les opérations conclues avant le blocage de la monnaie, la commission de contrôle accepta de donner les devises nécessaires. Pour toutes les opérations effectuées après le 10 octobre 1931, la commission prit la série de mesures suivantes :

1) Toute vente de change supérieure à 5.000 pesos est soumise à une autorisation.

2) Les comptes libres des étrangers, pouvaient servir à faire des paiements dans le pays, ou étaient transférables en devises jusqu'à 5.000 pesos par jour.

(Nous verrons à propos des avoirs en compte, l'origine de ces comptes libres).

Toutes les restrictions concernant les comptes appartenant à des étrangers furent annulées en décembre 1933, et les opérations de change permises, mais les banques perçoivent à leurs acheteurs de devises, une taxe spéciale de 10 % sur l'équivalent en monnaie légale.

La Commission de contrôle fixa aussi les conditions des deux marchés des changes de Buenos-Aires, par un arrêté du 2 décembre 1933 :

1) Le marché officiel. — La Commission fixe deux cours, l'un pour l'achat, l'autre pour la vente. La différence, environ 13 %, est un bénéfice pour le gouvernement et sert à compenser la perte sur la vente des produits argentins à l'étranger.

Les particuliers peuvent profiter des taux officiels à raison de 200 pesos par mois, et par bénéficiaire, au maximum (ceci fut aboli le 1^{er} juillet 1935).

Pour obtenir des devises, au marché officiel, il est indispensable d'avoir un permis de l'office de contrôle des changes. Pour les permis supérieurs à 1.000 pesos, les bénéficiaires doivent présenter une offre d'achat et le change est attribué au plus offrant (au-dessus d'un cours minimum fixé d'avance journellement par l'office).

2) Le marché libre. — Le change ne provenant pas d'exportations peut être librement acquis et revendu sans limitation de prix ou de quantité et peut servir pour les coupons, revenus, etc... et tout ce qui ne bénéficie pas du change officiel. Les cours étaient, au début, de 20 à 25 % au-dessus du taux du marché officiel.

L'écart a diminué progressivement pour n'être plus que de 4 % en septembre 1935.

Depuis le décret du 25 mars 1935, l'Office de Contrôle des changes et le Fonds des devises sont supprimés, leurs fonctions sont reprises par la Banque centrale. Le fonds des devises joue sur les changes un rôle stabilisateur et on peut considérer, à l'heure actuelle, qu'il n'y a plus de contrôle que sur les transactions commerciales.

Le contrôle du change étant une mesure de détresse prise par les pays pour éviter une dévaluation brutale, la cotation de leurs monnaies sur les banques étrangères aurait risqué de les gêner, car elles auraient accusé une perte. Mais comme ces pays commencèrent à bloquer tous les avoirs des étrangers, et à empêcher leur virement et à toutes les opérations de change, les places étrangères cessèrent momentanément de coter leurs monnaies. C'est ce qui se produisit pour la plupart des pays de l'Amérique du Sud ou de l'Europe centrale, en automne 1931. Mais les nécessités des transactions internationales de tout ordre les obligèrent à rouvrir des comptes libres qui proviennent, en général, d'une vente de devises ou de remises autorisées sur lesquelles toutes les opérations peuvent se faire librement, paiement, virement, etc... et peuvent donc donner lieu à des opérations à l'étranger qui prennent les taux légaux.

Les pays qui ont pris des mesures de contrôle des changes peuvent se répartir en plusieurs catégories :

1) Ceux qui n'ont pris des mesures de restriction que dans l'octroi des devises à leurs nationaux qui ne sont accordées que contre des justifications commerciales. Telle est la Hollande (depuis le 27 mars 1935 et seulement pour des florins à terme). Telle fut l'Angleterre (du 22 septembre 1931 au 3 mars 1932).

2) Ceux qui n'ont pris des mesures de contrôle que pour des montants dépassant une certaine somme. Tels sont l'Espagne, pour les opérations dépassant 500 pesetas, le Portugal, au-delà de 100

livres sterling, le Honduras, au-delà de 15 dollars, l'Angola, au-delà de 5.000 Escudos. A partir d'octobre 1931, on établit, dans ce pays, une taxe de 10 % sur toutes les opérations, puis en 1932, les devises furent réservées au paiement des importations.

3) Ceux qui ont décidé que toutes les opérations de change seraient soumises à l'autorisation d'une Commission des changes. Tel fut le cas de la Belgique (du 18 mars 1935 au 1^{er} mai 1935) ; et tel est le régime de Dantzig (depuis le 18 juillet 1935), de la Lettonie.

4) Ceux qui ont divisé les comptes des étrangers en plusieurs catégories. Nous allons voir un peu plus longuement le mécanisme adopté par les pays rentrant dans cette catégorie. Pour l'origine des avoirs en comptes libres, on se reportera au chapitre réservé aux comptes-courants étrangers.

EN ROUMANIE, les comptes des étrangers sont divisés en comptes libres, externes, internes. Les virements de compte à compte sont libres, mais les lei gardent leur caractère. Depuis juin 1933, les virements, exceptés ceux des comptes libres, sont soumis à l'autorisation de la Banque nationale de Roumanie (qui exerce le monopole de toutes les opérations de change avec l'étranger, depuis le 18 mai 1932), sauf s'il s'agit de titulaires domiciliés dans le même pays. Depuis octobre 1935, les opérations de change ont lieu avec une prime de 30 % en faveur de l'acheteur de lei.

EN ITALIE, depuis le 27 novembre 1935, institution de comptes libres pouvant servir à effectuer toutes les opérations de change.

Toutes opérations de change sont interdites aux personnes, ou sociétés établies en Italie et dans les colonies et possessions. Une autorisation du ministère des Finances est requise pour les opérations de change nécessitées par les transactions commerciales et les besoins de voyage.

En HONGRIE, en ALLEMAGNE, en YOUGOSLAVIE, au DANEMARK, en TURQUIE, en GRÈCE, les opérations de change sont possibles avec les comptes libres des étrangers, mais sont interdites aux nationaux.

En LITHUANIE, les comptes courants des étrangers sont bloqués depuis le 1^{er} octobre 1935, et il ne peut être fait de paiements par le débit de ces comptes pour des montants supérieurs à 50 litas par jour. Tous les virements sont soumis à l'autorisation de la Banque de Lithuanie, ce qui rend impossible toute opération de change.

EN BULGARIE, depuis 1931, on contrôle étroitement toute cession de devises qui ne sont accordées qu'en vue de l'utilité de la contrepartie. Ainsi on n'en octroie plus que pour des locations de films, honoraires d'artistes ou de troupes de passage, les dépenses somptuaires sont de même limitées.

Pour les étrangers, ils pouvaient disposer librement de leur compte en levas étrangers.

Un moyen, pour les Commissions, de se procurer des devises, consista aussi dans la réquisition des titres étrangers ou créances de toutes sortes possédés par les nationaux sur l'étranger. Cette mesure, qui avait déjà été prise en Angleterre (fin 1915), en France (1916), en Allemagne (1915), pendant la guerre, fut prise par la Lithuanie, l'Autriche, la Hongrie, l'Italie, la Tchécoslovaquie. Pour la Hongrie, les comptes des nationaux en monnaies étrangères, ne sont utilisables que pour leur contrevaletur en pengo, et toutes les créances en monnaies étrangères sont réquisitionnées.

Nous avons ainsi passé en revue, les différentes mesures prises par les Commissions de contrôle des changes dans les divers pays pour arriver à bien remplir la mission qui leur était confiée. Nous n'avons pas parlé des sanctions prévues par les gouvernements en ce qui concerne les contrevenants des arrêtés de ces organismes, car ç'eut été sortir du cadre de notre sujet, qui aurait dégénéré en étude de droit pénal comparé.

Nous avons cependant montré, au début, les fraudes pratiquées par l'institution de marchés clandestins qui existent de moins en moins maintenant. Evidemment, il reste toujours la possibilité de virements de la main à la main, dans le pays, mais c'est illicite et toujours sévèrement réprimé. En général, on peut dire que le contrôle a été vraiment efficace et a utilement arrêté les fuites de capitaux, tant étrangers que nationaux.

II. RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX AVOIRS EN COMPTES-COURANTS

Nous avons vu qu'un des premiers actes de restriction était le blocage des comptes des étrangers. Ceci a une grande importance dans les pays gros débiteurs des étrangers, car la sortie des sommes en compte-courant pourrait nécessiter des devises et de l'or en quantité considérable.

Un des pays qui a le plus poussé la réglementation est, sans contredit, l'Allemagne, qui a institué un grand nombre de comptes bloqués. Ceux-ci diffèrent les uns des autres par leurs origines et par leur utilisation possible. Nous allons en étudier les principaux.

1) Les comptes en Reichsmarks libres.

Origine : vente antérieure de devises.

Utilisation : aucune restriction quant à leur utilisation. Ils peuvent être transférés librement de compte à compte et sont convertissables en devises.

2) Les Altguthaben et Auswandererguthaben.

Origine : Ce sont les avoirs étrangers dans les banques allemandes, antérieurement au 16 juillet 1931, ou les avoirs de personnes ayant émigré d'Allemagne depuis le 3 août 1931.

Utilisation : ils peuvent être utilisés pour acquérir des immeubles situés en Allemagne, pour consentir des prêts hypothé-

caires sur immeubles situés en Allemagne, ou des crédits à des Allemands. La durée de ces prêts ne peut être inférieure à cinq ans. On peut résumer leur utilisation en disant que, par ces mesures, les Allemands ont essayé de transformer des avoirs étrangers, représentant des crédits à court terme, en investissement à long terme, c'est-à-dire de procéder à une sorte de consolidation forcée de la dette flottante.

Ces marks peuvent encore servir au paiement de primes d'assurances ou de frais de voyage contractés personnellement par le titulaire du compte, ainsi que pour le paiement de 25 % du prix de marchandises importées d'Allemagne par le titulaire en personne. On voit donc par là que les Allemands cherchent à développer le tourisme en Allemagne ou l'exportation. C'est une tentation offerte aux détenteurs des comptes, de profiter ainsi de leurs avoirs.

3) Les Effectenspermarks et les Notenspermarks.

Origine : ils proviennent respectivement du produit de ventes ou de remboursements de titres appartenant à des étrangers, ou du produit de billets de banque allemands envoyés en Allemagne après le 19 février 1932 (avant cette date, les remises de billets étaient créditées en reichsmarks libres).

Utilisation : ces sommes peuvent servir sous autorisation, à l'acquisition de valeurs libellées en reichsmarks ou en marks-or. Les titres achetés au moyen de ces marks peuvent être exportés d'Allemagne après autorisation de la Reichsbank, qui est accordée, en général, dans un délai d'un mois à six semaines. C'est aussi une recherche d'investissements à long terme que les Allemands veulent encourager de cette manière.

Le déblocage de ces avoirs est possible à raison de montants mensuels déterminés pour des titres ayant appartenu sans interruption au même propriétaire français depuis le 15 avril 1932, dans les conditions suivantes :

1) S'ils résultent du remboursement de titres échus ;

2) S'ils résultent de ventes, dans le cas où le propriétaire est indigent. Les autorisations à ce sujet doivent être demandées par l'intermédiaire de la S. I. C. A. P. (Société pour l'Importation du Charbon et Autres Produits).

4) Les Registermarks.

Origine : ils proviennent, eux aussi, des avoirs en compte au 16 juillet 1931, appartenant à des banques étrangères qui, par les accords de février 1933 prolongeant les crédits à court terme (ceux-ci prorogeant les accords de Bâle du mois d'août 1931, puis ceux de février 1932, accords Stillshate), ont obtenu le droit d'exiger le versement de leur crédit à un compte non productif d'intérêts à la Reichsbank. Ils peuvent être virés sur la demande du titulaire étranger à un compte spécial tourisme. Ils deviennent alors utilisables pour des buts de voyage à raison de 50 reichsmarks par personne et par jour, sous réserve de certaines restrictions dans les villes frontières. Toutefois, ils ne peuvent servir à l'acquisition de billets de retour en chemin de fer pour les parcours à effectuer hors d'Allemagne.

5) Les Konversionsperrmarks.

Origine : ils peuvent provenir de versements faits à la Caisse de Conversion de marks bloqués provenant de tous les comptes ci-dessus, depuis la création de la Caisse, qui date du 1^{er} juillet 1933. Ils peuvent aussi provenir d'intérêts, d'encaissements de coupons, etc... Depuis le 1^{er} juillet 1933, les débiteurs allemands doivent verser à la Caisse de conversion, tous les versements dont l'étranger est bénéficiaire. Ce versement libère le débiteur.

Utilisation : la Caisse de conversion bonifie aux titulaires de ces comptes 50 % en devises, le reste est payé en certificats de dépôts ou « scrips ». Ces « scrips » peuvent alors être vendus à la Goddiskontbank de Berlin. Celle-ci les achète à 50 % de leur

valeur et les revend à 55 % à des exportateurs allemands dûment autorisés, leur accordant ainsi une prime à l'exportation dont les détenteurs de marks bloqués font les frais par leur revente au nominal à la Caisse.

Depuis le moratoire des transferts du 14 juin 1934, prolongé d'un an, le 30 juin 1935, les débiteurs allemands se libèrent en marks à la Caisse de conversion. Les créanciers étrangers ont alors la faculté de demander des obligations émises par la Caisse de conversion (fundings), portant intérêt à 3 % l'an, à échéance du 1^{er} juillet 1945, et libellés dans la monnaie à laquelle la créance était stipulée et pour son montant total. Les fundings sont négociables, la Reichsbank s'est engagée à acheter ces titres au cours de 40 % de la valeur nominale, contre espèces en devises. Toutefois, cet achat ne peut être effectué que six mois après l'échéance des revenus et la Reichsbank se réserve le droit de révoquer cette offre après un préavis de 30 jours. Cette réglementation, qui a l'air très compliquée, est, au fond, très simple et peut se résumer en deux comptes, l'un étant libre et provenant de devises, l'autre provenant de tous les autres crédits et étant bloqué, utilisable seulement dans les buts suivants :

- 1) Investissements à long terme,
- 2) Voyage (encouragement au tourisme),
- 3) Exportations à condition de subir un fort disagio constituant une prime à l'exportation.

Nous allons maintenant voir ce que les autres pays ont fait, en rangeant l'utilisation des comptes bloqués d'après ces trois buts poursuivis.

Ainsi, en BULGARIE, les levas internes (provenant des comptes anciens ou effets en levas) peuvent servir à acquérir des titres de la Dette bulgare, libellés en levas, ou avec l'autorisation de la Banque Nationale de Bulgarie, à faire des paiements à des Bulgares, à condition qu'il s'agisse d'un engagement du titulaire du compte lui-même, vis-à-vis de Bulgares.

Les comptes en levass étrangers proviennent de négociations de devises et d'encaissements en monnaie étrangère. Ils peuvent être librement virés de compte à compte et convertis en devises. Donc, ici encore, nous retrouvons les deux comptes, l'un étant tout à fait libre, l'autre bloqué et utilisable pour des investissements à long terme.

C'est le même règlement pour le CHILI.

En AUTRICHE, en HONGRIE, à DANTZIG, en ESTHONIE, en FINLANDE (du 5 novembre 1931 au 1^{er} avril 1932), les comptes sont divisés aussi en comptes libres, provenant d'une vente de devises, et utilisables librement, et en comptes bloqués. Ceux-ci pouvant servir, avec l'autorisation de la Commission de contrôle, à effectuer des paiements dans le pays, sauf celui de marchandises destinées à l'exportation, ou pour des buts de voyage dans des conditions de montant déterminé dans chaque pays par l'office de contrôle.

En LETTONIE, GRÈCE, LITHUANIE, ROUMANIE, TURQUIE, URUGUAY, on trouve aussi le principe d'un compte libre, provenant d'une vente antérieure de devises, et d'un compte bloqué. Le compte bloqué peut servir à faire des paiements dans le pays, librement jusqu'à une certaine somme très peu élevée, par jour (Ex : 50 litas, 500 livres turques par mois, etc...), puis au-delà, avec une autorisation de la Commission de contrôle qui la donne toujours pour des frais de voyage, d'entretien, de maladie, des buts de bienfaisance, des achats d'immeubles ou de titres d'état, mais qui interdit, par ce moyen-là, le paiement des exportations.

Nous trouvons donc ci encore le même principe un peu élargi quant à l'utilisation, mais la tendance est toujours la même.

Nous allons maintenant étudier le cas de quelque pays dont la législation est trop différente pour rentrer dans les cadres ci-dessus, et nous tâcherons de voir à quelles idées elle répond.

En YUGOSLAVIE, nous avons, comme à peu près partout :

1) Le compte dinars libres, provenant d'une vente de devises ou d'un crédit autorisé par le Ministre des Finances.

2) Le compte en dinars provisoirement bloqués, provenant de règlements antérieurs au 11 avril 1935, de paiements justifiés, mais exclus de la compensation, de coupons, de titres amortis ou vendus. Ils sont utilisables pour des paiements intérieurs ou pour la constitution d'une garantie de change que les exportateurs doivent verser à la sortie de leurs marchandises, en attendant qu'ils ne vendent les devises reçues en couverture. Ces comptes sont destinés à disparaître par des accords de clearings ou sous certaines conditions pour des paiements d'exportations pour le pays du titulaire.

3) Les dinars internes crédités par des remises de billets de banque, le virement d'un autre compte interne, les coupons, titres, etc... après la disparition des comptes provisoires. Ils peuvent servir à faire des paiements intérieurs, sauf celui d'exportations.

4) Les dinars bloqués provenant d'opérations non autorisées, utilisables seulement avec l'autorisation de la Banque Nationale de Yougoslavie, pour des paiements à l'intérieur du pays.

On voit assez facilement que ce cas se ramène, au fond, malgré la complication apparente des quatre comptes différents, au type : compte libre et compte bloqué utilisable seulement pour des paiements dans le pays, à l'exclusion des exportations.

Au DANEMARK, on trouve trois comptes :

1) Le compte ordinaire, libre.

2) Le compte Remisse Konto, provenant de l'encaissement d'effets convertissables en devises, au fur et à mesure des disponibilités. Ce compte ne peut servir qu'à effectuer des paiements au Danemark.

3) Les comptes bloqués provenant de ventes de titres, et ne pouvant servir qu'à l'acquisition de titres avec autorisation de la Banque Nationale de Danemark. Ici encore, on peut ramener les règles à notre schéma habituel, avec la complication que les disponibilités en devises sont en général trop faibles et que les transferts sont susceptibles d'éprouver un retard assez considérable.

En ESPAGNE, nous trouvons depuis le 9 septembre 1935 :

1) Un compte libre qui peut être alimenté par des ventes de devises, des remises de billets de banque, le produit de la vente ou du remboursement de titres, les coupons, revenus, etc... Ces remises étant soumises à l'autorisation d'un office central qui l'accorde au vu d'un certificat de nationalité du propriétaire. Ce compte est transférable en devises.

2) Un compte bloqué ne produisant pas d'intérêts pour l'encaissement des effets en attendant les disponibilités.

Ici, nous trouvons un mélange assez curieux d'un compte libre crédité assez facilement et libéralement, et d'un compte très bloqué. Les Espagnols semblent vouloir encourager les capitalistes, mais par contre, dégoûter les importateurs, espérant ainsi diminuer les importations, ce qui leur permettrait d'avoir une balance commerciale active. Il semble cependant qu'il soit difficile à un pays comme celui-là de vivre en économie fermée, mais peut-être espère-t-il que l'abondance des capitaux qu'il désire provoquer, permettra à son industrie de se développer dans un milieu où la concurrence étrangère se trouvera forcément réduite. Le résultat nous paraît cependant douteux et difficile à atteindre.

En BELGIQUE, pendant la période de blocage, il y eut peu de restrictions, les comptes en devises furent laissés libres, les autres étaient utilisables librement dans le pays et convertis en devises avec l'autorisation de l'office central des changes.

De même, en UNION SUD AFRICAINE. La seule restriction est la limitation des transferts en faveur d'étrangers à 100 livres par semaine.

En TCHECOSLOVAQUIE, en principe, les comptes-courants appartenant à des étrangers sont libres. Cependant les remises de billets de banque ou de monnaie tchécoslovaque arrivant de l'étranger sont créditées en compte bloqué, de même le produit

de la vente des titres (cette vente étant elle-même soumise à autorisation), et de l'encaissement des coupons. Toute utilisation de ces sommes sera subordonnée à l'autorisation de la Banque Nationale de Tchécoslovaquie.

Nous trouvons au fond peu de différence entre ce régime et celui de notre type excepté un peu plus de libéralisme dans le crédit des comptes libres.

En ITALIE, un décret ministériel du 16 novembre 1935 ordonne que toutes les dispositions en faveur d'un compte étranger, soit qu'elles proviennent d'un étranger, soit qu'elles proviennent d'un Italien, soient soumises à l'autorisation préalable de l'office des changes. Le 27 novembre 1935, création de comptes nouveaux libres, alimentés par des ventes de devises, des remises de billets de banque italiens, accompagnés du certificat de la douane prouvant la régularité de leur sortie, le montant maximum de ces remises étant fixé à 2.000 liras, du produit de la vente de titres accompagné d'une déclaration certifiant que ces titres appartiennent bien à un étranger.

Ici aussi, nous trouvons un certain libéralisme pour le crédit des comptes libres, mais cela ne nous empêche pas de ranger l'Italie avec notre type.

Enfin, en dernier lieu, il nous a paru intéressant d'étudier les passations de crédits dans les divers comptes, dans un ordre chronologique, afin de mieux voir comment un pays a dû se bloquer de plus en plus, pour éviter des fraudes trop considérables. Pour cette étude, nous avons choisi l'ARGENTINE, car elle est partie de tendances assez libérales.

Les comptes des étrangers furent bloqués le 10 octobre 1931, mais le solde existant à cette date ou les remises expédiées à l'étranger avant le 13 octobre 1931 furent laissés libres, la commission des changes expliquant qu'elle ne voulait pas léser des étrangers avant qu'ils le sachent.

Les comptes libres purent être crédités :

1) Par une négociation de devises qui, à partir du 28 mars 1932 fut limitée à 100.000 pesos par jour et par personne.

2) Par les intérêts sur des titres déposés dans le pays, des loyers de propriétés, des pensions (soumis le 30 décembre 1932 à la nécessité d'une autorisation pour un montant supérieur à 5.000 pesos).

3) Par des coupons, titres sortis par tirage, dividendes de titres argentins expédiés de l'étranger. A partir du 4 juin 1932, il fut nécessaire d'avoir l'autorisation de la commission des changes qui la donnait au vu d'un certificat de l'expéditeur prouvant que les coupons étaient détachés de titres déposés à l'étranger avant le 10 octobre 1931 (de même pour les titres sortis "au tirage).

4) Par des remises de billets de banque argentins expédiés de l'étranger et n'excédant pas 5.000 pesos, par courrier (montant réduit à 1.000 le 28 mars 1932, puis, à partir du 4 juin 1932 ils ne furent plus crédités en comptes libres).

5) Par des traites simples en pesos reçues à l'encaissement de l'étranger et n'excédant pas 5.000 pesos par client et par courrier (montant réduit à 200 pesos, le 28 mars 1932, puis elles ne furent plus créditées en comptes libres à dater du 4 juin 1932).

6) Par des traites documentaires correspondantes à des importations, par des versements et transferts de fonds (Tout ceci ne fut plus crédité en compte libre à partir du 4 juin 1932).

7) Par le produit de la vente des titres n'excédant pas 5.000 pesos (crédit passé en compte bloqué à partir du 4 juin 1932).

En résumé, on voit qu'au début, il y avait peu de choses créditées en comptes bloqués, la passation de crédit en comptes libres se faisant très libéralement, puis à partir du 4 juin 1932, bien des crédits furent au contraire, passés automatiquement en comptes bloqués.

Les comptes libres pouvaient être utilisés pour des achats de devises jusqu'à 5.000 pesos par jour, au delà, il était nécessaire d'avoir l'autorisation de la commission de contrôle. Les paiements dans le pays et les virements de compte à compte pouvaient s'opérer librement sans limitation de montants. A partir du 30 décembre 1932, il devint nécessaire d'avoir une autorisation pour disposer des fonds provenant d'autres crédits que les soldes antérieurs au 10 octobre 1931, ou la négociation de devises, sauf pour payer les impôts ou les frais occasionnés par ces remises.

Les comptes bloqués ne peuvent servir qu'à l'achat de titres qui resteront bloqués dans le pays.

On voit aussi que la tendance pour l'utilisation de ces comptes devient moins libérale.

A partir du 3 décembre 1933, abolition des mesures concernant les comptes en pesos et les dépôts de titres au nom d'étrangers. Simplement un impôt de 10 % était appliqué pour leur achat de change et à partir du 10 juillet 1934 le taux du change du marché officiel ne leur est plus applicable. Ils doivent se procurer leur change sur le marché libre.

Nous pouvons faire rentrer l'Argentine dans le cadre des autres pays, puisque nous voyons qu'il y a toujours le principe du compte libre et des comptes bloqués dont l'utilisation est soumise à l'autorisation de l'office compétent, qui a tendance à ne l'accorder que pour des buts très précis que nous avons vus :

- 1) Investissements à long terme.
- 2) Paiements à l'intérieur du pays, à l'exclusion d'exportations.
- 3) Frais de voyage pour inciter au tourisme.
- 4) Pour favoriser l'exportation, dans le cas de l'Allemagne, par l'attribution de primes de change.

Nous verrons par la suite que c'est dans la réglementation des avoirs en compte, qui, à première vue, peut sembler la plus

touffue, que l'on retrouve le mieux toujours le même type de système de blocage, car nous n'avons pas trouvé un seul pays complètement aberrant, et ne se pliant pas, plus ou moins, à la règle commune ci-dessus énoncée.

III. — RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX TITRES ET AUX VENTES DE CES TITRES

Nous avons vu, par le cas de l'Allemagne, que la réglementation des titres avait eu pour objet, non seulement d'empêcher une sortie de devises pour les étrangers, mais surtout que la permission, pour ceux-ci, de vendre leurs titres et d'en exporter le montant avait été utilisée par des nationaux, à faire sortir leurs capitaux.

En général, des étrangers possèdent peu de titres en dépôts dans un pays. Nous avons vu, dans les chapitres concernant les causes de la crise, que les capitaux étrangers en quête de placement avaient rarement voulu s'investir à long terme, et qu'en général, ils avaient pris la forme de crédits à court terme, pendant longtemps, le renouvellement s'était opéré à peu près automatiquement. Ces crédits aux banques avaient été investis par elles dans des affaires industrielles, mais il n'en reste pas moins que les étrangers possédaient un paquet de titres fort minime par rapport à leurs autres créances (à part le cas de sociétés filiales, et encore, en général, les titres de ces affaires n'étaient pas déposés dans des banques du pays). Aussi, certains pays ont-ils cherché, non à interdire la vente des titres et le rapatriement en faveur des étrangers, mais à empêcher toute fraude de leurs nationaux par le canal d'étrangers servant de prête-nom.

Ainsi, nous voyons en ESPAGNE que, pour les nationaux, toute exportation de titres est interdite. Pour les étrangers, elle est soumise à l'autorisation du Centro Oficial de Contracción qui l'accorde, en général (ainsi que le transfert du produit de la vente en devises), sur le vu de justifications de la nationalité du proprié-

taire qui doit en envoyer une preuve, qui peut être un certificat fourni par la banque espagnole.

Cette disposition fut encore renforcée par un décret du 30 juin 1935, précisant que tous les capitaux en provenance de l'étranger, qui seraient importés pour placement en Espagne, de même que leurs revenus, pourraient s'exporter sans restrictions, présentation d'un certificat d'importation délivré par la Banque ou l'Institut de crédit ayant effectué l'entrée de ces capitaux en pague.

Il est intéressant d'étudier un peu cette double mesure dont on comprend fort bien les raisons. Les pays pauvres et peu développés comme l'Espagne ont absolument besoin de capitaux étrangers, car, pour augmenter leur production tant agricole qu'industrielle, ils ont besoin d'outillage que leurs propres ressources ne leur permettent pas de se procurer. Ils se rendent fort bien compte que les mesures de restriction à l'exportation des capitaux qu'ils ont dû prendre a commencé par effaroucher les étrangers et à détourner les capitaux de leur pays. Pour eux, le blocage a uniquement pour but d'empêcher la sortie des capitaux nationaux, dont la cause est surtout d'ordre politique. Depuis la proclamation de la République, beaucoup de familles de l'aristocratie qui détenait la plus grande part des richesses nationales ont été bannies, ou se sont exilées pour suivre leur roi ; elles ont emporté, ou fait expédier toute la partie de leur fortune qui n'était pas foncière, et dont justement les titres formaient une grosse partie. C'est pour empêcher cette sortie de titres que l'Espagne a pris des restrictions relatives à leur exportation, mais elle cherche par tous les moyens à rassurer les étrangers. Malheureusement, pour elle, les étrangers ont vu tellement souvent les mesures varier dans les pays, ils savent si bien que le décret de juin 1935 peut être annulé par un autre décret, qu'il ne faut pas se faire trop d'illusions sur l'efficacité de semblables mesures, dont il y a lieu, cependant, de souligner l'intérêt.

En ARGENTINE, une préoccupation à peu près du même ordre, fit prendre les mesures suivantes :

Les exportations de titres étaient interdites tant aux nationaux qu'aux étrangers. Le produit de la vente pouvait être crédité dans un compte libre des étrangers, et transféré en devises à condition que le montant n'excède pas 5.000 pesos. Mais ayant vu les inconvénients de cette mesure et la fraude possible, le produit de la vente fut porté en compte bloqué à partir du 4 juin 1932. Depuis le 2 décembre 1933, toutes les restrictions sur les comptes étrangers sont annulées.

De même, en TCHÉCOSLOVAQUIE, le produit de vente des titres était crédité librement, jusqu'à 100.000 couronnes, jusqu'en 1934. Après cette date, le crédit fut passé en compte bloqué et les exportations de titres, tant pour les étrangers que pour les nationaux, sont soumises à l'autorisation de la Banque Nationale qui la refuse généralement.

En YUGOSLAVIE, la réglementation des titres est très précise et nous allons en voir les mesures principales.

Les achats de titres se font :

1) Sans formalités par le débit du compte dinars libres (c'est-à-dire de dinars provenant d'une vente de devises à la Banque Nationale de Yougoslavie). Dans ce cas, les titres peuvent être exportés ou vendus et le produit transférable en devises.

2) Avec autorisation du ministre des Finances, par le débit d'un compte interne. En cas de vente, le crédit est porté au compte par l'intermédiaire duquel les titres avaient été achetés. Pour les exporter, il faut solliciter l'autorisation du ministre des Finances.

L'exportation des titres est interdite aux nationaux.

Pour les titres appartenant à des étrangers antérieurement au blocage, la vente ne peut se faire qu'avec l'autorisation du ministère des Finances, et au vu de justifications du emploi (achat d'autres titres, d'immeubles, etc...).

Les virements de titres en dépôt pour le compte d'un étranger au compte d'un autre étranger peuvent se faire avec autorisation.

Les importations de titres sont libres pour les obligations en dinars et les titres de sociétés yougoslaves. Pour les emprunts yougoslaves émis à l'étranger, l'importation est soumise à l'autorisation du ministère des Finances.

Il est intéressant de voir ici que l'importation de titres ne se fait pas toujours librement, tandis que les autres pays ne cherchent, en général, pas à interdire.

Nous allons maintenant étudier la réglementation ITALIENNE, car nous allons voir aussi comment elle a poursuivi un double but : d'une part, laisser la liberté aux étrangers et surveiller les nationaux ; et, d'autre part, réglementer les titres étrangers appartenant aux nationaux pour arriver à les réquisitionner.

Depuis le 26 mai 1934, les exportations ou achats à l'étranger de titres et valeurs, tant étrangères qu'italiennes émises à l'étranger, sont interdites aux personnes ou sociétés établies en Italie et dans les colonies et possessions ; mais les titres, en Italie, appartenant à des personnes ou sociétés établies à l'étranger, sont laissés libres.

Un décret du 8 décembre 1934 précise que les titres libellés en liras et déposés dans des banques italiennes pour compte d'étrangers ne peuvent être vendus que si l'ordre de vente est accompagné d'une déclaration certifiant que les titres n'appartiennent pas à un résident italien. La Banque d'Italie délivrera une autorisation au vu de cette déclaration et le produit de la vente pourra être librement crédité et transféré en devises.

Nous voyons que ces mesures se rapprochent beaucoup de celles prises par l'Espagne et nous pouvons y attribuer les mêmes raisons.

Voici maintenant les différents stades employés pour parvenir

à la réquisition des titres étrangers détenus par des particuliers italiens. Le décret du 26 mai 1934 stipule que les titres étrangers ou italiens émis à l'étranger, y compris les Bons du Trésor d'états étrangers qui se trouvent en Italie démunis de timbre à la date du 26 mai 1934 doivent être assujettis à l'impôt du timbre dans un délai de dix jours. Les titres appartenant à des institutions ou ressortissants italiens résidant ou domiciliés dans le royaume, qui se trouvent à l'étranger, doivent être déclarés dans ce même délai de dix jours, en vue du paiement du droit de timbre. Les titres pour lesquels il n'a été payé aucun dividende depuis deux ans ne sont pas soumis à ces formalités, sauf le cas de reprise de paiement d'un dividende.

Depuis décembre 1934, les particuliers italiens possesseurs de titres libellés en monnaie étrangère doivent les déclarer à la Banque d'Italie. Ces titres doivent être déposés sous un dossier à la Banque d'Italie ou auprès d'une banque autorisée à fonctionner en qualité d'agent de la Banque d'Italie pour le commerce des changes. Les ayants-droit gardent la disposition des titres déposés, sous réserve de l'observation des prescriptions concernant la cession des devises et la négociation des titres.

Les titres en question, qui seraient déposés auprès des banques à l'étranger, peuvent y être maintenus en dépôt pour le compte et dans l'intérêt des ayants-droit, mais sous dossier intitulé au nom d'une des banques autorisées. Ne sont pas tenus de constituer le dépôt, les ayants-droit aux titres déposés auprès d'une banque étrangère en garantie d'une avance correspondante en devises étrangères.

Enfin, par décret du 1^{er} novembre 1935, ces titres sont obligatoirement échangés contre des Bons du Trésor nouveaux à 5 % (excepté ceux déposés en garantie d'avances).

On voit donc que la réquisition des titres étrangers s'est faite en trois phases, en Italie :

- 1) Assujettissement à un impôt ;
- 2) Déclaration obligatoire ;
- 3) Conversion obligatoire en titres italiens.

On peut remarquer d'ailleurs que la plupart des pays ayant recouru à une réquisition de titres et créances libellés en monnaie étrangère (Hongrie, Autriche, Lithuanie, Tchécoslovaquie, etc...) ont passé eux aussi par deux phases :

- 1) Déclaration obligatoire ;
- 2) Cession à l'organisme de contrôle des devises ou à la Banque nationale.

Ceci a eu pour but, en grande partie, de ne pas heurter le propriétaire et de l'inciter à plus de sincérité par une simple déclaration ; d'ailleurs, les pays n'ont pas obtenu, de cette manière, une quantité énorme de devises, la plupart des nationaux s'étant abstenus de les déclarer, et plus encore de les céder, et tout contrôle s'étant avéré fort difficile en ce qui concerne les titres déposés à l'étranger ou gardés par leurs propriétaires eux-mêmes. En Grèce, les coupons des titres étrangers et les titres eux-mêmes ont alimenté, pour une assez grande part, le marché clandestin des changes.

Dans la majorité des pays, les titres ne peuvent pas être exportés, ni par les étrangers, ni par les nationaux ; le produit de leur vente est passé dans un compte bloqué qui peut être utilisé avec ou sans autorisation de l'office de contrôle, pour l'achat d'autres titres, d'immeubles, c'est-à-dire d'investissements à long terme. Par exemple, au Chili, au Danemark, en Hongrie, en Lithuanie, en Autriche, en Allemagne, etc...

Nous avons vu les avantages pouvant résulter de mesures prises, comme celles de l'Espagne, uniquement dans le but d'empêcher la sortie des capitaux nationaux, et de ne pas se priver de l'aide des fonds étrangers qui lui est indispensable. Evidemment, la fraude est toujours possible, les mesures de contrôle n'étant pas

très efficaces. Les mesures de blocage complet réduisent évidemment la fraude au maximum et il est fort possible que, dans l'avenir, les capitalistes ne fassent pas une grosse distinction entre les pays ayant bloqué leurs titres et les autres. Pour le moment présent, ils viennent d'être trop échaudés pour avoir envie d'effectuer des placements dans tous ces pays neufs où la monnaie vient de se révéler, une fois de plus, instable. Peut-être des capitaux étrangers nouveaux permettraient-ils à certains de ces pays de sortir de la crise et de se débloquer, mais la crainte des risques est encore trop grande et la généralité des capitalistes préfère les placements peut-être moins productifs, mais plus sûrs, des grands pays, tandis que d'autres pratiquent un moyen encore plus radical, qui est la thésaurisation qui s'effectue alors, parfois en or, parfois en monnaies estimées, à tort ou à raison, comme aussi sûres. Ainsi, en France, une statistique de 1933 montre qu'il y avait une thésaurisation de dix milliards en or et de vingt-cinq milliards en billets.

IV. — RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX COUPONS, REVENUS, ETC...

La réglementation relative aux coupons, revenus, dividendes, se rapproche beaucoup de celle des titres en ce sens qu'en général les pays qui ont bloqué les titres et les produits de vente de titres ont aussi empêché le transfert des coupons, dividendes ou revenus de toutes sortes. On peut estimer que c'est une mesure qui touche plus profondément les capitalistes que celle des titres. En effet, l'achat de titres et leur dépôt à l'étranger signifie, en général, qu'on cherche un placement avantageux par suite d'une mise en valeur du pays où l'on a placé ses capitaux et, en particulier, une extension de l'industrie dont on a acheté des titres. C'est donc, en général, un placement que l'on envisage de longue durée, les bénéfices pouvant être élevés au moment même de l'achat, car ces pays ont besoin de capitaux, donc le loyer de l'argent se trouve élevé, mais on espère surtout une plus-value du

titre. Le blocage oblige, en général, à garder les titres ou à les échanger contre d'autres dans le même pays, qui seront bloqués à leur tour. Cela contraint donc le capitaliste à un investissement de plus longue durée, mais il peut espérer que les mesures prises permettront le développement du pays et que, dans l'avenir, il retrouvera son capital et peut-être même un bénéfice. Mais par contre, le blocage des revenus le lèse plus fortement. Il touche bien toujours les intérêts, mais ne peut les rapatrier, même s'ils lui sont nécessaires. On comprend donc que ces mesures l'atteignent davantage.

Ainsi, nous voyons qu'en AUTRICHE, au DANEMARK, en HONGRIE, en YOUGOSLAVIE, les revenus de toutes sortes sont crédités en compte bloqué, dont l'utilisation n'est admise par la Commission de contrôle des changes que pour des paiements dans le pays, à l'exclusion de celui des exportations, ou en vue d'un voyage avec plus ou moins de restrictions.

Dans d'autres pays, comme l'URUGUAY, ou la LITHUANIE, ces revenus peuvent être transférés en devises avec l'autorisation de la Commission des changes et au vu de justifications.

En ARGENTINE, les revenus de toutes sortes furent, d'octobre 1931 à avril 1932, crédités en comptes libres et transférables en devises. Mais le besoin de devises devenant plus grand, en avril 1932, le transfert en devises fut soumis à l'autorisation de la Commission des changes. A partir du 7 juin 1933, pour réprimer des abus tendant à faire sortir ainsi des capitaux nationaux, les envois de coupons de l'étranger devaient être accompagnés d'une déclaration de l'expéditeur certifiant que ces titres sont possédés par un étranger et sortis du pays antérieurement au 10 octobre 1931 et le montant peut servir à des paiements dans le pays avec autorisation de la Commission des changes. A partir de décembre 1933, les restrictions furent abolies et toutes les sommes provenant de revenus ou d'autres sources purent servir à effectuer des paiements dans le pays ou être transférées en devises sur le mar-

ché libre (pendant six mois, une tolérance de 200 pesos maximum par mois permettait l'achat de devises sur le marché officiel).

Le cas de l'Argentine nous a semblé intéressant car on voit l'évolution très nette de ses désirs. Elle avait voulu tout d'abord gêner le moins possible les capitalistes étrangers, puis le manque de devises et les fraudes des nationaux envoyant leurs coupons à l'étranger pour se les faire créditer et transférer en devises comme s'ils étaient la propriété d'étrangers, l'ont forcée à prendre des mesures de plus en plus rigoureuses aboutissant au blocage de ces revenus.

Nous allons maintenant étudier les mesures prises par d'autres pays qui ont eu aussi pour but de ne pas mécontenter les capitalistes étrangers, non par xénophilie évidemment, mais parce que ces pays, se rendent compte qu'ils ont et auront besoin de ces capitaux étrangers pour mettre leur pays en valeur et qu'il importe de les effaroucher le moins possible.

Au BRÉSIL, tous les revenus peuvent être transformés librement en devises. Pour les remises que les entreprises étrangères, opérant au Brésil, désirent faire à leur siège social à l'étranger au titre de bénéfices, intérêts, dividendes résultant de leur exploitation au Brésil, une autorisation de l'Inspection des banques est nécessaire.

Le Brésil est, de tous les pays, le plus libéral.

En BELGIQUE, les transferts de revenus de toutes sortes purent tout d'abord s'effectuer librement pour les étrangers (du 18 mars 1935 au 1^{er} avril 1935), puis la conversion en devises dut être précédée d'une demande de change adressée à l'office central des changes, et accompagnée des justifications prouvant la nationalité du titulaire. Pour les ressortissants belges il leur était interdit d'exporter des coupons. Toutes ces mesures furent abolies le 1^{er} mai 1935.

En ESPAGNE, pour obtenir le crédit en compte libre et la possibilité de conversion en devises il est nécessaire de fournir un certificat de nationalité du propriétaire.

Un décret du 30 juin 1935 dispose que les revenus des capitaux importés pour placement en Espagne, postérieurement à cette date, pourront s'exporter sans restriction, à condition de présenter le certificat de leur entrée fourni par la banque ou établissement de crédit ayant effectué l'entrée de ces capitaux en Espagne.

La préoccupation de ne pas s'aliéner les capitalistes étrangers par des mesures trop rigoureuses, apparaît ici très nettement et encore davantage si on remarque que des mesures libérales analogues ont aussi été prises pour les titres espagnols appartenant à des étrangers.

Nous allons voir, avec le cas de la ROUMANIE, l'évolution d'un pays dans le sens du libéralisme. En 1932, les revenus étaient crédités en lei internes ne pouvant être utilisés qu'avec l'autorisation de la Banque Nationale de Roumanie et pour des paiements dans le pays.

En 1933, un décret stipule que le produit net des coupons détachés de titres ou d'actions, propriétés de personnes étrangères, en dépôt auprès d'une banque roumaine antérieurement au 18 mai 1932, pouvait être crédité en lei externes avec autorisation de la Banque Nationale de Roumanie et sur la justification de la qualité d'étranger du propriétaire. Ces lei pouvaient être utilisés librement dans le pays, sauf pour le paiement de marchandises destinées à l'exportation.

Enfin, depuis le 12 avril 1935, le montant des revenus peut être transférés en devises avec autorisation de la Banque Nationale de Roumanie.

Nous voyons donc très nettement l'amélioration des mesures prises si on se place au point de vue des capitalistes étrangers.

Ceci peut être dû, soit à l'idée que nous avons signalée plus haut, de ne pas s'aliéner l'opinion des capitalistes dont l'aide est nécessaire, soit à une amélioration dans la situation de la Roumanie, qui peut plus facilement se procurer des devises. Mais il est intéressant de voir que le premier pas sur la route d'un déblocage possible a été justement dans l'octroi de mesures plus libérales pour le crédit des revenus, libéralisme qui est particulièrement sensible aux capitalistes étrangers.

En Grèce, nous voyons un effort timide pour contenter un peu les étrangers dans une mesure prise en 1935, spécifiant que le montant des coupons d'emprunts ou d'obligations dont les intérêts doivent être crédités en or sont utilisables pour l'achat de marchandises destinées à l'exportation.

Les autres revenus sont crédités en drachmes bloqués, utilisables seulement pour des paiements en Grèce (impôts, assurances, voyages, abonnements, donations, etc...), à l'exclusion de celui des exportations.

Les ressortissants helléniques peuvent obtenir des devises pour les besoins démontrés résultant du service d'emprunts ou d'obligations des sociétés anonymes payables en devises étrangères à l'étranger.

Nous allons étudier le cas contraire de l'ALLEMAGNE, qui soumet les revenus de toutes sortes pour les étrangers à des restrictions particulièrement dures.

Le produit d'encaissement des coupons fut d'abord bloqué et ne pouvait servir qu'à l'achat de titres avec autorisation de la Reichsbank. A partir du 9 juin 1933 (création de la Caisse de Conversion), le montant des coupons peut être versé à celle-ci, qui accorde 50 % de devises étrangères et le reste en « Scrips » ou certificats de dépôts. Ces scrips sont rachetés par la Deutsche Golddiskontbank de Berlin à 50 % de leur valeur maximum, après un temps indéterminé, autrement dit les titulaires des coupons

pourront obtenir le transfert de ceux-ci moyennant une perte de 25 %, dont nous verrons que le bénéfice est utilisé pour faciliter les exportations allemandes, en étudiant les réglementations des transactions commerciales.

Au mois de décembre 1933, la bonification en devises fut même baissée à 30 % du montant, les 70 % restant étant transformés en scriptions rachetées toujours à la moitié de leur valeur, ce qui portait la perte du titulaire à 35 %.

Enfin, une décision du comité de direction de la Reichsbank décida qu'aucun transfert en espèces n'aurait lieu sur les intérêts, revenus, coupons, etc..., échéant du 1^{er} juillet 1934 au 30 juin 1935 (ce moratoire des transferts a été ensuite renouvelé pour une autre année), exception faite pour les bons allemands émis à l'étranger.

Cette nouvelle législation offre aux créanciers étrangers les possibilités suivantes :

1) Renoncer à faire encaisser les coupons d'intérêts et de dividendes et les faire déposer en nature en un dépôt coupons.

2) Faire créditer le montant en Reichsmarks à un compte bloqué « Titres » (Effekten-Sperr-Konto), qui peuvent servir à l'acquisition de valeurs libellées en Reichsmarks ou en Marks or. Ces titres peuvent être exportés d'Allemagne, après autorisation de la Reichsbank, qui l'accorde en général, dans un délai d'un mois à six semaines.

3) Les faire verser à la Caisse de Conversion. Dans ce dernier cas, les créanciers étrangers ont la faculté de demander des obligations émises par la Caisse de Conversion portant intérêt à 3 % l'an et libellées dans la monnaie en laquelle la créance primitive était stipulée. Exceptionnellement, le déblocage de ces avoirs est possible à raison de 10 Reichsmarks par mois lorsqu'ils appartiennent à un indigent.

En résumé, nous avons vu que les règles relatives aux revenus sont très variables, les sommes en résultant pouvant être, soit transférables en devises avec ou sans autorisation, soit, ce qui est le cas le plus fréquent, utilisables seulement dans le pays à l'exclusion du paiement des marchandises destinées à l'exportation.

Ces variations peuvent s'expliquer, d'une part, par le besoin reconnu des capitaux étrangers et la crainte de se les aliéner ; d'autre part, par les possibilités pour les pays de fournir des devises. Elles peuvent être, de ce point de vue, considérées un peu comme un baromètre indiquant le plus ou moins d'étendue et de gravité de la crise monétaire des pays étudiés, celle-ci n'étant elle-même que l'indice de la crise économique et financière des divers pays.

V. — MESURES CONCERNANT LES BILLETS DE BANQUE.

L'exportation des billets de banque constitue une sortie si visible de richesses que, naturellement, un des premiers actes des Commissions de contrôle des changes fut d'interdire leur exportation. Mais interdire l'exportation est facile, l'empêcher et la contrôler beaucoup moins, par suite de la facilité avec laquelle ces billets peuvent être dissimulés dans des lettres, colis, sur des voyageurs, etc... De plus, la question du tourisme se pose, il n'est pas possible d'empêcher les nationaux de sortir du pays et, dans le chapitre réservé au tourisme, nous étudierons les problèmes découlant de la sortie des nationaux.

Nous allons voir les mesures prises par quelques pays pour contrôler ces exportations.

En YUGOSLAVIE, toutes les exportations de billets de banque ou de monnaie nationale doivent passer par la Banque Nationale de Yougoslavie et après autorisation du ministre des Finances, qui contrôle le but de l'envoi.

C'est un système où l'on n'interdit pas l'exportation, mais on cherche à réglementer la sortie pour en contrôler le but. Il ne

semble pas que cette mesure soit très efficace et empêche en quoi que ce soit les envois dans les lettres, colis, etc...

Pour les voyageurs, ils peuvent exporter 3.000 dinars, s'ils vont dans les pays voisins, et 5.000 s'ils vont dans un pays éloigné.

On voit, par l'ensemble, que la Yougoslavie a plutôt tendu à limiter les sorties qu'à les empêcher, mais nous ne croyons pas que, pratiquement, ces mesures servent à quelque chose.

De même, en TCHÉCOSLOVAQUIE, en 1931, l'exportation était permise jusqu'à 10.000 couronnes. Au-delà, il fallait l'accord de la Banque Nationale Tchèque, qui demandait des justifications pour le but de l'envoi. Maintenant, le montant a été réduit à 1.000 couronnes par mois.

Ici non plus, on ne voit pas quel contrôle peut s'exercer et ces mesures paraissent bien inefficaces.

En COLOMBIE, à dater du 16 février 1932, les envois à des personnes résidant à l'étranger sont grevés d'un impôt de 10 %, si la somme est supérieure à 100 pesos par mois. La tolérance étant portée à 150 pesos pour les étudiants colombiens faisant leurs études à l'étranger. Ils peuvent sortir du pays avec 150 pesos, tandis que les touristes ne peuvent emporter plus de 100 pesos. Il semble que cela soit une mesure tout à fait néfaste. En effet, cet impôt a pour but de chercher à limiter les envois, mais nous croyons, pour notre part, que son résultat le plus certain sera de favoriser la fraude en envoyant de l'argent à l'étranger non officiellement, ce qui permet d'éviter l'impôt d'une part, et d'autre part, d'esquiver toute limite et tout contrôle. Il nous semble donc que cette mesure est exactement une de celles dont nous avons parlé, en disant qu'elles vont à l'encontre du but poursuivi.

Nous allons voir maintenant la série des mesures auxquelles les ITALIENS ont eu recours pour essayer d'éviter la sortie des billets de banque. Le décret du 25 mai 1934 interdit l'exportation des billets de banque, mais les Italiens qui vont à l'étranger peu-

vent emporter 5.000 liras au maximum. Ce montant fut abaissé à 2.000 liras par un décret du 8 décembre 1934, qui spécifia que cette somme devait être emportée en coupures de 50 ou de 100 liras. L'exportation des coupures au-dessus de 100 liras est interdite. Cela permet un contrôle plus facile, les billets tenant toujours à peu près la même place, quel que soit leur montant ; si on limite celui-ci, pour emporter une grosse somme, le paquet sera plus volumineux et plus facile à découvrir. Un contrôle efficace entraînerait la fouille de tous les voyageurs.

Enfin, par un décret entrée en vigueur le 1^{er} novembre 1935, les voyageurs doivent déclarer à leur sortie d'Italie les liras dont ils sont porteurs, le maximum admis étant de 2.000 liras en coupures de 50 ou 100 liras. Les contrevenants s'exposent à des sanctions qui sont des peines d'amende, de prison et la confiscation des sommes au-delà des 2.000 liras autorisées. La douane leur délivre des coupons de couleur jaune précisant la somme dont ils sont porteurs. Au moyen de ces coupons, ils pourront, soit négocier ces liras au cours officiel auprès des banques étrangères, soit rapporter en Italie, à leur retour, les montants qu'ils n'auraient pas utilisés. Nous verrons, dans le chapitre du tourisme, à quel trafic ces dispositions peuvent donner lieu. Pour l'instant, nous ne voyons pas qu'elles puissent empêcher quoi que ce soit, puisque le seul contrôle possible est toujours une fouille méthodique à la douane, de tous les voyageurs, des paquets qu'ils ont avec eux, l'ouverture de toutes les lettres et de tous les paquets destinés à l'étranger, enfin, une répression sévère de la contrebande aux frontières.

Un autre mode de contrôle, qui nous semble beaucoup plus facile et réalisable, part du principe suivant :

Un billet de banque d'un pays n'a pas cours dans un autre pays. Pour qu'il représente une valeur quelconque, il faut qu'on puisse le réintroduire dans le pays dont il est originaire. Autrement, il n'est qu'un bout de papier sans valeur.

Aussi, les pays ont-ils pris toute une série de mesures pour limiter et contrôler la réimportation des billets, et ces mesures nous semblent beaucoup plus efficaces. Nous allons donc étudier maintenant les mesures prises par les divers pays, concernant la réimportation des billets de banque nationaux.

Dans certains pays, l'ESPAGNE, la HONGRIE, les remises de billets provenant de l'étranger ne peuvent être créditées en compte libre qu'avec l'autorisation de la Commission de contrôle. En principe, elle est toujours accordée, sauf s'il est prouvé qu'il s'agit d'opérations anormales. Dans le cas de refus de la Commission, ces billets sont crédités en compte interne bloqué qui ne peut servir qu'avec l'autorisation de l'organisme compétent et au vu de justifications quant au but du versement. Pour l'Espagne, un décret du 17 mars 1936 interdit toute importation de billets provenant de l'étranger, sauf en ce qui concerne les touristes. Les billets circulant à l'étranger devront être rapatriés dans les cinq jours et seront crédités suivant le tour qui sera donné par le Centro Oficial de Contratacion de Moneda.

En ARGENTINE on voit nettement l'évolution de la tendance. Les remises de billets de banque argentins venant de l'étranger étaient d'abord crédités librement si leur montant n'excédait pas 5.000 pesos par envoi ; le montant fut réduit à 1.000 pesos, le 28 mars 1932 puis, depuis le 4 juin 1932, ils ne peuvent plus être crédités en compte libre.

L'URUGUAY a suivi exactement les mêmes phases.

On a vu que le crédit libre des billets ou d'une somme déterminée favorisait la fraude. On faisait sortir des billets qu'on expédiait à l'étranger. Puis une banque étrangère procédait au rapatriement de ces billets qui, crédités en compte libre, se trouvaient facilement convertis en devises. De même, en TCHÉCOSLOVAQUIE, où les remises étaient créditées librement, en 1931, jusqu'à 20.000 couronnes. Depuis juillet 1932, elles sont créditées en compte bloqué dont l'utilisation est soumise à l'autorisation de la Banque Nationale Tchèqueoslovaque.

Pour l'AUTRICHE, la YOUGOSLAVIE, la GRÈCE, la BULGARIE, la passation au crédit des remises de billets de banques envoyés de l'étranger est soumise à l'autorisation de l'organisme compétent. Celui-ci ne la permet qu'en compte bloqué, c'est-à-dire que ces billets ne peuvent servir qu'à faire des paiements dans le pays (excepté des paiements de marchandises destinées à l'exportation), des frais de voyage avec ou sans limitation, frais d'entretien, de maladies, des abonnements, donations ou investissements immobiliers ou à long terme.

De même, en ALLEMAGNE, les remises de billets ne peuvent servir qu'à l'achat de titres, ces titres pouvant être parfois exportés avec autorisation de la Reichsbank. Depuis le 4 décembre 1935, toute importation de billets de banque est interdite, sauf pour le crédit du compte bloqué d'un étranger et utilisable seulement pour des placements immobiliers ou à long terme.

On comprend facilement que ces mesures enlèvent beaucoup de leur valeur aux remises de billets de banque, car, pratiquement, les comptes bloqués d'un pays subissent une dévaluation qui peut être considérable et qui est à peu près proportionnelle avec les licences d'utilisation de ces comptes. C'est donc une sorte d'impôt de réimportation que l'on fait subir à ces billets. Donc, ces billets sont sortis déjà en fraude, puis subissent à leur réimportation une dévaluation plus ou moins grande. Cela incite évidemment à renoncer à les faire sortir puisqu'il faut, dans ce cas, courir des risques, puis subir une perte plus ou moins forte.

En ITALIE, on a essayé de continuer à faire, pour la réimportation, les mêmes distinctions relatives au montant des coupures que pour la sortie. Les coupures de 500 et de 1.000 liras ne peuvent être créditées en compte libre que dans le cas exceptionnel où il pourrait être fourni la preuve que ces billets se trouvaient hors d'Italie au 15 décembre 1934. Un décret du 18 novembre 1935 prévoit que les billets de 500 et 1.000 liras, en circulation à l'étranger, pourront être renvoyés dans les dix jours suivants la

publication du décret, par l'intermédiaire des représentants de la Banque d'Italie ou des Consulats. Ils seront portés au crédit d'un compte bloqué inutilisable. Passé ce délai, l'expédition en sera formellement interdite. Pour les coupures de 50 et 100 liras, elles peuvent être créditées en compte libre si elles sont accompagnées du certificat de la douane constatant le montant de la somme et la sortie régulière, c'est-à-dire que la réimportation des billets peut avoir lieu après une sortie admise. A leur entrée en Italie, les voyageurs étrangers ont le droit d'importer une somme maximum de 2.000 liras (toujours en coupures de 50 et 100 liras). Pour les ressortissants italiens, toute importation de billets est formellement interdite, à moins qu'ils ne soient accompagnés par les coupons délivrés par la douane, à la sortie.

Nous voyons donc ici surtout le parallélisme pour l'importation, des mesures prises pour limiter l'exportation. Comme au chapitre concernant le tourisme, nous avons longuement insisté sur le système, nous ne nous y arrêterons pas ici.

En ROUMANIE, un décret du 18 mai 1932 stipula que les billets de banque roumains, en provenance de l'étranger, seraient crédités en lei internes ne pouvant servir qu'à effectuer des versements dans le pays avec l'autorisation de la Banque Nationale de Roumanie ou pour acheter des titres qui seraient déposés dans le pays. Mais, depuis le 12 avril 1935, la Banque Nationale de Roumanie n'autorise le rapatriement des billets de banque roumains que si la preuve lui est donnée que les dits billets avaient quitté la Roumanie avec l'autorisation nécessaire ou qu'ils étaient déjà à l'étranger avant le 13 mai 1932. Si l'autorisation est donnée, ces billets peuvent servir à l'achat d'immeubles, d'effets publics, d'actions ou de titres fonciers et, avec l'autorisation de la Banque Nationale de Roumanie, au paiement d'honoraires, de salaires, etc..., pour des services rendus aux titulaires du compte ou à leurs entreprises et aux frais de subsistance en Roumanie, bref, pour des investissements à long terme ou des paiements dans le pays, à l'exclusion de celui de marchandises destinées à l'exportation.

Si l'autorisation de rapatriement de la Banque Nationale de Roumanie n'est pas donnée, les montants des billets seront retenus en compte indisponible pour toute la durée de la loi réglementant le commerce des devises.

Ici, nous voyons pratiquement les premières mesures interdisant la réimportation des billets, puisqu'ils ne peuvent servir, et encore pour des usages restreints, que dans le cas où leur exportation pourrait être prouvée légale.

Dans d'autres pays, nous voyons aussi cette tendance prédominer.

Ainsi, au DANEMARK, les billets de banque ont crédités en compte bloqué inutilisable. Quant à l'ISLANDE, toute exportation et importation de billets est interdite et les banques islandaises les refusent à l'encaissement.

Nous avons vu que tous les pays défendent l'exportation et que pour pouvoir exercer un contrôle, ils ont été amenés à prendre des mesures de réglementation de la réimportation. Il nous semble que c'est, en effet, le seul moyen efficace et, évidemment, plus la réimportation subit de restrictions, plus elle est diminuée et l'exportation en subit le contre-coup.

Bien entendu, cela ne supprime pas toutes les fraudes possibles. Il reste toujours la sortie et l'entrée par lettres, paquets, les voyageurs et la contrebande aux frontières. Mais, étant donné que pour être utile, il faut qu'elle s'exerce à la fois à l'entrée et à la sortie, les risques courus étant doublés, le profit se trouve diminué d'autant. Il nous semble que, de ce fait, la fraude ne peut acquérir une ampleur suffisante pour faire courir des risques au système de blocage et à la monnaie qu'il a pour but de protéger. Mais l'efficacité des interdictions d'exportations ne peut être obtenue que par l'interdiction, ou tout au moins, des restrictions sévères à la réimportation, et tous les pays arrivent plus ou moins à ce point de vue.

IV. — RÉGLEMENTATION RELATIVE AUX CHÈQUES.

Cette réglementation vise évidemment à empêcher l'exportation des capitaux par ce moyen. Aussi, toute exportation de chèque ou tout envoi de chèque à l'étranger est-il interdit. Les mesures de contrôle sont faciles, puisque le chèque n'a pas de valeur en lui-même, mais la par la créance qu'il représente, le paiement pouvant en être facilement surveillé. C'est donc plutôt la passation en crédit qui va arrêter notre attention.

Certains pays font tout d'abord une distinction entre les chèques suivant la monnaie dans laquelle ils sont libellés.

Dans certains états, par exemple, en ARGENTINE, il est interdit d'émettre (et à plus forte raison de payer) des chèques en monnaies étrangères.

En YUGOSLAVIE, les chèques libellés en monnaies étrangères ne peuvent être honorés qu'en dinars (sauf autorisation de la Banque Nationale de Yougoslavie). Le change est calculé à la parité théorique avec une prime, fixée actuellement à 28 1/2 % correspondant à la dépréciation officielle du dinar.

Enfin, en ALLEMAGNE, les chèques libellés en monnaies étrangères, sans la mention « effectif », subissent le même sort que s'ils avaient été libellés en Reichsmarks.

Nous allons voir maintenant les règles suivies par certains pays pour les chèques émis par ou pour des étrangers.

En AUTRICHE, en YUGOSLAVIE, la passation au crédit d'un compte étranger est soumise à l'autorisation de l'organe officiel du contrôle des changes.

En URUGUAY, la Commission de contrôle interdit aux banques de payer les chèques tirés par des maisons ou des particuliers établis en Uruguay sur leur compte-courant chez les dites banques quand ces chèques sont émis à l'étranger ou endossés

par des étrangers. Cette disposition n'est pas applicable aux chèques émis par les banques étrangères à valoir contre leur avoir en Uruguay.

En ARGENTINE, une série de mesures de plus en plus restrictives, prouve bien le souci de ne pas laisser une porte ouverte à la fraude.

Tout d'abord, les remises de chèques étaient créditable en compte étranger libre, si le montant était inférieur à 5.000 pesos, au-delà, il était nécessaire d'avoir une autorisation de la Commission de contrôle des changes. La limite fut ensuite abaissée à 1.000 pesos, le 28 mars 1932, puis à 200, le 6 juin 1932, puis, à partir du 14 octobre 1932, il fallut une autorisation pour toute passation de crédit.

Les chèques émis par des Compagnies d'assurances et pour le compte d'autres Compagnies d'assurances ou de réassurances, à condition que leur montant corresponde à des liquidations de primes ou de sinistres, sont payables sans autorisation et peuvent être transférés en monnaies sans limitation.

D'autres pays se sont préoccupés aussi de l'exportation des chèques, qu'ils ont voulu empêcher et contrôler facilement.

Ainsi, au DANEMARK, les chèques ne peuvent être exportés sauf s'ils portent une annotation spéciale de la banque tirée autorisant leur exportation à l'étranger.

En ITALIE, depuis 1932 (c'est-à-dire que ce fut pendant longtemps la seule mesure pour empêcher la sortie des capitaux nationaux), les chèques dépassant 5.000 liras italiennes et destinés à l'étranger, devaient être accompagnés d'un certificat de l'Administration. Les chèques ne devant circuler qu'en Italie sont estampillés. Depuis le 26 mai 1934, il est interdit d'exporter des chèques payables en Italie, quel que soit leur montant. Les chèques libellés en liras, émis et payables en Italie, portent l'estampille suivante : « Il presente assegno puo circolare soltanto in Italia ».

De tels chèques, qui se seraient trouvés indûment à l'étranger, seraient crédités, lors de leur encaissement en Italie, en compte non transférable. Un décret du 18 novembre 1935 prévoit que ces chèques qui auraient circulé indûment à l'étranger, peuvent être crédités en compte bloqué utilisable avec l'autorisation du ministère des Finances, sur la proposition du Surintendant aux changes, pour acheter en Italie des biens mobiliers, titres ou marchandises. Ces titres ou marchandises pourront être exportés sur l'autorisation du ministère des Finances.

D'autres pays ont enfin réglementé les chèques émis par les étrangers sur leur compte dans le pays.

Ainsi, en YOUGOSLAVIE, les chèques tirés par un étranger, ne peuvent être réglés que par le débit de son compte dinars libes.

De même, en ALLEMAGNE, tous les chèques émis en Reichsmarks, remis à l'encaissement, ne seront crédités en compte Reichsmarks libes que si ceux-ci sont payés par le débit d'un compte Reichsmark libe d'un titulaire étranger. Dans la négative, le produit sera porté au crédit d'un compte intitulé « *Hinterlegungskonto* ». On peut demander la conversion en devises de cet avoir, mais elle est soumise aux répartitions de devises effectuées par la Reichsbank.

Pour les chèques en Reichsmarks, représentant des primes d'assurances, ils peuvent être encaissés en Reichsmarks libes, s'ils portent la mention « Chèque d'assurance recouvrable en Reichsmarks libes ».

On voit bien, dans toutes ces mesures, la préoccupation de s'opposer à toute exportation de capitaux par le moyen de chèques qui seraient le véhicule rêvé pour cela, tenant très peu de place et pouvant représenter une très grosse valeur. Comme le contrôle de l'exportation d'un petit papier peut être difficile, c'est au moment de la passation du crédit que le contrôle se fait.

Pour cela, nous voyons qu'un des moyens les plus efficaces et les plus simples consiste dans un visa mis sur les chèques, prouvant que l'autorisation de les exporter a été ou non donnée.

D'autres pays ont préféré s'en rapporter toujours à l'avis de l'organisme de contrôle. Il nous semble que cela augmente bien inutilement le travail de surveillance déjà considérable de ces organismes, tandis que la première mesure semble si simple et efficace.

D'autres pays se sont préoccupés du point de vue des étrangers, de ne pas leur permettre de changer, au moyen du chèque, le caractère libre ou bloqué de leurs avoirs et de les empêcher d'utiliser ainsi des avoirs bloqués pour des buts illicites.

Il nous semble que c'est une bonne précaution, car, évidemment, la tentation de tirer un chèque sur un compte bloqué peut être vive et donnerait lieu à des abus dont le but serait la disposition des comptes étrangers bloqués.

VII. — OCTROI DE CRÉDIT AUX ÉTRANGERS.

L'octroi de crédit à des étrangers est, en général, contrôlé, et dans la plupart des pays à monnaie bloquée, est même interdit.

Dans certains pays, par exemple la YOUGOSLAVIE et la HONGRIE, on ne peut accorder de crédit aux étrangers qu'avec l'autorisation de la Banque Nationale.

De même en BELGIQUE, du 18 mars 1935 au 1^{er} mai 1935, tout octroi de crédit à des étrangers était interdit, sous quelque forme que ce fut, sauf autorisation de l'office central des changes.

En ESPAGNE, le paiement anticipé des marchandises est défendu depuis 1935 et les ouvertures de crédit à l'étranger doivent être autorisées par le Centro Oficial de Contratacion de Moneda, qui permet habituellement l'ouverture de crédits à l'étranger contre acceptations, à la condition que la durée minimum du crédit soit de 90 jours.

En URUGUAY, toute ouverture de crédit sur l'étranger en pesos uruguayens est interdite.

En ARGENTINE, l'octroi de crédit est soumis à l'autorisation de la Commission de contrôle des changes. Les découverts en pesos dans les banques sont permis sans autorisation jusqu'à 5.000 pesos à 90 jours maximum, et doivent être couverts par des fonds libres.

On voit qu'à part très peu d'exceptions, les octrois de crédit à des étrangers sont interdits, s'ils sont permis, ce n'est jamais qu'après autorisation de l'organisme compétent. Ce serait, en effet, une manière trop facile d'exporter des capitaux et cela constitue une sortie si visible, qui pourrait être considérable, d'exporter ainsi une somme, que les Commissions ont, de suite, pris des mesures contre elle.

Il reste toujours la possibilité de verser de l'argent, ou de remettre des titres, valeurs, bijoux, etc..., de la main à la main, à un étranger à l'intérieur du pays, mais c'est tout à fait illégal. L'étranger se trouve exposé à des sanctions et le national peut avoir son capital confisqué. Il est certain que la fraude a pu employer ce moyen dans certain cas, mais nous croyons que les risques courus sont trop grands pour que cela se fasse sur une grande échelle et risque de nuire à l'efficacité des mesures prises.

VIII. — MESURES CONCERNANT L'ARBITRAGE DES DEVISES.

En général, les opérations d'arbitrage sont interdites aux nationaux, par le fait qu'on ne délivre des monnaies étrangères qu'avec vérification de leur emploi.

En HONGRIE, toutefois, elles peuvent être autorisées par la Banque Nationale de Hongrie.

De même, au BRÉSIL, elles sont possibles avec l'autorisation de l'inspection des banques.

Dans l'UNION BELGO-LUXEMBOURGEOISE, du 1^{er} avril au 1^{er} mai 1935, les opérations d'arbitrage ne pouvaient, en aucun cas, donner lieu à un achat de devises. Les arbitragistes autorisés pouvaient vendre les titres à l'étranger et utiliser, dans les huit jours, le produit de ces réalisations pour l'achat d'autres titres, la vente et l'achat pouvant s'effectuer sur des places différentes. Toutefois, le produit de la réalisation de valeurs cotées en Belgique ne pouvant être réemployé qu'en valeurs également inscrites à la cote d'une bourse belge. Toute partie du produit de la vente de titres à l'étranger non utilisé dans les huit jours à l'achat d'autres valeurs, comme spécifié ci-dessus, devait être cédé soit à la Banque Nationale de Belgique, soit à l'Office central des changes, par une banque autorisée par cet organisme à faire le commerce des devises étrangères.

En ARGENTINE, les opérations d'arbitrage sont autorisées.

Enfin, en LITHUANIE, l'arbitrage d'une monnaie étrangère contre la monnaie d'un autre pays est autorisé dans le cas où la première monnaie n'a pas été rachetée par la Banque nationale.

Ici, les achats et ventes de devises étant toujours soigneusement contrôlées, on comprend qu'on ne peut pas procéder librement aux opérations d'arbitrage. Celui-ci se fera toujours avec l'autorisation de l'organisme de contrôle qui, généralement, ne l'accordera qu'en vue de changer une monnaie considérée comme peu sûre, contre une monnaie stable ou présumée telle.

IX. — RÉGLEMENTATION DU TOURISME.

Le tourisme international constitue en lui-même un mouvement de voyageurs qui s'accompagne de celui d'argent. Il constitue, pour certains pays, une importation de richesses qui, pour n'être pas visible, n'en est pas moins importante, et de nombreux pays doivent à ce moyen l'équilibre de leur balance des comptes. Ainsi, le tourisme a toujours apporté des devises à la Suisse, la Grèce, l'Italie, la France.

Tous les pays, depuis la crise, ont voulu se servir de ce moyen comme apport de devises. Aussi ont-ils fait un gros effort de propagande en faveur de tous les sites et les curiosités nationales, propagande qui s'est traduite en affiches, circulaires, tracts, cinéma, dans les pays étrangers. Les pays se sont aussi préoccupés de se munir de bonnes routes partant des frontières et allant dans les endroits choisis, de trains rapides desservant les localités touristiques et dans les régions même, d'organiser des circuits d'autocars, trains, etc... A côté des moyens de transport, ils ont modernisé les hôtels, les restaurants et se sont efforcés d'attirer et de retenir les touristes par des distractions, concours, exhibitions, organisations de fêtes et de réjouissances de toutes sortes, créations de terrains de sport, golf, tennis, piscines, patinoires, pistes pour ski, bob, etc... Dans d'autres endroits s'y prêtant, aménagement pour des cures, cures d'air, de soleil, d'eaux s'il y a des sources ayant des propriétés particulières, etc...

Enfin, on essaie d'attirer les étrangers par des organisations de voyages collectifs, croisières, aménagements spéciaux de tarifs de transports. Un des exemples les plus caractéristiques à cet égard est l'effort fait par l'Italie ; elle a développé les stations de sports d'hiver, de bains de mer, a accordé des réductions de tarifs de chemins de fer de 75 % pour l'Année Sainte, les voyages de noces, etc... Si on voyage plus d'une semaine en Italie, elle accorde automatiquement 50 % sur les chemins de fer, etc...

Mais ceci n'est qu'un aspect du problème. Il y a aussi la sortie des nationaux entraînant une exportation de capitaux, les pays ont donc étendu leur propagande à leur propre pays, puis ont cherché à empêcher leur sortie en augmentant les formalités, en élevant le coût des passeports. En Allemagne, en 1931, on mit un impôt de 100 Reichsmarks sur la délivrance du passeport. Enfin, on régla les sorties de monnaies et on en limita le montant

Ici, nous avons plusieurs groupes de pays, suivant que les nationaux sortent avec la monnaie nationale, avec une monnaie étrangère, ou avec l'une ou l'autre.

En COLOMBIE, il n'est pas accordé de devises pour les voyageurs qui ne peuvent sortir avec plus de 100 pesos ; pour les étudiants colombiens, sous justification qu'ils font leurs études à l'étranger, cette somme est portée à 150 pesos.

En AUTRICHE, les voyageurs peuvent sortir avec un maximum de 200 Schillings ; en HONGRIE, avec 200 Pengoes ; en ROUMANIE, avec 5.000 Lei ; en TCHÉCOSLOVAQUIE, 3.000 couronnes tchécoslovaques par mois, etc...

Bref, nous trouvons dans tous ces pays la préoccupation de limiter les sorties de monnaies nationales. On voit même que la limite est extrêmement basse et empêche, de ce fait, les voyages trop éloignés ou de longue durée.

En YOUGOSLAVIE, on voit une législation qui tient compte justement de l'éloignement du pays où le voyageur désire se rendre et la permission d'exporter, qui est de 3.000 Dinars pour les pays limitrophes, est portée à 5.000 pour une destination plus lointaine, le passeport servant de preuve.

En ITALIE, la limite fut fixée, le 26 mai 1934, à 5.000 Lires par personne et par mois, et fut réduite, en décembre 1934, à 2.000 Lires, à condition que ce soit en coupures de 50 et 100 Lires (pour faciliter le contrôle). Depuis le 1^{er} novembre 1935, les Italiens doivent se faire délivrer, par la douane, des coupons de couleur jaune (4 au maximum par personne) précisant la somme dont ils sont porteurs. A l'aide de ces coupons, ils pourront négocier, au cours officiel, leurs liras auprès des banques étrangères et rapporter en Italie, à leur retour, le solde non utilisé, soit en monnaie nationale, soit en devises.

En ESPAGNE, le décret du 17 mars 1936 a institué un régime très analogue, le montant autorisé étant, à la sortie, de 5.000 pesetas, mais il est stipulé, en plus, que les sommes seront inscrites sur les passeports et les bureaux des douanes enverront le relevé des certificats délivrés, au Centro Oficial de Contravacion de Moneda, pour permettre le contrôle des sommes qui seront renvoyées à l'encaissement.

Nous avons vu les règles des pays pour limiter la sortie de la monnaie nationale. Voyons maintenant ceux qui, au contraire, accordent, avant leur départ, une quantité de devises limitée évidemment et au vu du passeport et interdisent une sortie de billets nationaux par ce moyen.

L'exemple le plus caractéristique est l'ALLEMAGNE, qui permet seulement l'achat de chèques de voyage, d'accréditifs, etc... pour une contrevaieur n'excédant pas 50 Reichsmarks par jour et par personne, avec un maximum de 1.000 Reichsmarks, toutes les sommes devant être marquées sur les passeports.

De même, en LETTONIE, où la Banque de Lettonie accorde une somme en devises d'une contrevaieur maximum de 50 litas sur présentation du passeprot, cette somme y étant inscrite.

En GRÈCE, la Banqu ede Grèce accorde la contrevaieur de 1.000 drachmes en devises pour des buts de voyage.

Ces mesures nous semblent plus judicieuses. En effet, nous avons vu, en étudiant l'exportation des billets de banque que le contrôle n'en était possible et efficace que si la réimportation était interdite ou soumise à des restrictions sévères. Donc, si l'on admet que les nationaux sortent avec leur propre monnaie, comme celle-ci n'a pas cours à l'étranger, ils seront obligés de la négocier, c'est-à-dire qu'il leur faudra trouver quelqu'un la désirant, et ils ne trouveront de contrepartie qu'autant que cette monnaie peut être utilisable, soit pour le tourisme, soit pour des paiements dans le pays.

Seule, l'ITALIE a paru penser à ces objections et prévoir que la négociation doit être possible. Par le système du certificat délivré par la douane, cette vente se fait immédiatement au cours officiel, la remise des billets accompagnés du bordereau de la douane s'effectuant en compte libre.

Il est d'ailleurs fort possible que les autres pays aient songé à cette objection, mais ont jugé que la difficulté pour leurs natio-

naux de négocier leur monnaie, et la probable dévaluation qu'ils auraient à subir de ce chef, seraient encore une entrave de plus à leur sortie, et que si cela concourait à l'empêcher, cela répondrait bien à leurs désirs cachés et qu'ils pourraient répondre aux plaintes de leur nationaux : « Ce sont les étrangers qui vous imposent cette perte et veulent vous voler ; vous n'avez qu'à ne pas aller chez eux. »

D'autres pays n'ont pas pris d'attitude à cet égard, et permettent la sortie d'un certain montant, soit en monnaie nationale, soit pour la contrevaletur en devises. Ainsi, en LITHUANIE, les voyageurs peuvent emporter 200 Litass ou la contrevaletur en monnaie étrangère.

EN URUGUAY, ils peuvent emporter 300 dollars par mois, ou la contrevaletur en une monnaie. En BELGIQUE, pendant la période de blocage, les nationaux ne pouvaient exporter plus de 500 francs belges ou la contrevaletur en devises par jour et par personne, le montant total ne pouvant dépasser 30.000 francs.

Voici donc les principales règles pour limiter l'exportation des capitaux par l'intermédiaire du tourisme. Nous voyons partout le même souci de limitation qui, parfois, constitue presque une barrière infranchissable, tellement le montant est bas.

Nous allons maintenant étudier les réglementations s'appliquant aux étrangers. Nous allons voir tout d'abord les règles d'entrée ou de sortie des devises ou des monnaies nationales, par ce moyen, puis, nous étudierons ensuite les systèmes utilisés pour attirer les étrangers par des sortes de primes en se servant de monnaies bloquées, achetées évidemment au-dessous du cours officiel du change.

En LITHUANIE, les étrangers peuvent exporter des devises étrangères à concurrence des montants importés par eux et déclarés à l'entrée, à condition que leur séjour ne dépasse pas quinze jours. Si ces conditions ne sont pas remplies, les étrangers ne pourront exporter plus de 200 litass ou la contrevaletur en devises, sauf autorisation du contrôle des changes.

Ces règles s'expliquent facilement par le fait qu'il est difficile d'admettre qu'on a pu résider pendant plus de quinze jours dans un pays et remporter une somme presque égale à celle qu'on a importée. Si cela est vrai, c'est que l'on a vécu grâce à d'autres sommes (comptes bloqués, versements de la main à la main des nationaux, etc... et c'est cela que l'on veut empêcher.

De même en GRÈCE, il y a pour les étrangers l'obligation de déclarer, à l'entrée, les sommes dont ils sont porteurs. Pour les sommes en monnaies étrangères, ils peuvent les conserver, de même que les sommes en drachmes inférieures à 1.000 drachmes. Pour les sommes dépassant ce montant la douane s'en saisit et les verse d'office à un compte bloqué au nom du possesseur, ce compte n'étant utilisable que pour faire des paiements à des Grecs, sauf pour l'achat de marchandises destinées à l'exportation.

Il est difficile de comprendre le but de ces mesures puisque le montant en devises n'est pas limité et qu'il est toujours facile de transformer ces sommes en drachmes (soit au marché officiel, soit sur des marchés clandestins, dont nous avons vu l'extension justement en Grèce et avec une forte prime). De plus, le fait que l'on permette d'utiliser les drachmes saisies justement au cours du voyage, pour les frais de subsistance et d'entretien ne paraît pas de nature à empêcher une réimportation de monnaies nationales, si c'est le but poursuivi.

En YUGOSLAVIE, l'exportation des devises ou de dinars importés n'est possible (malgré la confirmation des autorités douanières de la frontière sur l'importation effectuée), que dans le délai de 30 jours pour les voyageurs de transit, ou de 60 jours pour les touristes visitant la Yougoslavie. Les exportations doivent se faire dans la même monnaie que les importations. Pour l'exportation du produit en dinars, provenant de la vente des devises, une autorisation spéciale du ministre des Finances est nécessaire. Ces mesures nous semblent carrément mauvaises. En effet, elles contrarient

et gênent les touristes et, même si elles ont pour but d'empêcher une fraude, la perte pouvant résulter d'une diminution ou d'une disparition totale du tourisme, nous paraît plus grave et plus préjudiciable, à tous égards, pour un pays qui a toujours intérêt à se concilier les étrangers et à les attirer, car ils peuvent faire à leur tour de la propagande et développer ainsi les exportations invisibles sous la forme de touristes consommateurs et payeurs en devises.

Nous allons voir, au contraire, les mesures prises dans certains pays, pour attirer les étrangers : le moyen le plus généralement employé est celui de l'utilisation d'un compte bloqué, ce qui peut attirer, soit le titulaire du compte lui-même, soit, ce qui est le plus fréquent, un étranger qui aura racheté au titulaire le droit de disposer de son avoir, rachat qui se sera effectué au-dessous du pair, ce qui constitue une perte pour le propriétaire, mais elle est compensée en partie par le fait qu'il a reçu immédiatement la contrevaletur, et pour l'acheteur, c'est un moyen de se procurer à bon compte des moyens de paiement pour le pays où il désire se rendre.

En ALLEMAGNE, à partir de l'accord de février 1933, les banques eurent la possibilité de dégeler leurs avoirs en les faisant enregistrer à la Reichsbank et verser dans un compte tourisme non productif d'intérêts. Ces marks, appelés « Registerrmarks », peuvent être employés, à raison de 3.000 Reichsmarks par mois et par personne, payables à raison de 1.000 par périodes de 10 jours et seulement après un séjour effectif de 10 jours en Allemagne. Diverses restrictions affectent leur négociation dans les villes frontalières. Cette somme fut ensuite réduite et utilisable seulement à raison de 50 Reichsmarks par jour et par personne. Toutes les sommes qui sont versées sont inscrites sur le passeport du touriste pour vérifier que la somme employée ne soit pas supérieure à celle permise. Toute exportation de ces Reichsmarks est interdite.

En AUTRICHE, depuis le 3 mai 1932, la Banque Nationale autorise la libération, sur les fonds bloqués, de 2.000 schillings par

mois, et par étranger voyageant en Autriche, à condition que l'utilisation soit faite en vertu d'une lettre de crédit ou d'un accreditif. A partir du 24 janvier 1933, les banques autrichiennes sont autorisées à vendre des schillings aux cours pratiqués à l'étranger et à en créditer les étrangers en compte schillings libres, pour paiements à l'intérieur du pays.

On voit ici que le système de primes offertes aux touristes est même élargi. Ce ne sont plus seulement les comptes bloqués qui peuvent servir, mais d'autres schillings. Cela encourage peut-être les touristes, mais la perte n'est alors plus supportée par des étrangers, et c'est reconnaître, plus ou moins officiellement, la dépréciation du schilling et l'admettre.

En HONGRIE, les Pengœs en compte provenant de titres remboursés par tirage, ou de coupons échus, de lettre de gage et d'obligations d'émission hongroise, d'intérêts de prêts étrangers à court terme ou de leur remboursement, de créances provenant de l'importation de marchandises et les avoirs en Pengœs bloqués autorisés par la Banque Nationale de Hongrie peuvent être libérés à raison de 600 Pengœes par personne et par semaine pour l'usage personnel du propriétaire de ces avoirs voyageant en Hongrie. Les prélèvements devront être inscrits sur le passeport du bénéficiaire. Il est possible d'acheter dans les agences de voyage ou dans les banques autorisées des chèques de voyage contre présentation du passeport sur lequel le paiement sera inscrit. Les chèques de voyage sont créés pour 25, 50, 100 et 300 pengoes. Chaque personne est autorisée à dépenser 100 pengoes par jour, exception faite pour les habitants des pays limitrophes (Autriche, Tchécoslovaquie, Yougoslavie, Roumanie), pour lesquels la limite de paiement est de 50 pengoes par jour et par personne.

En ROUMANIE, les étrangers sont seulement astreints à une déclARATION des sommes en monnaies étrangères dont ils sont porteurs. D'après la loi du 12 avril 1935, les lei de toutes provenances qui figurent en compte externe ou en compte interne peu-

vent être utilisés pour des buts de tourisme à raison de 7.000 leis par personne et par semaine.

On voit par la série d'exemples ci-dessus le déblocage des avoirs en compte pour des buts de voyage. On remarquera qu'ils ne peuvent être libérés que par des sommes assez peu considérables, ceci pour éviter un trafic d'une part, d'autre part pour ne pas étendre ce déblocage à des paiements qui ne seraient pas uniquement nécessités par le voyage et ne pas provoquer des exportations de marchandises qui seraient payées par une monnaie dévaluée grâce à ce moyen.

Nous allons maintenant étudier le système adopté en ITALIE. Les étrangers peuvent importer en Italie une somme de 2.000 livres par personne, cette somme devant être en coupures de 100 livres au maximum. En ESPAGNE, il est permis aux touristes d'importer avec eux les sommes en billets qui seront nécessaires pour payer leurs frais de séjour en Espagne. Cette somme sera inscrite sur le passeport. Il y a sur les places étrangères des marchés de billets italiens ou espagnols offerts à un cours dévalué, puisqu'il y a peu de moyens pour les réimporter (uniquement tourisme ou crédit en compte libre comme on va le voir ci-dessous). Cela permet donc aux voyageurs désireux de se rendre en Italie ou en Espagne, d'obtenir du change dans de bonnes conditions et de l'entrer légalement. Mais cette prime à l'importation se double. En effet, à leur sortie, les voyageurs doivent présenter le solde de la somme à la douane qui leur délivre un certificat constatant la somme et la sortie régulière de ces billets. Grâce à ce visa de la douane, les billets seront remboursés au taux officiel. Sur ce solde, ils bénéficient donc de la différence des cours, différence qui est de l'ordre de 25 % environ. Il peut même se faire un véritable commerce là-dessus, car les Italiens n'ont pas mis de limite de temps et il n'existe aucun empêchement à faire la chose suivante : circuler tout le long de la frontière, sortir à chaque poste en se faisant délivrer le certificat et toucher à chaque fois la prime de rem-

boursement, les dépenses en Italie étant réduites au strict minimum. En Espagne, il semble qu'on veuille instituer un contrôle par l'inscription des sommes sur les passeports et l'envoi de relevés par les douanes des certificats délivrés au Centro Oficial de Contracción de Moueda. Ces mesures sont trop récentes pour qu'on puisse juger de leur efficacité.

En dehors de cette question de profits possibles pour l'Italie, on peut se demander si toutes ces mesures faites pour attirer les touristes sont efficaces. Autrement dit, des personnes vont-elles à l'étranger parce qu'elles profitent d'une vie bon marché grâce à l'achat de moyens de paiement dévalués, ou y seraient-elles allées de toutes façons et, dans ce cas, ces mesures auraient été plutôt néfastes puisqu'elles auraient empêché une entrée de devises qui se serait faite normalement. A cela il est difficile de répondre avec certitude. Cependant, il convient de remarquer qu'en Autriche, en Hongrie, les statistiques montrent une légère augmentation de touristes. En Hongrie, en 1933, augmentation de 17 % sur 1932, et en 1934 de 16 % sur 1933. En Autriche, les chiffres sont plus élevés. En 1933, augmentation de 31 % et en 1934, de 28 %. Malheureusement, dans ces statistiques, il n'est pas question des chiffres d'avant la crise, ni des chiffres mondiaux. Il serait donc nécessaire de connaître s'il y a augmentation générale du tourisme ou simplement pour ces pays qui font de leur mieux pour le développer chez eux.

X. — LES TRANSACTIONS COMMERCIALES.

Les pays se sont préoccupés de régler aussi les transactions commerciales qui consistent en une sortie ou une entrée de marchandises, celles-ci s'accompagnant, ou plutôt étant suivies d'entrée ou de sortie de devises en contrepartie.

Puisque cela se traduit par une entrée et une sortie de devises, les pays qui instituèrent le contrôle du change, prirent immédiatement des mesures visant ces opérations. C'est en plus une

sortie ou une entrée parfaitement visibles et, depuis longtemps, les pays avaient profité des mouvements de marchandises pour instituer des taxes plus ou moins lourdes à l'entrée.

Ces taxes remplissent un double but :

1) Elles aident à remplir les caisses de l'Etat. C'est ainsi une sorte d'impôt indirect, car les marchandises subissant cette taxe seront revendues à l'intérieur du pays plus chères, et ce sont les consommateurs nationaux qui la paient.

2) Elles protègent les marchandises produites dans le pays même, puisque celles-ci ne payant pas cet impôt, peuvent être vendues moins chères. Cela permet une marge de bénéfice plus grande ou des prix de revient plus élevés (salaires, taux d'intérêt, etc...)

Certains pays ont augmenté ces taxes en vue de restreindre les importations ; cela s'est produit non seulement dans les pays à change contrôlé, mais dans tous les pays, sous prétexte de protéger leur propre industrie ou agriculture, et une guerre des tarifs et de barrières douanières s'est établie avant même que la crise monétaire se soit produite. On a vu que toutes ces mesures de protectionnisme avaient été l'une des causes de la crise économique qui a entraîné la crise monétaire de 1931.

Les pays à contrôle de change ont voulu, par tous les moyens possibles avoir une balance commerciale active. En effet, par suite de leurs dettes vis-à-vis des étrangers, dettes publiques des emprunts de guerre ou de stabilisation, dettes privées à court ou long terme ayant servi à industrialiser le pays, à rationaliser les usines ou l'agriculture, etc..., ces pays ont eu besoin de devises, soit pour payer les intérêts de ces emprunts, soit pour les rembourser. Le moyen le plus efficace pour se les procurer est un excédent des exportations sur les importations. Leur but a donc été de favoriser les exportations et de limiter les importations. Pour cela, ils avaient espéré qu'en mettant, à l'entrée, des taxes prohibitives

sur les marchandises, les entrées se réduiraient d'elles-mêmes. Mais les autres pays ont immédiatement édictés des hausses de tarifs par mesures de représailles, et les exportations du premier pays se sont trouvées ralenties du coup, et pratiquement, au bout de peu de temps, la balance revenait au même point.

Nous allons voir ce que chacun des pays a trouvé pour arriver au but, et dans le premier chapitre, nous allons étudier la réglementation des importations avec toutes les tentatives faites pour les restreindre, ainsi que la réglementation établie pour le paiement de ces importations. Nous étudierons ensuite le cas des exportations. Nous verrons les efforts faits pour les développer, puis les règles établies pour éviter que la sortie des marchandises ne soit accompagnée d'une fuite de capitaux nationaux, par suite de la non rentrée de la contrevaleur dans le pays.

A. — LES IMPORTATIONS.

Elles consistent, par définition, en une entrée de marchandises ayant pour contrepartie une sortie de monnaie correspondante.

Les pays ont voulu empêcher ou restreindre cette sortie de monnaie, donc l'entrée des marchandises. Nous allons voir tout d'abord les mesures s'appliquant uniquement à l'entrée des marchandises, puis nous verrons celles qui s'appliquent à leur règlement. Nous avons ainsi toute une série de mesures différant suivant les pays.

Dans ce chapitre, nous parlerons uniquement des conditions générales, mais la plupart des pays ont conclu avec d'autres, des accords de compensation que nous étudierons dans le chapitre suivant. Les accords de compensation ont pour effet de modifier complètement les mesures prises pour le règlement des marchandises. Il ne faut rapporter ce que nous disons à cet égard qu'aux pays sans accords de compensation, ou aux périodes antérieures aux accords.

Dans certains pays, on s'est efforcé de restreindre l'entrée des marchandises en fixant des contingents. Ainsi, en TURQUIE, toutes les marchandises sont contingentées. Chaque trimestre, il paraît une liste de marchandises avec le contingent fixé pour chacune d'elles. Il n'est accordé de devises pour le paiement qu'après le dédouanement et vérification que ces marchandises rentrent bien dans les limites du contingent. Les retards peuvent être très longs, car, une fois les vérifications effectuées il faut encore tenir compte des disponibilités en devises. En attendant les devises, les sommes sont portées à un compte bloqué non productif d'intérêt.

De même en IRAN, la Commission des devises publie chaque mois la liste des marchandises dont l'importation est autorisée avec les contingents fixés. Les objets de luxe : automobiles, soieries, dentelles, etc... sont interdits. Pour les autres articles, les contingents ont été fixés en se basant sur l'année 1929. Toutes les importations étant réduites de 50 % sur le poids. A partir du 25 février 1931, il fut interdit d'importer des marchandises quelconques, même dans les limites du contingent, sans exporter la même valeur en marchandises. Pour pouvoir faire sortir des marchandises, il fallait présenter à la douane un certificat d'exportation de même valeur, (certificat pouvant être acheté, et nous verrons qu'il a servi à payer une prime aux exportations,) et le permis d'importer ; celui-ci étant délivré par la Commission des devises dans la limite des contingents autorisés.

L'inconvénient de ce genre de mesures est que, par leur nature, elles sont connues des étrangers. Ceux-ci prennent à leur tour des mesures de représailles en contingentant les produits venant de ce pays. Aussi, quand les pays réussissent à diminuer les importations, et cela dans la mesure et pour les produits qu'ils veulent, ils voient leurs exportations se réduire, et le solde de leur balance commerciale ne s'en trouve pas changé.

Aussi, dans d'autres pays, ce n'est pas l'entrée qui a été interdite ou restreinte, mais le paiement, ou plutôt le transfert, qui a

été soumis à des restrictions variables. C'est même le cas le plus général.

Ainsi, en BULGARIE, la Commission des changes n'accordait pas de devises pour les importations dites de luxe : automobiles, parfums, soieries, bijoux, etc... A partir du 19 mai 1932, les importations furent restreintes à 50 % du volume admis en 1931.

En BOLIVIE, de même, après la levée du moratoire de novembre-décembre 1931, toutes les marchandises, dites somtuaires, ne pouvaient être payées en devises.

Dans beaucoup de pays, la Commission de contrôle accordait des devises, mais en tenant compte de l'utilité plus ou moins grande des produits. Elle divisait les marchandises en un certain nombre de catégories : articles de première nécessité, indispensables, utiles, etc... Naturellement, ces catégories varient avec la production et les besoins de chaque pays, mais le principe reste le même.

En ANGOLA, la Commission des changes donne des numéros pour l'octroi des devises. La préférence est donnée aux marchandises métropolitaines, puis aux marchandises de première nécessité vendues en Escudos. Celles dont le prix est libellé en devises étrangères sont réglées en dernier lieu. Le retard varie suivant la classe de marchandises de six mois à deux ans. Enfin, il n'est pas accordé de devises pour toutes les marchandises auxquelles le caractère d'utile n'aura pas été reconnu.

De même en ISLANDE, les devises étrangères ne sont accordées que pour les marchandises dites de nécessité. En COLOMBIE aussi, la Commission de contrôle des changes donne des numéros. Elle s'assure tout d'abord si la traite correspond bien à une importation réelle de marchandises et ne délivre de numéro qu'après dédouanement et au vu de justifications. Elle exige :

1° Une facture commerciale originale avec indication du mode de l'expédition de la marchandise et des marques et numéros effectivement apposés sur les caisses ou colis ;

2°) Une facture consulaire et connaissance établis en due forme ;

3°) Un manifeste de liquidation en douane.

De plus, dans l'attribution des devises, elle tient compte de l'utilité des marchandises, de leur provenance et de la monnaie dans laquelle les effets sont rédigés. Autrement dit, elle cherche à favoriser les pays qui lui achètent et dont elle a, par conséquent, un stock de devises plus important.

Suivant le décret du 7 mars 1932, le remboursement d'effets en monnaies étrangères correspondant à des importations antérieures au 26 septembre 1931 est autorisé par acomptes inférieurs ou égaux à 20 % du montant de l'effet.

Nous arrivons ici à un système qui a été aussi fréquemment employé dans les pays de l'Amérique du Sud, qui n'ont pas voulu donner un tour préférentiel à certaines importations.

Au CHILI, par exemple, les importations autorisées par la Commission (et seules étaient permises celles dites de nécessité) étaient réglées à raison de 4 % du montant de l'effet tous les deux mois.

En URUGUAY, à partir du 1^{er} janvier 1932, les effets étaient recouvrables à raison de 20 % par mois. A partir de juin 1932, les effets furent créditable en compte disponible jusqu'à 1.000 pesos par courrier, utilisable pour des paiements dans le pays et convertible avec autorisation. Au-delà, il faut l'autorisation de la Commission de contrôle.

A partir du 23 février 1935, l'importateur uruguayen ne peut faire une importation qu'avec l'autorisation de la Commission des changes. Cette autorisation est généralement donnée pour les matériaux de constructions, les machines nécessaires à l'industrie et les animaux reproducteurs.

L'évolution de l'Uruguay nous semble extrêmement intéres-

sante. Nous voyons d'abord la Commission retarder le paiement de tous les effets sans distinction, sauf ceux d'un petit montant laissé libre, puis faire une distinction suivant les marchandises. Cette distinction est faite AVANT L'IMPORTATION, si bien qu'en cas d'autorisation, l'exportateur est sûr de recevoir les devises en contrepartie, et cela dans les délais d'usage. Cela peut donc l'inciter à consentir des prix plus bas, puisqu'il est sûr de recouvrer le paiement sans retard, et cela évite toute discussion possible entre acheteur et vendeur, celui-ci n'ayant qu'à s'inquiéter de savoir si l'acheteur a bien obtenu le permis préalable.

Nous verrons, d'ailleurs, par l'étude d'autres pays que cette mesure tend à se généraliser. Ainsi, en ARGENTINE, nous assistons à une évolution assez analogue qui aboutit aussi à la règle du permis préalable.

Pour les effets simples, quel qu'en soit le montant, il fallait une autorisation de la Commission. Pour les effets documentaires, la faculté d'appliquer du change était d'abord illimitée, puis, au 4 juin 1932, elle fut limitée à 5.000 pesos, puis à 1.000 pesos, le 1^{er} avril 1933.

Puis, à partir du 6 juillet 1932, les effets correspondant aux branches de commerce suivantes : joaillerie, argenterie, orfèvrerie, matériel de radio et annexes, parfumerie, machines à coudre et aspirateurs de poussières automobiles, articles de bazar, films, tissus de soie, fourrures, liqueurs et vins fins, (bref, tous les objets de luxe), etc... ne sont couverts en devises, quel qu'en soit le montant, qu'avec l'autorisation de la Commission.

On voit donc qu'après un certain libéralisme, la Commission de contrôle s'est vue dans l'obligation d'abaisser les limites de couverture libre et de la supprimer même, pour un certain nombre de marchandises.

Depuis le 15 janvier 1934, les importateurs doivent se munir de permis préalables d'importation qui valent comme permis de

change et permettent le règlement en devises le jour de l'échéance.

A partir du 22 avril 1935, les marchandises sans permis préalable étaient frappées d'une taxe de 20 % que devait payer l'importateur national. Ceci avait pour but de forcer l'importateur à demander le permis, ou de le mettre dans l'obligation de recourir au marché libre du change. Cela contribuait donc à renforcer le contrôle que la Commission exerçait sur les importations.

De même au DANEMARK, les importations de produits étrangers sont normalement couvertes en devises à condition que l'importation des marchandises faisant l'objet des transactions soit autorisée. Le gouvernement publie trimestriellement la liste des marchandises dont l'importation est autorisée librement.

De même A DANTZIG, depuis le 18 juillet 1935, les importateurs doivent obtenir préalablement, à la conclusion du contrat d'achat l'autorisation de la Commission des changes.

En LETTONIE, les importations étaient tout d'abord réglées par un versement en compte bloqué dont le transfert en devises était fait au fur et à mesure des disponibilités de la Latvijas Banka ; depuis le 1^{er} avril 1935, le permis préalable d'importation valant comme permis de change est en vigueur, de même en LITHUANIE, depuis le 1^{er} octobre 1935.

En YOUGOSLAVIE, les crédits furent d'abord versés en compte bloqué non productif d'intérêts et indisponible, en attendant la couverture en devises. Pour l'accorder, l'office des devises considérait :

- 1° L'importance des rentrées ;
- 2° L'importance des besoins à couvrir par les marchandises importées.

Depuis 1935, la Commission déclara que les importateurs étaient valablement libérés de leurs dettes par le versement au compte dinars libres (dont l'utilisation est libre) de leurs créan-

ciers. Le débiteur doit fournir les pièces exigées pour la validité de ce versement : facture, documents, certificats de la douane. Si les justifications ne sont pas suffisantes, le crédit est passé en compte bloqué, mais le débiteur reste responsable vis-à-vis de son créancier.

Nous voyons que, pratiquement, en Yougoslavie, depuis 1935, les importations sont réglées en devises puisque les comptes libres sont transférables à volonté sous justifications. C'est le cas de beaucoup de pays.

Ainsi, en BELGIQUE, du 18 mars 1935 au 1^{er} mai 1935, en ANGLETERRE, du 22 septembre 1931 au 3 mars 1932, en ROUMANIE, au JAPON, au HONDURAS, au PORTUGAL, les importations sont payables en devises accordées par l'office compétent, sur le vu des documents justificatifs (facture, connaissance, certificat d'entrée de la douane, etc...).

En TCHÉCOSLOVAQUIE, la couverture d'effets jusqu'à 20.000 couronnes, se faisait au vu des pièces justificatives, au-delà, il fallait l'autorisation de la Banque Nationale Tchécoslovaque. Depuis 1935, les importations sont divisées en trois catégories :

La première pouvant se faire sans aucune autorisation ;

La deuxième nécessitant la délivrance d'un permis préalable d'importer, délivré par la Banque Nationale Tchécoslovaque ;

La troisième nécessitant, en outre, une autorisation de l'office de contrôle des changes.

Les listes des marchandises entrant dans ces catégories sont établies périodiquement par une série de décrets du ministère des Finances. Toutes les importations répondant aux conditions ci-dessus sont réglées librement aux créanciers étrangers.

En ALLEMAGNE, les effets sont crédités en marks libres, si l'effet est accompagné d'une déclaration du vendeur certifiant le

prix des marchandises. Depuis le 7 août 1934, seuls les effets en monnaies étrangères portant la mention « effectif » sont crédités en compte libre. Les autres, ainsi que ceux en Reichsmarks, sont portés au crédit d'un compte intitulé « Hinterlegungskonto », dont la conversion en devises est soumise aux répartitions effectuées par la Reichsbank.

AU BRÉSIL, au début, les tirés payent en milreis bloqués sans intérêt. A partir du 21 mai 1934, le paiement des importations approuvées par l'Inspection des banques peut-être fait en devises achetées au marché officiel. Permission réduite à 60 % du montant, le 10 septembre 1934, puis, à partir de février 1935, les importateurs devaient se couvrir au taux du marché libre (plus onéreux pour eux de 15 à 20 % environ). Depuis le 19 juin 1935, l'achat des devises du marché officiel est subordonné à l'autorisation du bureau de contrôle des devises du Banco do Brasil, avec présentation des factures consulaires et commerciales.

Les changements apportés dans la législation brésilienne sont intéressants, car ils montrent les diverses phases traversées par le Brésil dans ses disponibilités en devises.

EN ITALIE, les devises sont accordées après estampillage des documents justificatifs par le ministère des Finances. Les effets émis en monnaies étrangères pourront être réglés en monnaie italienne au change du jour, à moins que le paiement n'ait été stipulé en monnaies étrangères « effectives ». Dans ce cas, le risque du change est à la charge du tiré.

EN GRÈCE, de novembre 1931 au 26 avril 1932, les effets furent payés en drachmes bloqués sans intérêts, tant que la Banque de Grèce n'avait pas les devises disponibles. Un décret du 14 juillet 1932 stipula que ces créances, vérifiées par la Commission des changes, seront réglées par acomptes semestriels de 15 %.

EN BULGARIE, la législation est assez curieuse. Elle prévoit

que les effets sont payables : 50 % en devises et 50 % en monnaie nationale. Quand les Bulgares ont payé un acompte en devises, ils demandent une prorogation pour la suite, qu'on leur accorde toujours, car autrement la Banque Nationale de Bulgarie crédite le tout en levas bloqués, utilisables seulement pour des buts de voyage ou des achats de titres de la Dette publique bulgare libellés en levas. Ces titres n'étant pas exportables.

A COSTA-RICA, les importateurs doivent demander une autorisation à l'office de contrôle des changes en fournissant des pièces justificatives. Munis de cette autorisation, ils peuvent acheter des devises, mais le cours du change est ici librement fixé par la loi de l'offre et de la demande. C'est un des rares pays à contrôle des changes où l'office compétent ne fixe pas plus ou moins arbitrairement le cours du change.

En ESPAGNE, depuis le 1^{er} décembre 1933, tout effet nécessitera, pour obtenir le change, l'autorisation du Centro Oficial de Contratacion de Moneda. Celui-ci exige les documents et le certificat d'importation émis par la douane.

Pour accorder ces autorisations, le Centro Oficial de Contratacion de Moneda suit un tour fort rigoureux et chronologique. En attendant l'autorisation, les effets sont crédités, pour leur contrevalet en pesetas à un cours provisoire, en un compte bloqué de même que les effets libellés en pesetas. Les comptes ne portent pas d'intérêts. Quand l'autorisation est obtenue, ce crédit est à nouveau converti en devises, au même cours que ci-dessus, l'attente pour certains pays est très longue (un an ou plus).

Dans d'autres pays, les nationaux se libèrent en monnaie nationale, au cours du jour de l'échéance et en un compte bloqué non productif d'intérêts. Ils ne sont plus responsables envers leurs créanciers. Si, par suite de la pénurie des devises, ceux-ci doivent attendre longtemps avant de pouvoir le rapatrier, la perte pouvant résulter du taux du change ou du manque d'intérêts des comptes bloqués n'est pas imputable aux nationaux. C'est le sys-

tème AUTRICHIEN, de l'EQUATEUR jusqu'en 1935, du NICARAGUA où les règlements subissent un retard d'environ neuf mois actuellement, de la POLOGNE, du VENEZUELA jusqu'en de la HONGRIE.

On comprend que, réglés dans ces conditions-là, les exportateurs étrangers se soient retournés vers leur propre gouvernement pour lui demander de l'aide, ce qui a engendré les offices de compensation que nous étudierons dans notre prochain chapitre.

Que faut-il conclure des règlements que nous venons de voir ?

1°) C'est que tous les pays se sont occupés des importations ; même ceux où il n'y a pas d'autres mesures restrictives ont surveillé ces opérations.

2°) On peut ramener toute cette réglementation aux types suivants :

a) Pays dont les importateurs règlent en devises, dont l'achat est soumis aux vérifications de la Commission de contrôle :

I. — Ces autorisations peuvent être demandées avant l'importation, et c'est le cas le plus logique et qui donne à tous le plus de satisfactions.

II. — Ces vérifications se font après et entraînent des retards plus ou moins longs dans le règlement.

b) Pays instituant la libération des nationaux dans leur propre monnaie, quel que soit le libellé des effets. C'est alors le créancier qui assume le risque du change et qui a sa créance bloquée. C'est un moyen pris par certains pays pour diminuer leurs importations sans que personne ne puisse user de représailles. Ces restrictions se faisant par la volonté des étrangers de ne plus leur livrer de marchandises, puisqu'ils ne pouvaient pas en récupérer la contrepartie. Si les étrangers ne refusent pas de faire des affaires, ils élèvent tout moins leurs prix pour se prémunir contre les risques. Cette augmentation restreint automatique-

ment les ventes, et de plus, agit exactement comme un tarif douanier, protégeant les concurrents nationaux, tarif que nul ne peut déceler et qui n'est pas prétexte à représailles. Pour le pays importateur, cela répond bien exactement au résultat cherché, qui est la limitation des importations. Cela n'est pas d'une politique commerciale bien loyale et les autres pays ont dû prendre des mesures pour l'empêcher et nous en arrivons ainsi à la cause de l'institution de la compensation que nous étudierons dans le chapitre suivant.

B. — Les Exportations.

Certains pays, avant toute mesure de blocage, ont surveillé les exportations. C'est un des moyens les plus faciles de fuite des capitaux nationaux. Les exportateurs envoient leurs marchandises à l'étranger, de par la définition même de leur commerce, ils se font créditer de la contrevaletur dans une banque étrangère, ainsi un capital est sorti sous la forme de marchandises dont la contrepartie n'est pas rentrée, la richesse du pays a donc subi une perte.

Mais c'est une exportation trop visible et trop nette pour que tous les pays ne s'en soient pas préoccupés. Et cependant, il y a des difficultés, et ce n'est, en général, qu'après une expérience plus ou moins longue et d'assez grands tâtonnements que les pays ont pu arriver à empêcher toute fuite par ce moyen-là, comme nous allons le voir. Il faut reconnaître, en effet, que cela est très tentant pour les exportateurs, car en général, le blocage de la monnaie a été fait en vue d'éviter une dévaluation brutale de la monnaie. Il est connu que toute dévaluation est suivie, au moins pendant quelques mois, par un regain d'activité donné aux exportations. Les prix mettent un certain temps à se mettre au niveau des prix mondiaux, par suite de la baisse des prix de revient. Les salaires, impôts, dettes dont le montant nominal n'a pas varié, se trouvent avoir subi une baisse en mon-

tant-or, et si au bout de quelques temps, les salaires, les dividendes, etc..., doivent être augmentés par suite de la diminution du pouvoir d'achat de la monnaie, les exportations n'en ont pas moins reçu un stimulant et une hausse appréciables de leur bénéfice. Or le blocage des monnaies ne s'effectue que lorsque l'on est justement menacé de cette dévaluation espérée par les exportateurs, ceux-ci s'estiment donc lésés. De plus, il existe toujours plus ou moins des marchés clandestins à l'intérieur, à l'extérieur des ventes de monnaies bloquées ou de billets dépréciés et les exportateurs sont perpétuellement tentés.

Et évidemment, plus les taux fixés par les Offices sont différents, sont éloignés de ceux des marchés libres, plus la tentation est forte. Nous allons étudier, d'une part les mesures prises par les pays pour empêcher toute fuite, et d'autre part, les mesures prises pour encourager les exportations.

En effet, nous avons vu que pour constituer un stock des devises nécessaires au paiement des intérêts dus à l'étranger, les pays se trouvaient dans l'obligation d'avoir une balance commerciale excédentaire. Ce résultat peut être obtenu en réduisant les importations, et nous avons vu les mesures prises dans ce but, ou en augmentant les exportations.

En règle générale, tous les pays ont édicté la mesure suivante : « Il est interdit de faire des exportations quelconques de marchandises, valeurs, etc..., sans que la contre-valeur n'en soit rapatriée. » C'est-à-dire que les États ont proclamé l'interdiction de la fuite des richesses nationales. Nous allons maintenant étudier de ce point de vue, ce que chaque pays a fait pour le contrôler et faire respecter cette mesure.

Pendant la guerre, nous avons vu que les pays belligérants

avaient aussi énoncé cette obligation qui avait pu jouer à peu près grâce au patriotisme surexcité de ce temps-là. Mais dans la période qui nous occupe, la fraude s'est avérée la plus forte et les pays ont dû lutter contre elle.

Certains pays n'ont, du reste, pas eu à prendre, ou n'ont pas encore pris d'autres mesures. Ainsi, en **Belgique**, mais la procédure de blocage a été si courte que la fraude n'a pas pris une grande extension et n'a pas gêné l'office des devises.

En **Italie**, les exportateurs doivent facturer leurs marchandises avec la clause du paiement en Italie, soit en devises étrangères, soit par le débit d'un compte en liras livres ouvert à la Banque d'Italie pour l'étranger.

Un décret du 8 décembre 1934 stipule la cession obligatoire, par les banques, les sociétés industrielles et commerciales et les particuliers italiens, ou domiciliés en Italie, de toutes leurs créances sur l'étranger y compris les effets de commerce.

Au **Danemark**, au **Japon**, en **Lettonie**, à **Dantzig**, au **Nicaragua** et au **Venezuela**, les exportateurs sont tenus de déclarer leurs créances et de proposer à l'office compétent, l'achat de ces devises. Celui-ci les refuse parfois, si ces devises proviennent de pays à change déprécié ou dans les cas où peu d'affaires se traitent en cette monnaie. Les exportateurs peuvent alors les négocier librement.

A **San Salvador**, en **Colombie** et en **Bolivie**, la douane envoie à la commission de contrôle, un rapport mensuel concernant toutes les exportations. Les exportateurs doivent fournir, dans les trois mois, la preuve que la contrevaletur a bien été rapatriée.

En **Esthonie**, la contrevaletur des exportations doit être remise dans les 7 jours de la réception à la Banque d'Esthonie.

En **Roumanie**, les paiements des exportations doivent être cédés à la Banque Nationale de Roumanie, depuis le 18 mai 1932. Celle-ci admet une tolérance de 10 % pour les exportations de pétrole pour couvrir leurs frais courants à l'étranger. Les maisons exportatrices peuvent entretenir à l'étranger des dépôts de marchandises pour une quantité qui ne peut dépasser la moyenne des exportations au cours de six semaines. Il est intéressant de noter ici la première licence laissée aux exportateurs.

Nous allons maintenant étudier le cas de pays qui ayant édicté ces mesures, furent amenés à s'apercevoir de leur inefficacité et durent renforcer leurs mesures.

Nous avons dit un mot déjà de ce qui s'était passé en **Tchécoslovaquie**. Malgré un blocage très sévère, une étroite limitation des importations nettement inférieures en valeur aux exportations, les sorties d'or allaient en s'accroissant. La Banque Nationale Tchécoslovaque avait, depuis le blocage, perdu près de 70 % de sa couverture, tant en devises qu'en or. On fut donc amené à surveiller de près les exportateurs et on surprit la cause. Ceux-ci se faisaient payer au moyen de billets de banque tchécoslovaques envoyés par les acheteurs qui se les procuraient à un taux déprécié, ce qui les encourageait à multiplier leurs commandes, et faisait augmenter le niveau des exportations, mais par contre cela n'apportait pas de devises à la Banque Nationale Tchécoslovaque qui interdit ce mode de règlement par un décret du 4 décembre 1935. Depuis cette date les Tchécoslovaques doivent se faire régler en devises ou par le débit d'un compte libre en couronnes tchécoslovaques.

En **Grèce**, au début, les exportateurs étaient simplement tenus de remettre leurs devises à la Banque de Grèce dans un délai de trois mois à partir de la sortie des marchandises. Mais les exportateurs ne se soumirent pas à cette

obligation, aussi la Banque de Grèce était toujours sans devises. Elle fit organiser un contrôle à la sortie par la douane. Ce contrôle ne se montrant pas encore assez efficace, elle usa alors de deux moyens simultanés :

1^o Obligation de fournir une garantie bancaire pour la cession de devises, la douane ne laissant sortir les marchandises qu'au vu de ce reçu.

2^o La Banque de Grèce remboursera les devises, 50 % à la parité théorique, et 50 % au cours du marché libre. Ceci afin de stimuler les exportations par une sorte de prime pour la moitié du montant, et afin de réduire la tentation de frauder.

Nous allons voir que l'évolution de la Grèce vers un contrôle à la sortie existe dans bien d'autres pays.

Ainsi, au **Honduras**, les exportateurs doivent céder obligatoirement leurs devises à l'une des banques autorisées et les douanes ne laissent sortir les marchandises qu'au vu de la garantie de la Banque.

En **Islande**, les exportateurs doivent faire la déclaration de leurs transactions tous les mois à l'office des valeurs qui contrôle si la contrevaletur en devises des exportations précédentes a bien été remise aux banques autorisées. Dans le cas négatif, elle ne donne pas le permis d'exportation sans lequel la douane ne laisse pas sortir les marchandises.

En **Turquie**, les exportateurs turcs sont obligés de rendre compte tous les trois mois de la vente des marchandises exportées d'après les registres des douanes et de livrer leurs devises à la Banque Centrale, quinze jours après leur recouvrement.

En **Bulgarie**, la remise des documents doit être faite à la Banque Nationale de Bulgarie qui se charge du recouvrement des effets dont elle crédite la contrevaletur en levas aux exportateurs.

En **Uruguay**, la douane ne laisse sortir les marchandises qu'avec la preuve que la vente du change a été effectuée auprès d'une banque autorisée, ou l'engagement pris auprès d'elle de le vendre.

C'est le même régime en **Lithuanie** où les exportateurs doivent déposer au bureau des douanes, la copie des factures, les pièces d'expédition des marchandises ainsi que l'engagement de verser à la Banque Nationale ou à une banque autorisée, les devises obtenues, dans un délai de 5 jours à dater de leur réception.

Au **Chili**, le produit de la vente des exportations doit être employé à faire des importations, sinon il doit être cédé à la Banque centrale du Chili. Les exportateurs doivent fournir une garantie au moment de l'expédition des marchandises, garantie qui leur sera restituée, soit au vu des justifications de la vente du change ou d'importations.

En **Iran**, de même, le produit des exportations devait servir pour des importations correspondantes. Au moment de l'expédition des marchandises, l'exportateur se faisait remettre un certificat. A l'aide de celui-ci, il pouvait importer pour la même valeur des marchandises autorisées, sinon il pouvait vendre son certificat aux importateurs. Ceux-ci le lui payaient avec une prime qui variait entre 20 et 30 % du montant nominal. Naturellement cette prime constituait aussi un encouragement à l'exportation, car, ou bien elle se traduisait par un super-bénéfice, ou bien elle comblait une perte consentie par l'exportateur dans le but d'obtenir une commande, perte dont il savait qu'il se trouverait couvert postérieurement.

En **Argentine**, dès le 10 octobre 1931, c'est-à-dire, dès le jour de l'institution du contrôle des changes, on décréta que les exportations devraient être réglées exclusivement en devises étrangères négociables obligatoirement

dans les banques autorisées au taux officiel. La commission de contrôle publiait journallement deux cours, un d'achat, et un de vente. Le cours d'achat se trouvait majoré d'environ 10 à 15 %. La différence de change était un bénéfice pour le gouvernement qui le versait en prime aux exportateurs au prorata de leurs ventes.

Pour obtenir le permis d'embarquement, depuis 1933, les exportateurs doivent présenter à la douane une déclaration sous serment constatant la quantité et la valeur exportée et la promesse de vendre le change selon les règles de la commission des changes qui mensuellement procède aux vérifications nécessaires.

Ici on voit aussi l'évolution vers un contrôle et vers l'octroi d'une prime de change comme en Grèce ou en Iran, mais par d'autres modalités.

Au **Brésil**, les devises provenant de l'exportation devaient être primitivement livrées au Banco do Brasil. A partir du 10 septembre 1934, sauf pour le café, ces devises peuvent être négociées librement sur le marché par les exportateurs. Les exportateurs de café doivent remettre au Banco do Brasil une somme de 155 francs français par sac, ou l'équivalent en d'autres monnaies. Le surplus peut être librement négocié par eux sur le marché. Depuis le 11 février 1935, la sortie des marchandises n'est permis qu'autant que le change aura été cédé à une banque autorisée qui devra revendre 35 % du montant au Banco do Brasil au cours officiel. Ceci afin d'éviter des écarts trop grands entre les deux cours. En revanche, toutes les traites d'exportations y compris celles du café, peuvent être négociées dans ces conditions.

A **Costa-Rica** les exportateurs sont tenus de rédiger leurs factures en monnaies étrangères et ne peuvent céder leurs devises qu'aux titulaires d'une autorisation d'achat de

devises, délivré par la commission de contrôle des changes à qui ils doivent remettre chaque mois le relevé de leurs opérations (contrôlé par les registres de la douane), ainsi que le nom des acheteurs de change avec le numéro du permis délivré par la commission. Le cours du change est fixé par la loi de l'offre et de la demande. C'est un des rares pays à change contrôlé où l'organe compétent ne fixe pas plus ou moins arbitrairement un taux.

En **Équateur**, depuis 1935, 25 % des traites d'exportations doivent être cédées au Banco Central del Ecuador au taux officiel qui est actuellement d'environ 60 % du taux du marché libre. Le riz est dispensé de cette obligation. Ainsi pour tout ou partie, le change déprécié est admis pour favoriser l'expansion des exportations.

Nous avons donc vu que le cas le plus général était d'obliger les exportateurs à se faire payer en devises. Pour vérifier l'application de cette mesure, un contrôle à la douane au moment de la sortie s'est avéré nécessaire. Il nous semble en effet que c'est un moyen pratique et efficace, et, puisque les exportations, de par leur définition même, sont obligées de passer à la douane, il n'apparaît pas que ce soit augmenter beaucoup les formalités. Il reste toujours possibilité de contrebande sur les frontières, mais si celles-ci sont tant soit peu surveillées, elle ne peut se faire sur un montant bien considérable.

Nous allons maintenant étudier trois pays : la Hongrie, l'Autriche et l'Allemagne qui ont pris toute une série de mesures, non en vue de contrôler les exportations, mais dans le but de les encourager et de les développer.

La **Hongrie** permet le déblocage de pengoes du compte pengoes internes, pour trafic de marchandises pour régler les exportations. Ce compte était crédité uniquement par les remises d'effets des importateurs. Ceux-ci pouvaient donc

s'en servir moyennant une autorisation de la Banque Nationale de Hongrie pour payer des exportations. Il pouvait céder le pouvoir à d'autres, mais la Banque Nationale de Hongrie fixait le pourcentage qui pouvait y être affecté; celui-ci ne dépassant que rarement 40 %. Malgré tout, c'était intéressant pour l'acheteur étranger qui en bénéficiait, car ces pengoes se négociaient couramment avec un disagio de 20 à 25 %.

En **Autriche**, les exportateurs devaient céder leurs devises à la Banque Nationale d'Autriche qui en fixe le cours, et il était interdit de facturer en schillings les exportations. Le résultat fut qu'en 1932, pour le premier semestre, les exportations baissèrent de 41 % sur 1931, tandis que les importations n'avaient diminué que de 37 %. Le résultat était donc contraire à celui que l'on cherchait. Les exportateurs furent alors autorisés à ne remettre qu'une partie, appelée « Rohstoffquote » à la Banque Nationale; voyant que les exportations avaient plutôt tendance à reprendre, cette remise fut supprimée le 6 décembre 1932, et pour augmenter la prime à l'exportation, les avoirs bloqués en schillings furent libérés en vue des exportations, à partir du 6 avril 1933, ce qui également donna un stimulant aux exportations, qui augmentèrent en 1933 de 26 % sur 1932.

Mais c'est en **Allemagne**, que ce système de prime à l'exportation a pris le plus grand développement. Pour bien en comprendre les raisons, il faut se rappeler que environ 30 à 40 % de la production est faite en vue de l'exportation qui joue dans ce pays un rôle capital. C'est la source, non seulement de gros intérêts, mais aussi d'un travail considérable et dans un pays où le chômage a atteint d'aussi grandes proportions qu'en Allemagne, 5 millions de chômeurs en janvier 1931 — c'est une chose à encourager et à faciliter.

Le premier moyen trouvé fut ce qu'on appela l'« **export valuta** ». Les exportateurs eurent la permission de rapa-

trier seulement 50 % de leurs créances en devises. Le reste pouvant servir à l'achat d'obligations allemandes à l'étranger. Celles-ci, par suite des mesures de blocage prises par l'Allemagne spécialement sur les titres et coupons appartenant aux étrangers avaient subi une dépréciation considérable sur les bourses étrangères, et leur cours se trouvait nettement inférieur à celui coté en Allemagne au même moment. Les exportateurs faisaient donc l'arbitrage de ces valeurs entre les bourses étrangères et celles d'Allemagne, l'agio se montant à peu près à 50 % leur constituait une prime. En principe, cette latitude n'était laissée aux exportateurs que pour les affaires traitées en supplément du chiffre normal et seulement la moitié de ces exportations supplémentaires en bénéficiaient, ce qui laissait encore une prime variant de 10 à 12 % du montant exporté. C'était des fonctionnaires allemands spécialement désignés à cet effet qui étudiaient les documents remis par les exportateurs et déclaraient si les affaires considérées rentraient bien dans les conditions nécessaires pour bénéficier de cet export valuta.

Un autre mode de prime est celui offert par l'**emploi de marks bloqués** à l'achat d'exportations. Au début, seuls les possesseurs de reichsmarks bloqués en avoirs anciens (Altgushaben) c'est-à-dire le solde de leurs avoirs dans des banques allemandes au 16 juillet 1931, purent être utilisables pour le paiement de 25 % du prix de marchandises exportées d'Allemagne par le titulaire en personne. Cette permission a été étendue à partir des accords internationaux de 1933 à tous les détenteurs de marks bloqués qui en faisaient la demande, le disagio étant de 20 % environ.

Le principe est celui que nous avons vu pratiquer dans d'autres pays. L'acheteur étranger se procure des marks bloqués avec un disagio qui l'encourage à faire des commandes plus importantes. La perte est subie par le détenteur des marks bloqués.

A partir de la création de la Caisse de conversion à Berlin, la tendance fut encore accentuée. A dater du 1^{er} octobre 1933, la caisse de conversion bonifie aux détenteurs étrangers de marks bloqués, 50 % en devises ou Reichsmarks libres et 50 % en certificats de dépôts ou scrips. Le détenteur étranger pourra, s'il désire les négocier, vendre ces scrips à la Deutsche Golddiskontbank de Berlin qui les achète à 50 % de leur valeur, donc, perte de 25 % pour les créanciers étrangers. Depuis 1934, la Caisse de Conversion ne bonifie plus que 30 % en devises et 70 % en scrips par contre ceux-ci sont rachetés à 67 % de leur valeur, ce qui réduit la perte à 24 %.

La Golddiskontbank revend elle-même ces scrips à un exportateur allemand dûment autorisé par l'office de contrôle des devises, au taux de 55 %. Celui-ci rapportera alors ces scrips à la caisse de conversion qui lui règlera le montant nominal. C'est donc une prime que l'exportateur touchera et dont l'office fixera les limites. En principe, l'office n'accorde cette prime que pour des exportations additionnelles qui ne peuvent être faites que parce que le vendeur consent des conditions extrêmement basses (vente à perte), les exportateurs apportant à l'office leurs projets de contrat et tous les documents nécessaires pour bénéficier de cette remise.

Nous devons ajouter que malgré toutes ces mesures, l'excédent considérable de la balance commerciale allemande qui était de 2.780 millions de Reichsmarks a passé en 1932 à 1.073 par suite des barrières douanières et des contingents dans tous les pays. En 1933, il n'y eut plus qu'un excédent de 630 millions de Reichsmarks dont la plus grande partie n'a pas fait rentrer de devises, car elle a été payée au moyen d'écritures de scrips, etc... Enfin en 1934, ce fut un déficit dû à l'augmentation des importations par suite de l'équipement de l'Allemagne sous la pression des hitlériens.

Il est difficile de juger les résultats acquis par l'Allemagne. Évidemment son système de primes, de dumping a réussi à forcer les barrières douanières, et si l'on considère ses exportations, non plus en valeurs, mais en poids ou en volume, on peut voir qu'elles ont nettement augmenté chaque année, évidemment les prix ont baissé partout, et le système adopté par l'Allemagne en est cause pour une part.

On peut donc dire que si l'Allemagne cherchait à se procurer des devises en encourageant ses exportations, elle a échoué. Mais si, comme il est plus vraisemblable, son véritable but était de fournir du travail aux usines pour qu'elles diminuent, ou tout au moins, n'augmentent pas le chômage, elle a certainement réussi. Il n'est pas facile de dire dans quelles proportions le chômage a été réduit, car les camps de travail, les travaux publics, nationaux ou des états y ont aussi contribué mais le système qu'elle a employé y est certainement pour une part, et ses initiatives valent la peine qu'on s'y arrête.

C. — Résultats des mesures prises pour les transactions commerciales.

Il est très difficile de juger des résultats de ces mesures. Cependant la remarque qui s'impose est celle de la baisse générale du commerce international due à une diminution dans chaque pays. Nous avons vu que la tendance était la réduction des importations. Quand elle s'étend sur près de 40 pays à change contrôlé augmenté encore par les contingents arrêtés par les autres pays par mesure de protection, on comprend que cela entraîne nécessairement la baisse correspondante des exportations et on revient à la théorie des débouchés de Jean-Baptiste Say, que pour vendre, il faut acheter.

Prenons les chiffres des importations dans quelques pays,

en nous basant sur les tonnages, car les prix ayant baissé, ils risqueraient de fausser les variations.

En Bulgarie, les importations qui, en 1929, se montaient à 505 millions de tonnes furent réduites en 1932 à 261, soit près de 50 %. De même en Yougoslavie, elles passent de 1.672 en 1929, à 880 en 1932.

En Roumanie, de 597 à 301, en Argentine, de 1.110 à 780, en Grèce, de 2.575 à 2.372 (cette très faible diminution est imputable d'une part, à ce que la Grèce importe surtout des produits alimentaires et des marchandises de première nécessité, d'autre part, à ce que nous avons vu, les importateurs craignant une dévaluation de la drachme, avaient, de la fin de 1931 à la fin de 1932, constitué des stocks importants). En 1933, la baisse s'est accentuée, et les importations tombent à 1.987, et à 1.881 en 1934, etc...

Bref, dans tous les pays, nous voyons des baisses pouvant atteindre 50 % des importations. Pour les exportations, les barrières douanières opposèrent aux pays donnant des primes par une dévaluation plus ou moins déguisée, et pratiquant le dumping, un obstacle assez sérieux. Mais si l'on examine leur part dans le commerce extérieur, on verra qu'il y a une très nette augmentation spécialement au cours de l'année 1932, environ 24 %. Ensuite, les autres pays ont réagi plus vigoureusement. On peut dire cependant que ces pays ont réussi à atteindre en partie le but qu'ils s'étaient fixé. Mais le commerce international a été gravement atteint. Ainsi, si l'on prend le nombre 100 comme indice du commerce mondial en 1929, on a le tableau suivant :

En 1929, l'indice est de 100.

— 1930,	—	—	80.
— 1931,	—	—	57.
— 1932,	—	—	40.
— 1933,	—	—	35.
— 1934,	—	—	33.

C'est-à-dire qu'après 5 ans de crise économique et financière, le commerce mondial a été réduit des 2/3.

Nous verrons dans le chapitre suivant un certain nombre de mesures qui ont pour but de faciliter les transactions commerciales en permettant le règlement de ces dettes sans obliger les états à sortir des devises, et de limiter les répercussions des systèmes de blocage qui ont pour effet, et cela dans tous les pays, de diminuer le commerce extérieur et de tendre à les faire vivre plus ou moins en économie fermée. Ce sont des traités de commerce d'un genre assez particulier : les accords de compensation qui en sont la base.

CHAPITRE IV

LES RÉACTIONS DES AUTRES PAYS VIS-A-VIS DU BLOCAGE

Nous avons vu les mesures prises par les pays à contrôle de change pour les règlements des dettes commerciales. La congélation des créances des étrangers amena chez ceux-ci toutes sortes de réactions. La première fut certainement un accès de xénophobie, étendu à tous les pays qu'ils fussent ou non bons payeurs. Les étrangers étaient considérés comme des gens de mauvaise foi. Cette tendance de l'opinion publique fut dans certains pays exploitée en faveur des industries et du commerce nationaux. La campagne la plus caractéristique à ce point de vue, fut celle menée en Angleterre en 1931 sous l'étiquette « Buy British » (achetez anglais), et qui fut patronnée par le Prince de Galles, suivi par toute l'aristocratie anglaise, par the Empire marketing board, par la chambre de commerce, etc... Cette campagne porta des fruits ; ainsi on vit, au moment de Noël, les jouets de fabrication anglaise représenter environ 70 % du total, tandis que les années précédentes, le pourcentage n'était que de 10 à 15 %. De même, le tourisme à l'étranger diminua beaucoup, aidé en cela par la dévaluation de la Livre. Bref, les Anglais restèrent chez eux et consommèrent surtout des produits anglais. Pour un pays qui fut le rempart du libre échangeisme, pendant si longtemps, ce revirement de l'opinion publique créant un état d'esprit de protectionnisme est caractéristique.

En France, en Italie, en Allemagne, des campagnes d'opinion publique agirent dans le même sens.

Naturellement, les pouvoirs publics agirent aussi, et dans tout le courant de l'automne 1931, ils prirent ou augmentèrent les mesures de protectionnisme.

Elles peuvent se ramener à deux types : les tarifs douaniers et les contingentements.

Les États-Unis avaient depuis longtemps un tarif douanier assez élevé. Nous avons vu que la hausse de ce tarif en 1930 avait été une des causes de la crise. Malgré cela, il y eut une nouvelle hausse en novembre 1931, pour compenser les dévaluations des monnaies et spécialement de la livre. Les droits de douane atteignirent parfois 100 % de la valeur des produits, le nombre des marchandises admises en franchise ou avec des tarifs peu élevés diminua à chaque modification du tarif.

De même en France, en automne 1931, une élévation des droits de douane amena pendant quelques mois une guerre des tarifs avec l'Angleterre ; en effet, une des causes de cette élévation était nettement imputée à la dévaluation des monnaies, et ces droits pouvaient varier dans les proportions de la variation de la monnaie. Les Anglais ripostèrent en frappant les importations françaises d'une majoration de 15 % « ad valorem ».

L'Angleterre avait pris les premières mesures douanières en novembre 1931. A partir de cette date, les élévations de tarif et surtout leur extension, se poursuivit rapidement.

La Suisse, la Belgique, la Hollande, la Grèce (le 26 avril 1932) imitent. Bref, tous les pays, en peu de temps, mettent des droits à l'entrée des marchandises, qui arrivent parfois à les empêcher d'entrer.

Nous avons vu que les pays à change contrôlé les appréciaient justement parce qu'elles produisaient une restriction

automatique des importations et leur fournissait de plus, un revenu fiscal non négligeable.

Un autre procédé consiste dans le contingentement. Les pays qui le pratiquent fixent pour un certain nombre de produits, une quantité qui peut être importée (mensuellement ou trimestriellement suivant les pays). Les importateurs doivent demander une licence d'importation qui leur est décernée dans les limites prévues et les douanes ne laissent entrer les marchandises qu'au vu du permis. C'est donc un contrôle des importations qui a l'avantage d'être très souple et de permettre de les faire varier facilement suivant la production nationale correspondante, les besoins du pays et, pour les pays à change contrôlé, les disponibilités en devises. Aussi ce système est-il employé par la plupart de ces pays, la Turquie ayant été la première à l'adopter officiellement, car dans certains cas, on peut dire qu'il fonctionne d'une manière plus ou moins occulte, lorsque les importations sont soumises à l'autorisation d'une commission de contrôle qui ne publie pas les produits admis, avec leur quantité, mais qui pratiquement le fait. Cette manière de procéder à des restrictions d'une façon tout arbitraire et secrète a d'ailleurs tendance à disparaître. En Grèce, en Tchécoslovaquie, en Bulgarie, en Roumanie, en Hongrie, dans la plupart des pays de l'Amérique du Sud, on peut savoir à l'avance les produits dont l'importation sera admise, avec le contingent affecté.

La France fut l'un des premiers pays à change libre à pratiquer ce système et à l'étendre assez rapidement à un grand nombre de produits (novembre 1931). Elle fut suivie par la Suisse, la Belgique, la Hollande, l'Italie, l'Espagne, etc...

Toutes ces mesures de protection tendent à faire vivre les États en économie fermée, mais outre que certains pays ne le peuvent absolument pas, manquant de produits alimentaires ou de marchandises de première nécessité, il est rare qu'avec la complexité de la vie moderne, ils puissent

produire tout ce dont ils ont besoin. Ce sont les États-Unis qui paraissent le plus près de cette possibilité, et cela peut expliquer en partie leur protectionnisme, malgré cela, ils importent et, spécialement d'autres pays de l'Amérique, en particulier du Canada, un certain nombre de produits qui leur manquent, soit tout à fait, soit en quantité suffisante.

Il fallut donc trouver des moyens de permettre des transactions commerciales, malgré les règles sur la non exportation des capitaux. Car le blocage des créances eut pour effet d'empêcher tout commerce international.

Le premier moyen employé fut le troc. Cela consiste à revenir aux habitudes des premières transactions commerciales qui n'étaient plus en usage que dans certaines peuplades sauvages de l'Afrique ou de l'Océanie. On échange une certaine quantité de marchandises contre une autre d'un produit différent, sans faire intervenir l'usage de la monnaie.

Ainsi en automne 1931, on assiste à des échanges stupéfiants dont nous allons donner quelques exemples. Les États-Unis échangent du blé contre du café du Brésil. En juillet 1931, l'Allemagne fait un accord avec le Brésil et lui donne du charbon contre du café. En mai 1932, l'Allemagne échange avec l'Égypte des nitrates contre du coton. En juillet 1932, les États-Unis et le Chili font un accord moyennant quoi les premiers livreront du blé contre du salpêtre. De même l'Allemagne et la Bulgarie troquent du matériel roulant contre du tabac, etc...

En général, ce sont les états eux-mêmes qui organisent le troc, car il est difficile à un particulier qui produit une marchandise de se mettre à vendre tout à coup une autre qui n'a aucun rapport avec la première, et on verrait avec un certain étonnement une entreprise de construction de wagons se mettre à vendre du tabac, comme elle y aurait été conduite par le troc que nous venons de voir.

Le 18 avril 1932, il fut même créé à Brême : l'Internationale-Waren-Clearing pour organiser et favoriser le troc par des arrangements entre importateurs et exportateurs allemands. C'est en partant de cette entente entre importateurs et exportateurs compatriotes que l'on a institué l'organisation de la compensation.

Le principe est d'éviter tout transfert de devises d'un pays à un autre. Pour cela on provoque des ententes entre importateurs et exportateurs du même pays qui se régleront réciproquement leurs dettes et créances à l'intérieur du pays et dans la monnaie nationale en contre-partie de celles qu'ils auraient vis-à-vis d'étrangers.

L'application de ce principe aboutit à des accords de compensation entre pays dont nous allons étudier le fonctionnement.

La cause de ces accords est clairement stipulée par l'article 1^{er} du décret du 3 décembre 1931 en France : « Afin de sauvegarder les intérêts des exportateurs français dans les pays qui ont établi un régime de contrôle des devises... dans des conditions de nature à entraver le règlement des créances françaises. »

Les premiers accords furent en effet signés par la volonté des pays qui n'avaient pas institué de contrôle et où l'on voyait le fait suivant se produire. Tandis que les exportateurs avaient leurs créances immobilisées dans certains pays, les importateurs payaient, eux, leurs achats régulièrement et dans la plupart des cas, avec ces devises dont on refusait de se dessaisir au profit de leurs compatriotes. C'est donc leurs récriminations qui ont amené les Gouvernements à signer les accords de compensation. Le premier qui fut signé fut celui entre la Suisse et la Hongrie en novembre 1931, puis entre la Pologne et l'Autriche, la Roumanie et l'Autriche, la Suisse et l'Autriche en décembre 1931, la Roumanie et la

Hongrie, la Hongrie et la Belgique, la Yougoslavie et la Belgique, l'Autriche et la Bulgarie, la Bulgarie et l'Allemagne, la Bulgarie et la Suisse, l'Allemagne et la Hongrie, la Grèce et l'Allemagne, la Turquie et l'Allemagne, l'Esthonie et l'Allemagne, la Lettonie et l'Allemagne, la Yougoslavie et l'Allemagne, l'Allemagne et le Danemark, l'Allemagne et la Russie, l'Allemagne et la Suède, l'Italie et l'Autriche, l'Italie avec la Hongrie, la Yougoslavie avec l'Autriche, la Hongrie avec l'Autriche, la Pologne avec la Hongrie, l'Autriche avec la Pologne, l'Autriche avec la Turquie en juillet 1932, etc... On voit le nombre d'accords qui ont été signés dans l'année qui a suivi l'introduction du système de blocage.

Pour la France, elle a conclu 15 accords dont nous donnons les dates de signature et de mise en vigueur par ordre chronologique :

Avec la Hongrie, accord signé le 4 mars 1932, entré en vigueur le 12 mars 1932.

Avec la Lettonie, accord signé le 8 mars 1932, entré en vigueur le 26 mars 1932.

Avec l'Esthonie, accord signé le 26 mars 1932, entré en vigueur le 6 avril 1932.

Avec l'Autriche, accord signé le 16 avril 1932, entré en vigueur le 18 avril 1932.

Avec la Grèce, accord signé le 9 juillet 1932, entré en vigueur le 30 juillet 1932.

Avec le Chili, accord signé le 11 novembre 1932, entré en vigueur le 23 novembre 1932.

Avec l'Allemagne, accord signé le 24 décembre 1932, modifié le 28 juillet 1934.

Avec la Bulgarie, accord signé le 16 janvier 1933, entré en vigueur le 27 janvier 1933.

Avec la Yougoslavie, accord signé le 27 janvier 1933, entré en vigueur le 30 janvier 1933.

Avec la Colombie, accord signé le 1^{er} février 1933, entré en vigueur le 3 février 1933.

Avec la Turquie, accord signé le 27 juillet 1933, entré en vigueur le 13 août 1933.

Avec l'Équateur, accord signé le 27 juillet 1933, entré en vigueur le 4 août 1933.

Avec l'Uruguay, accord signé en 1933.

Avec la Roumanie, accord signé le 1^{er} août 1934, entré en vigueur le 2 août 1934.

Avec le Brésil, d'abord compensation unilatérale organisée par l'arrêté du 8 juillet 1933, puis accord signé le 11 mai 1934.

On peut dire d'une manière générale que si deux pays ont des relations commerciales tant soit peu considérables, ils ont presque toujours signé un accord. Nous allons voir les diverses clauses contenues dans ceux-ci, et nous nous arrêterons un peu sur ceux qui présentent des modalités particulières, puis nous verrons comment, en particulier, la compensation a été organisée en France.

Nous verrons les avantages et les inconvénients des différents systèmes et leurs possibilités d'évolution du principe de la compensation.

La règle générale est de n'effectuer des compensations que pour les affaires commerciales, les dettes privées ou financières en étant exclues.

Une clause qui est une des plus importantes pour le bon fonctionnement de la compensation fixe le taux du change. On trouve ici deux mesures possibles :

1° Le taux est celui de la parité légale, ou un taux fixé par l'accord.

2° Le taux est celui du jour de l'échéance, coté à la Bourse du pays à change contrôlé.

Le premier régime fut celui employé généralement dans les premiers accords; ainsi entre la Suisse et la Hongrie, le cours était la parité légale. De même dans le traité entre la Suisse et l'Autriche, entre la France et la Bulgarie, entre la France et la Hongrie, entre la Suisse et la Bulgarie, la Hongrie et la Belgique, etc... En général, ce régime n'a pas donné de bons résultats, et souvent même à l'expiration de l'accord, on a modifié réciproquement le taux du change.

Quand le taux du change s'avère trop élevé, il facilite les importations et entrave les exportations. Donc les exportateurs étrangers bénéficient d'une sorte de prime et le but poursuivi par les pays à change contrôlé est exactement l'inverse. Le résultat est que la balance commerciale baisse.

Si l'on se place au point de vue des organismes chargés de la compensation, ils voient une réduction de leurs disponibilités qui amène des retards dans les paiements. Quant aux exportateurs nationaux, porteurs de créances en monnaie saine, ils tendent à se soustraire à la compensation qu'ils estiment les léser. Et plus la monnaie s'est pratiquement dévaluée, c'est-à-dire plus l'écart entre la parité légale et la valeur intérieure de la monnaie s'est accrue, plus ces méfaits se font sentir.

Lorsqu'on a vu que ces taux de change par trop conventionnels et éloignés de la réalité compromettaient gravement la bonne marche de la compensation, on a introduit le deuxième régime, c'est-à-dire celui du taux du jour de l'échéance, et la plupart des accords signés récemment contiennent cette clause. Mais l'objection présentée dans ce cas est au sujet des risques du change.

Tout d'abord, il faut admettre que les changes de ces pays oscillent peu, puisque justement toutes les mesures

prises sont en vue d'éviter une dévaluation brutale de la monnaie. Donc le paiement s'effectuant en général à 90 jours, l'écart n'est jamais bien considérable.

Le débiteur de l'exportateur opère le versement à la date de l'échéance dans sa monnaie calculée au cours du jour. A partir de ce moment l'organisme correspondant à l'étranger est crédité de cette somme. L'exportateur a donc un titre de créance libellé en francs et dont le montant demeure à l'abri des fluctuations monétaires qui surviendraient postérieurement au versement du débiteur à son propre organisme. Donc, à partir de ce moment, le risque de change n'existe plus. Certains pays ont cependant inséré des clauses particulières en énonçant que le versement du débiteur national n'est pas libératoire. Il ne le devient que le jour où son créancier a effectivement touché l'argent et l'en avise. Le risque du change reste donc à la charge du débiteur et certains pays ont même organisé des assurances que les débiteurs peuvent contracter contre les risques de change et qui s'élèvent de 1,25 à 2 % du montant de la créance.

Dans certains accords on introduit des clauses relativement aux créances arriérées, c'est-à-dire aux créances échues avant la mise en vigueur des accords de compensation. Le principe est en général, d'inscrire ces créances par ordre chronologique et d'affecter un certain pourcentage des versements des importateurs à ces créances qui se trouvent ainsi éteintes progressivement. Dans l'accord Franco-Roumain, toutes les créances arriérées sont bonifiées mensuellement grâce à une retenue de 17,50 % sur les rentrées, proportionnellement au montant initial de chacune d'elles et dans la mesure du versement de leur contrevalet en lei par les débiteurs roumains.

D'autres clauses visent les disponibilités des organismes compétents. La règle habituelle est qu'ils bénéficient des versements opérés par les importateurs. En général, dans

le cas où la balance s'établit normalement au profit du pays à change contrôlé (et c'est presque toujours le cas de la France, Suisse, Belgique, Angleterre, etc...), ceux-ci réclament qu'un certain pourcentage soit laissé à la libre disposition de leur Banque nationale, par exemple, dans l'accord Franco-Bulgare, il est stipulé que 30 % des versements seront mis à la disposition de la Banque Nationale de Bulgarie; dans l'accord Franco-Yougoslave, 20 % seront crédités à la Banque Nationale de Yougoslavie. Dans d'autres accords ces sommes doivent servir à des fins bien déterminées. Ainsi l'accord Franco-Allemand du 28 juillet 1934 prévoit un prélèvement de 15,75 % pour le service des intérêts des emprunts Dawes et Young. Dans l'accord Germano-Suisse, on prévoit l'affectation aux dépenses du tourisme allemand en Suisse des sommes provenant du charbon importé. De même, dans le traité entre la Roumanie et l'Autriche, on a accordé un prélèvement de 5 % sur les sommes dues à la Roumanie pour des importations de pétrole en Autriche au profit des touristes se rendant en Autriche. Ceux-ci versent à la Banque Nationale de Roumanie, avant de partir le montant approximatif de leurs dépenses; ils perçoivent un reçu au vu duquel ils obtiennent en Autriche, des schillings. Cette contrepartie vient en déduction des achats de pétrole effectués par l'Autriche.

Dans d'autres accords on prévoit des prélèvements effectués sur les disponibilités pour les frais de représentation diplomatique, des frais de séjour d'étudiants, des revenus de la marine marchande, du paiement des droits de brevets et de licences, etc...

Bref, on fait rentrer dans ces accords des clauses très diverses qui tendent à assouplir ce que ce mécanisme pourrait avoir de trop rigide et conventionnel. Mais il est arrivé que ces clauses une fois insérées, un des pays vient à les regretter et on a vu se produire des cas assez curieux.

Ainsi dans l'accord Franco-Grec, on prévoyait que pour apurer les créances arriérées, la France octroyait une licence supplémentaire pour l'entrée de 380.000 hectolitres de vin d'origine grecque. Mais cela déclencha des protestations parmi tous les producteurs de vin en France. Pour les contenter on mit sur cette entrée, une taxe de 84 francs par hectolitre, ce qui rendit toute importation de ces vins impossible.

Enfin, dans ces accords on convient si on autorisera ou non les compensations privées que nous étudierons ensuite.

Maintenant que nous avons étudié les clauses principales contenues dans ces accords, nous allons voir comment fonctionne pratiquement cette compensation en prenant la France comme modèle.

En France, un arrêté du 15 février 1932, publié au « Journal Officiel » le 23 février 1932, institua un office de compensation à la Chambre de Commerce de Paris, la Banque de France lui ouvrant des comptes pour chacun des pays intéressés.

Les grands principes qui sont à la base du système de compensation sont :

1° Les opérations commerciales ne sont affectées en rien par les accords de compensation.

2° Ce sont seulement les moyens de leur règlement qui sont réglés par ces accords.

3° La compensation ainsi instituée est collective, générale et obligatoire et non individuelle par opposition avec les compensations privées qui sont justement individuelles.

4° La compensation se fait entre importateurs et exportateurs opérant dans le même pays.

Voici comment on procède :

On institue d'abord un contrôle des importations pour éviter qu'une fuite ne se produise par le fait d'importateurs

qui ne passeraient pas par l'intermédiaire de l'office. En effet, ce ne sont pas les importateurs qui ont intérêt à passer par les offices. Ils recevaient et ont toujours reçu leurs marchandises librement et les payaient directement à leurs vendeurs. Nous avons vu dans les chapitres au sujet des mesures prises par les différents pays pour réglementer leurs exportations que celles-ci étaient parfois réglables au moyen de comptes bloqués ou de monnaie nationale acquise à l'étranger, ces deux modes de paiements revenant à utiliser une monnaie dévaluée donnaient une prime à l'importateur et lui faisaient augmenter souvent ses commandes. Or, les accords de compensation ont empêché ce mode de règlement et les importateurs ont perdu ce bénéfice.

Le contrôle se fait par l'Administration des douanes qui doit s'opposer à l'entrée en France de marchandises importées d'un pays avec lequel la France est liée par un accord de compensation tant que la preuve ne lui a pas été fournie que l'importateur a bien satisfait aux obligations lui incombant.

L'importateur doit produire une déclaration d'importation qui est visée par l'Office de compensation. En même temps, il doit verser une consignation de 10 % d'après la valeur indiquée sur la déclaration. On admet qu'on peut remplacer cette consignation par une garantie bancaire ou par le dépôt à la Banque de France d'une certaine somme garantissant la régularisation des opérations. Cette consignation est déduite par l'Office de compensation du montant de la dette de l'importateur qui, à l'échéance, ne versera que le solde, soit 90 %. En cas d'annulation du contrat, l'office rembourse la consignation.

Les marchandises en transit ou pour l'entrepôt ne sont pas astreintes à ces formalités. Mais, par contre les marchandises déclarées pour l'admission temporaire ou sous le régime

de la soumission cautionnée sont subordonnées à l'accomplissement des formalités réglementaires.

Voici maintenant les règles s'appliquant aux exportations. Pour celles-ci, seules les marchandises françaises bénéficient de la compensation. Aussi exige-t-on la production des factures visées par les Chambres de commerce du ressort de l'exportateur, certifiant la nationalité française des marchandises et leur valeur conforme aux livres. Il faut de même, pour éviter des fraudes, prouver la réalité de l'exportation, car des fraudeurs ont souvent tenté de se faire régler des exportations fictives. Il leur suffira de présenter la déclaration de sortie demandée au bureau de douane compétent.

Les exportateurs ne sont pas obligés de passer par l'office de compensation, mais comme c'est dans leur intérêt que ces offices ont été créés, et qu'ils ne peuvent autrement récupérer leurs créances que très difficilement, ils en profitent généralement.

Pour les régler l'office attend d'avoir reçu de l'organisme correspondant à l'étranger la notification du versement du débiteur. A l'avis de crédit, l'office affecte un numéro donnant à l'exportateur qui en est titulaire, sa position chronologique exacte dans l'ordre des versements à effectuer, numérotage qui est toujours suivi scrupuleusement. Les exportateurs doivent alors fournir les justifications ci-dessus mentionnées et l'office lui envoie alors, après contrôle, un récépissé ou titre de créance. Celui-ci peut être négociable. Les conditions varient avec le plus ou moins de rapidité avec laquelle s'opèrent les paiements de l'office considéré, avec le numéro d'affectation, etc...

Des questions annexes se sont posées en ce qui concerne la nationalité des exportateurs et des importateurs. En règle générale, elle importe peu, ce qui compte seul, c'est le fait d'entrée de marchandises en France ou de sortie de marchandises françaises.

Pour les importations on considère aussi seulement leur pays d'origine afin d'éviter la fraude consistant à faire passer les marchandises par un pays tiers n'ayant pas signé d'accord avec les pays considérés.

Le gros reproche adressé aux offices est le retard des règlements dû aux exportateurs qui doivent attendre plusieurs mois avant d'être payés. Ce retard est dû à l'insuffisance des disponibilités des offices qui sont uniquement constituées par les versements des importateurs et souvent même une partie est prélevée dans des buts divers comme nous l'avons vu.

Ces retards ont eu pour effet de chercher un autre système qui est la compensation privée dont nous allons maintenant étudier les principes et le mécanisme.

Les compensations privées présentent un intérêt particulier à l'heure actuelle du fait que c'est le système qui tend à se généraliser et même, comme nous le verrons, dans une certaine mesure, à remplacer les offices de compensation.

Les compensations privées présentent, en effet, sur les compensations officielles l'avantage de laisser aux parties la liberté de fixer le taux du change qui leur convient, ce qui permet ainsi un ajustement plus parfait de l'offre et de la demande.

Le mécanisme est le suivant : Les accords de compensation prévoient pour la plupart, la possibilité de compensations privées, sous réserve de l'obtention par les intéressés de l'autorisation de l'organisme compétent dans chacun des pays intéressés. En France, l'importateur qui désire régler sa dette à un cours de change plus avantageux que le cours officiel doit donc d'abord se mettre en rapport avec un exportateur français qui dispose de créances sur l'office de compensation. Ils décideront ensemble de la perte que l'exportateur consent à subir. Ceci fait, l'importateur demandera à

l'office, l'autorisation de lui verser non pas des espèces pour la totalité de la valeur de son importation (que l'office connaît d'après la déclaration qui en a été faite lors de l'entrée de la marchandise en France), mais de verser en espèces le pourcentage qui doit être laissé à la libre disposition de la banque nationale étrangère, lorsque l'accord de compensation comprend des clauses de ce genre, et le solde en créances qui lui sont remises par l'exportateur français.

Une demande analogue doit être transmise à l'organisme étranger intéressé, soit par le fournisseur étranger de l'exportateur français, soit par l'intermédiaire d'une banque. Lorsque toutes ces pièces seront en règle, l'office de compensation transmettra à son correspondant étranger l'ordre de verser la somme (somme en monnaie étrangère qui figure au crédit de son compte et qui représente le montant du règlement de l'importateur étranger à l'importateur français), à l'exportateur étranger.

Les quatre intéressés se trouveront ainsi libérés de leurs obligations réciproques. L'avantage pour l'exportateur français est d'être réglé immédiatement et l'avantage pour l'importateur est de payer en francs une somme moindre parce qu'il a obtenu un taux de change plus avantageux.

Pour que de telles opérations puissent avoir lieu, elles doivent obligatoirement être prévues dans les accords qui sont intervenus entre les deux pays. A l'origine beaucoup de conventions de compensation n'autorisaient pas les compensations privées. Actuellement elles sont presque toujours possibles, et un accord récent du 24 février 1936 vient même de les autoriser entre la France et l'Allemagne. Il est très remarquable que tous les accords de compensation qui ont été renouvelés depuis un an (Grèce, Hongrie et Turquie) prévoient, non seulement la possibilité de compensations privées, mais ont même tendance à leur réserver le rôle principal.

L'accord franco-grec, par exemple ne laisse subsister le clearing que pour le règlement des arriérés appartenant à des exportateurs français qui seront réglés au moyen de l'importation en France de produits grecs contingentés. Toutes les autres opérations se régleront par voie de compensation privée et lorsque les arriérés seront soldés, tout le commerce entre la France et la Grèce devra se faire par voie de compensation privée.

Les accords avec la Hongrie, la Turquie sont très analogues à ce dernier.

On a beaucoup incriminé la lourdeur de l'organisme des offices et les difficultés administratives qu'il comporte. C'est pourquoi on a essayé de conclure des accords de paiements plus souples.

Le principe est le suivant : L'état à change réglementé s'engage à délivrer un contingent de devises et l'état co-contractant n'intervient pas dans les importations en provenance du premier pays. Les créances d'un état sur l'autre servent à financer les échanges effectués de part et d'autre. Comme type de ces accords, nous avons celui qui est intervenu entre l'Allemagne et l'Angleterre à dater du 1^{er} novembre 1934. Cette convention fixe un pourcentage entre les exportations respectives de l'Allemagne et de l'Angleterre en prenant comme base celles qui eurent lieu entre ces deux pays au cours de l'année 1933.

Les exportations britanniques sont admises en Allemagne chaque mois à concurrence de 55 % de la valeur effective des exportations allemandes en Angleterre au cours de l'avant-dernier mois. L'importateur britannique paye librement et directement son fournisseur allemand. Quant à la limitation des exportateurs britanniques, elle est assurée par l'octroi de licences délivrées par les autorités allemandes. Les traites accompagnées des documents justificatifs (fac-

tures, licences, etc...) sont réglées le jour de leur échéance, en devises ou en Reichsmarks libres convertissables à volonté. Le jeu des proportions donne l'avantage de la souplesse. Enfin, la réserve d'un solde actif à l'Allemagne (45 % des exportations allemandes en Angleterre) permet à la Reichsbank d'effectuer le paiement des anciennes dettes commerciales gelées et d'assurer le service des intérêts des emprunts Dawes et Young. Ce type d'accord est celui qui est souvent adopté maintenant spécialement entre pays européens et pays de l'Amérique du Sud.

Nous allons voir maintenant les principaux avantages et les inconvénients du système de compensation.

L'avantage le plus manifeste résulte dans la cause même qui a mené l'organisation de la compensation : c'est le rapatriement des créances, tout d'abord de celles qui étaient gelées, puis de permettre au courant des échanges de se rétablir. En effet, les exportateurs non réglés avaient tendance à ne plus consentir à faire des affaires nouvelles.

Ils sont donc une nécessité à l'heure actuelle puisqu'ils permettent d'effectuer des transactions commerciales malgré les restrictions à l'exportation des capitaux prises par les pays à monnaies bloquées, en évitant justement ces transferts.

Voyons maintenant quelles sont les objections.

On reproche au principe de la compensation de n'être qu'un procédé rétrograde, un gigantesque retour à la préhistoire, à l'échange barbare du temps où les hommes n'avaient pas de monnaie. Mais puisque justement c'est la monnaie qui est malade, il faut l'éliminer des règlements.

Beaucoup y voient surtout une nouvelle intervention de l'Etat dans le domaine économique, tendant plus ou moins à une tentative d'économie dirigée.

Nous assistons en effet dans tous les pays à une recru-

descence d'étatisme. Justement le système de blocage des monnaies n'est de toutes pièces qu'intervention de l'Etat qui, seul a le pouvoir, en se basant sur le principe, si ce n'est de salut public, tout au moins celui du crédit public et de la monnaie, d'apporter les restrictions que nous avons vues quant au paiement des dettes et aux utilisations possibles des créances recouvrées. Donc, en face d'un Etat dirigeant l'économie complète d'une nation, il n'y avait qu'un autre gouvernement qui put se dresser pour faire respecter les droits et les intérêts de ses nationaux qui, d'ailleurs, sont eux-mêmes venus implorer aide et protection de sa part.

Le reproche le plus grave qu'on puisse, à notre avis, adresser au principe de la compensation c'est que pratiquement il s'est montré inefficace et a échoué dans son but.

Les partisans nous d'iront immédiatement : il n'a pas échoué. Le système des offices de compensation a permis de régler, rien que pour la France, jusqu'à ce jour, plus de deux milliards de francs de dettes commerciales, bien qu'il ne fonctionne que depuis deux ans et demi, et même moins pour certains pays, sans compter tous les recouvrements effectués par des compensations privées qu'on ne peut chiffrer.

Mais si nous examinons les indices du commerce mondial en prenant 100 comme base en 1929, nous voyons que malgré la création des offices, en 1932, les chiffres passent à 40, à 35 en 1933 et à 33 en 1934, et si nous nous basons sur la France, son commerce extérieur qui était de 119 milliards de francs en 1929, a passé à 49 en 1932, à 41 en 1934. Il a donc fléchi encore assez notablement pendant ces deux années.

De plus, voici un autre résultat :

Si nous étudions les chiffres du commerce de la France avec les pays, en mettant d'un côté ceux qui sont avec clea-

ring et le commerce total, nous assistons, de 1931 (c'est-à-dire de la dernière année avant les clearings) à 1934 à un renversement de la balance. En effet, les exportateurs assurés de recouvrer leurs créances augmentent leurs ventes; de plus la sécurité vis-à-vis des cours du change les incite à baisser leurs prix pour obtenir plus de commandes. Au contraire les importateurs se trouvent assujettis à des formalités qui les gênent et nous avons vu que dans certains cas, ils perdaient les bénéfices gagnés par le paiement en une monnaie dépréciée (comptes bloqués, billets de banque, etc...). Ceci se voit dans tous les pays.

Ainsi, pour la France, en 1931, 20,5 % du total des importations se faisaient avec les pays qui ont adopté postérieurement des accords de clearing avec la France. En 1934, le pourcentage pour ces mêmes pays n'est plus que de 15,4 %.

En Suisse, les chiffres passent respectivement de 25,9 % en 1931, à 25,5 % en 1934.

En Belgique, le pourcentage de 47 % en 1931, a baissé jusqu'à 29,6 % en 1934.

Pour les exportations, nous voyons l'inverse : En France, en 1931, le pourcentage des exportations vers ces pays était de 14,8 % en 1934, il est de 19,8 %.

En Suisse, les exportations qui étaient en 1931 de 21,6 % passent en 1934, à 29,5 %, etc...

Si nous nous plaçons maintenant du point de vue des pays à change contrôlé, nous observons le phénomène contraire :

Ainsi en Hongrie en 1931, les importations provenant de pays avec lesquels ils devaient être amenés ultérieurement à signer des accords de clearing, atteignaient 60,7 % du total des importations. En 1934, il devient 67,6 %.

En Bulgarie, le pourcentage était de 66,4 % en 1931 et monte à 73 % en 1934.

Si maintenant on considère les exportations, on trouve en Hongrie que les chiffres passent de 70,5 % en 1931 à 70 % en 1934 et pour la Bulgarie, le pourcentage de 74 % se réduit à 71 %.

Donc, nous trouvons bien le contraire de ce que nous avons vu pour les pays à change libre, et les achats ont tendance à s'intensifier par le moyen du clearing, tandis que les ventes subissent une baisse.

Or ce phénomène s'il est grave pour les offices, en raison de la diminution de leurs disponibilités, est très important pour les pays à change contrôlé. En effet, ceux-ci ont besoin de l'inverse afin de se procurer des devises.

Cependant les restrictions du commerce entre états n'ayant pas eu recours à la compensation s'avèrent encore plus fortes, et cela est dû souvent au transfert imprévu ou impossible des soldes de chaque office forçant le pays créancier à augmenter les importations envers un pays qui risque de les lui fournir à moins bon compte qu'un pays tiers.

Entre ceux qui ont contracté des accords, les échanges ont tendance à s'équilibrer sur la base de la nation qui a le moins de besoins ou de pouvoir d'achat; comprimant le volume et le prix des échanges, les clearings diminuent la capacité de tous les pays. L'effet général des compensations est donc plutôt de réduire toujours davantage le volume et la valeur du commerce international. Aussi le comité mixte pour l'étude des accords de clearing de la Société des Nations a-t-il conclu son rapport en 1935 en demandant que le système du clearing ne soit pas introduit là où il n'existe pas encore.

A l'heure actuelle on n'a pas trouvé et utilisé une autre méthode pour revivifier le commerce international.

Un autre reproche adressé aussi au système de compensation est son caractère bilatéral qui empêcherait justement le commerce international de reprendre.

En effet, le commerce mondial tend à établir une sorte de compensation internationale et parfaitement en équilibre, puisque finalement les produits s'échangent contre d'autres produits et que justement ceux dont la balance commerciale est passive depuis de longues années (Angleterre, France, Suisse, etc.) ne sont pas toujours ceux qui ont pris des mesures de contrôle des devises.

Un pays peut avoir une balance générale commerciale passive, mais qui se trouve excédentaire avec quelques pays, et c'est le cas le plus général. La compensation vise à établir un équilibre des échanges. Quand c'est le pays bloqué qui est en excédent, le mal n'est pas très grand, car alors l'autre pays paye le solde avec des devises ou de l'or. Mais quand c'est entre deux pays bloqués, la compensation tend à s'établir sur le niveau le plus faible, car le surplus ne peut être utilisé. De même si le pays bloqué se trouve déficitaire, les échanges s'atrophient. Or il peut se produire que les pays déficitaires considérés aient des balances générales actives dont le solde ne peut pas servir dans ce cas. Et le pays libre en arrive à limiter ses exportations vers ce pays pour éviter l'accumulation des créances arriérées et du retard des autres. Car il est difficile d'accroître les importations, d'abord parce que le pays peut produire des marchandises qui ne sont pas recherchées dans l'autre pays, puisque cela peut nuire à la production nationale. On voudrait donc essayer d'équilibrer les unes par les autres les diverses balances de pays à pays. Pour cela divers systèmes ont été proposés.

Tout d'abord, Monsieur D. Navachine a proposé un système assez complexe dans la pratique, mais qui peut s'expliquer très simplement. Tous les jours chaque organisme fixerait le solde résultant des opérations, pays par pays, par exemple :

France-Esthonie,

France-Yougoslavie,

France-Hongrie, etc...

Chaque pays ferait de même et un office international rassemblerait tous les documents et ferait le solde pour chaque pays, par exemple : France déficitaire de telle somme, Esthonie, telle somme, Yougoslavie, excédent de telle somme, Hongrie, etc. Ces sommes seraient calculées en or au cours du jour de la monnaie de chaque pays et la différence serait effectivement payée en or d'après les comptes nationaux. La Banque des Règlements Internationaux (B. R. I.) semblerait spécialement désignée pour remplir ce but de compensation internationale. Elle agirait exactement comme le font chacun des organismes entre les particuliers mais le ferait entre pays. On aurait ainsi une compensation internationale à deux degrés.

Dans son livre sur la Trêve de l'or et clearing international, M. Edgar Milhaud a proposé un autre système pour régler les échanges internationaux.

Chaque pays réglerait ses importations par des bons d'achat tirés sur lui et négociables. Ces bons ne seraient émis qu'après le paiement en monnaie nationale par l'importateur du prix des marchandises qu'il aurait achetées. Ils seraient de nombres en chiffres ronds et l'appoint serait fait dans chaque tranche par des bons de montants moindres, la somme de ces bons correspondant à la dette totale. Au fond, ce serait tenter un essai de monnaie internationale. Un des inconvénients serait la garantie de ces bons, car toutes les crises financières et monétaires de ces derniers temps dissimulent toutes des faillites d'États plus ou moins dissimulées, ceux-ci s'étant avérés incapables de payer leurs dettes donc, il risque de se produire une espèce de dépréciation ou de primes sur ces bons, suivant qu'ils auraient été émis par un état considéré comme mauvais payeur ou par un pays dont la solidité de monnaie offre une garantie de

la capacité de paiement et pratiquement ces bons garderaient toujours la même différence qu'il y a entre les devises appréciées et celles qui sont dépréciées et dont on se méfie.

M. Milhaud proposait en plus que la durée de ces bons soit limitée, par exemple à 6 mois, afin d'activer les échanges. Cette mesure créerait sûrement aussi des plus-values sur certains bons, il nous semble donc que cela pourrait être un excellent instrument de spéculation, mais l'efficacité de cette idée du point de vue du commerce international et du regain d'activité que ces mesures pourraient lui donner ne nous paraît pas du tout démontrée.

L'institution du système de compensation est donc une nécessité, dans l'état actuel des choses, mais il faut qu'il évolue, car la paralysie du commerce international augmente et sa bi-latéralité actuelle ne peut le stimuler.

CHAPITRE V

LES MOYENS DE SORTIR DU BLOCAGE

Nous avons donc vu en quoi consistait le système d'une monnaie bloquée, les mesures prises par les divers pays et les causes qui avaient amené beaucoup de pays à adopter ce système.

L'excuse que ces pays ont donné à ce qui correspond au fond à une faillite obligatoire et collective vis-à-vis des créanciers étrangers, est que les circonstances les y ont contraints.

Le Dr. Kienboeck, président de la Banque Nationale d'Autriche dit :

« Quand la confiance renaîtra, ces mesures deviendront peu à peu superflues, »

Mais pour que la confiance renaisse, il faut qu'un pays offre certaines garanties, non seulement aux étrangers, mais encore aux nationaux, car pour un pays, la fuite des capitaux de ces derniers est beaucoup plus grave. On peut en effet, évaluer à peu près le montant des capitaux étrangers investis dans un pays, et un fond d'égalisation des changes peut réussir dans ce cas à surveiller la monnaie et à éviter une baisse catastrophique. L'Angleterre en a donné un exemple très représentatif. Mais devant la sortie des richesses nationales on est impuissant. On ne peut les évaluer et comme des éléments psychologiques sont à la base de la panique qui s'engendre,

il n'y a guère que la fermeture de l'issue, c'est-à-dire des frontières, par le blocage de la monnaie qui puisse arrêter cette évasion.

On a vu aussi des revirements de l'opinion publique. Ainsi, en France, en juillet 1926, quand Poincaré prit le pouvoir, la Livre qui était à 240, descendit aussi rapidement qu'elle était montée, car la confiance des nationaux était resuscitée et la spéculation internationale retourna immédiatement ses positions. De même en Italie, un discours de Mussolini le 18 août 1926, fit renaître la confiance, et le cours du Dollar passa de 31,605 à 23,200 le 1^{er} octobre 1926. Mais ce n'est pas toujours possible de changer l'opinion d'un peuple et de lui faire reprendre confiance dans l'avenir de son pays et de sa monnaie en particulier.

Nous allons étudier maintenant ce qu'un pays peut faire pour débloquer sa monnaie, puis nous verrons ce qui a déjà été fait dans quelques pays à cet égard, en Argentine, en Autriche, au Brésil.

Le facteur de confiance en une monnaie ayant une grande importance, il faudra donc que le Gouvernement s'applique à choisir le meilleur moment. Il est nécessaire que l'on croit à la force du Gouvernement et à sa stabilité, dont il faudra prendre un moment éloigné de troubles, d'agitations électorales ou internationales.

L'équilibre budgétaire doit être acquis et donner une impression de sécurité. On sait qu'une menace de déficit qui se traduit souvent par une aggravation des impôts est une cause d'évasion des capitaux devant une fiscalité excessive.

Il faut en plus, qu'une fois les frontières rouvertes, les prix n'aient pas à subir de trop grandes fluctuations. Donc, avant de débloquer, il faudra s'assurer que les prix intérieurs correspondent bien au niveau des cours mondiaux, sinon il sera prudent de faire le réajustement par une dévaluation de

la monnaie (le cas d'une revalorisation semble difficilement envisageable, car dans une économie fermée, les prix s'élèvent et ont tendance à demeurer, dans une mesure plus ou moins grande, au-dessus du niveau mondial).

Naturellement la question ne peut être posée que dans le cas d'une balance des comptes au moins en équilibre, car autrement l'on est tout de suite amené à laisser sortir l'or pour combler le déficit et il faut encore une encaisse-or suffisante pour servir de volant, c'est-à-dire pour compenser au jour le jour l'excédent possible des dettes extérieures à régler sur les créances exigibles.

Il sera prudent de choisir le moment d'après les fluctuations saisonnières. En effet, dans presque tous les pays, qu'ils vendent ou qu'ils achètent des articles agricoles, il y a des mois où les entrées ou les sorties de devises sont plus considérables. Il vaut mieux choisir un moment où normalement les devises sont excédentaires pour disposer plus aisément d'une masse de manœuvre au cas où un début de panique se manifesterait.

Enfin, il faudra procéder progressivement. Comme l'on peut évaluer assez facilement les créances étrangères, un bon système consistera à les libérer tout d'abord. On sait à peu près exactement où cela risque d'entraîner, donc on voit très vite si cela conduit à des ventes massives et risquant de devenir catastrophiques.

Pour les nationaux, on peut leur rendre la liberté, soit en élevant progressivement les montants autorisés d'achats de devises, soit en demandant des justifications (commerciales, touristiques ou autres) et en étant de plus en plus libéral. Ainsi par exemple, en Belgique, toutes les restrictions sur le commerce des devises furent levées le 1^{er} mai 1935, seul l'achat d'or restant interdit aux ressortissants.

L'Argentine a procédé un peu différemment. Elle a choisi

son moment, son déficit budgétaire était réduit, sa balance commerciale était excédentaire de 220 millions en 1933 et de 330 en 1934. Elle a agi ensuite progressivement.

Elle a créé un fond de devises étrangères sur le modèle du fond d'égalisation des changes anglais en le dotant de la différence des achats et des ventes de change qui se trouva être de plus de 62,5 millions de pesos à la fin de 1933, malgré certains prélèvements distribués aux exportateurs comme prime. Elle a conclu de plus, un certain nombre d'emprunts extérieurs en Livres, Dollars ou en autres monnaies. Le processus de ces emprunts, appelés de décongélation, est assez curieux. Les débiteurs se libèrent en obligations à 4 % libellées dans la monnaie originale de la créance et pour son montant total. Ces « fundings » sont émis pour cinq ans. Cela revient à obliger les créanciers à investir à long terme des crédits qu'ils avaient souvent consenti à court terme. Mais cela leur permet de récupérer immédiatement leur avoir. Celui-ci rapporte un intérêt normal et ces titres sont négociables, le cours suivra le sort de l'Argentine et le facteur de confiance s'y montrera souvent prépondérant.

Le marché officiel a été, de plus, dévalué d'environ 20 % pour ramener son cours à la parité du marché libre qui est plus représentatif des tendances, et, grâce à son fond de devises, elle a maintenant le peso stable entre des limites assez larges pour ne pas risquer d'épuiser ou de gonfler par trop son stock.

Au début de décembre 1933, elle a libéré tous les avoirs étrangers. Elle a maintenu l'obligation pour les nationaux d'avoir un permis de change octroyé moyennant des justifications et, pour les importations, le permis doit être demandé préalablement à la signature du contrat, en montrant le projet.

Les importations qui n'ont pas obtenu le permis de change

sont payées au cours du marché libre, supérieur d'à peine 4 % à la fin de 1935 sur les cours officiels.

Depuis 1935, la monnaie est constituée par des billets gagés sur l'or. La proportion des réserves métalliques de la Banque Centrale, aux billets et aux engagements à vue, est fixée à 25 %. L'or n'est pas mis en circulation, mais la banque est tenue de le vendre et de l'acheter par lingots de 400 onces au cours officiel de 18 pesos par Livre sterling pour l'achat, et 18,75 pour la vente. L'institut d'émission a également le droit de racheter ses billets en devises étrangères, mais à un cours qui ne doit en aucun cas excéder 2 % en plus ou moins de la parité théorique. Au cours de l'année 1935, on supprima la commission de contrôle des changes et du Fond en devises étrangères, dont les fonctions furent reprises par la Banque Centrale. Le Peso s'est maintenu d'autant plus stable que la récolte de céréales de 1934 s'est mieux vendue par suite de la sécheresse qui a détruit une partie de la récolte de l'Amérique du Nord.

A l'heure actuelle, il ne reste guère de contrôle des opérations de change, on continue à surveiller les importations, mais surtout dans le but de permettre le développement des nouvelles cultures et industries que le pays a créées pour contrebalancer les effets d'une spécialisation trop poussée, le prix des céréales dominant toute l'économie du pays. Les étrangers sont payés normalement en devises et sans retard.

L'Autriche a suivi une autre voie.

Elle a décidé que les achats de monnaie étrangère auraient lieu au cours officiel, mais augmenté d'une prime variable et elle a admis cette tolérance progressivement d'après les buts.

En janvier 1933, la prime de 20 % environ ne jouait que pour le tourisme.

En avril 1933, la prime portée à 28 % est étendue à tous les paiements effectués à l'intérieur de l'Autriche.

Pour les étrangers, en décembre 1933, les avoirs en compte peuvent être rapatriés librement à raison de 1.000 Schillings par mois.

En décembre 1934, les crédits étrangers se trouvent entièrement libérés, soit grâce à la tolérance apportée ci-dessus, soit par le Austrian Standstill Agreement qui transforma les crédits à court terme en investissements à longue durée et à petit intérêt, 4 % eu égard au taux de leur octroi (8 à 12 %).

En janvier 1935, toutes les dettes privées résultant de n'importe quel motif (importations ou autres) envers les étrangers sont réglées au cours officiel augmenté de la prime qui est fixée deux fois par semaine.

L'Autriche procéda à une conversion de ses emprunts extérieurs à commencer par celui de la Société des Nations de 1925, puis des emprunts des provinces et des communes, et permit progressivement le transfert des intérêts, si bien qu'au 26 juin 1935, on supprima toutes les restrictions aux transferts.

Depuis la fin de 1935, les marchandises sont réglées librement (taux officiel plus prime). Les avoirs étrangers sont libres. Les nationaux ont la liberté d'achat de devises jusqu'à 200 Schillings. Au-delà, ils doivent demander une autorisation avec preuve à l'appui (reconnaissance de dette, tourisme).

La dévaluation du Schilling n'a pas été reconnue légalement, car seul le parlement aurait le droit de la consacrer par une loi, et il n'y a plus de parlement en Autriche. Mais pratiquement, la dévaluation est acquise et la prime depuis avril 1933, est stabilisée à 28 %, ce qui revient à dire que, depuis cette date, le Schilling est dévalué de 28 %.

Le taux de l'escompte a été diminué de 10 % en 1931, de 4 % en 1935. Les dépôts dans les banques augmentent. La

Banque Nationale a pu acheter pour 104 millions de Schillings d'or et de devises dans l'année 1935, ce qui donne une couverture plus grande et une assurance de stabilité. Donc, il semble bien qu'ici aussi, le déblocage a pu se faire et qu'aucune panique ne se soit manifestée et que la monnaie ne court plus de risques.

Pour le Brésil, les mesures de blocage et de déblocage alternent suivant les disponibilités en devises. Il semble que les dirigeants condamnent ce système, mais veulent aller trop vite et avant d'avoir en possession assez de devises pour contenter toutes les demandes. Aussi, après avoir décrété un moratoire des transferts, à la fin de 1931 (du 10 octobre au 31 décembre 1931), ils ont essayé de libérer les comptes étrangers. Mais en juillet 1932, ils ont dû proclamer un nouveau moratoire.

Le 1^{er} juin 1934, on annula toutes les restrictions sur les comptes-courants et comptes titres d'étrangers. Le cours du marché libre et du marché officiel tendirent à se rapprocher de 17 à 10 % d'écart.

Par suite de la mévente du café, les restrictions des importations furent plus sévères et grâce à leur diminution, la balance commerciale fut légèrement favorable en 1934.

Mais la réduction de l'exportation du café se poursuivant, par suite de concurrence, et une mauvaise récolte du coton diminuant encore les rentrées de devises, le 19 juin 1935, de nouveau toutes les opérations de change furent soumises à une autorisation. Pour les étrangers, le montant de leurs avoirs (comptes-courants, titres, coupons, etc...) était rapatriable sous justification de leur qualité d'étranger. Pour les nationaux, les devises ne sont accordées que pour des buts commerciaux et au vu des factures.

Le Brésil peut être considéré comme le type des pays qui veulent se débloquer inconsidérément, et sans attendre

d'avoir en mains tous les atouts nécessaires. A côté de cela, sa politique économique paraît être très étudiée. Le Brésil a souffert de la crise par suite de la mévente du café, considéré comme un produit de luxe et concurrencé brusquement depuis 1929 et 1930, alors qu'il détenait auparavant le quasi monopole.

Le café ne représente plus en 1935 que la moitié des exportations du Brésil. Par contre, les envois de fruits, d'oranges, de cacao, de sucre et de coton augmentent chaque année. Le développement d'usines de textiles, de fonderies, de transformations et d'industries diverses permet de réduire dans une notable mesure les importations de cotonnades et d'objets fabriqués de plus du tiers sur 1931.

Le Brésil se montrera ainsi plus apte à résister à une mauvaise année pour la vente du café, mais avant de débloquent, il faut qu'il constitue un stock assez important de devises et qu'il procède très progressivement.

L'exemple de l'Argentine et de l'Autriche montre qu'il est possible de sortir du blocage, mais celui du Brésil montre que ce n'est pas facile. Avant de le pratiquer, il faut que le pays qui veut se débloquent réunisse bien toutes les conditions nécessaires et ne s'engage dans cette voie que petit à petit, sous peine d'être obligé de revenir en arrière.

CONCLUSION

Le système des monnaies bloquées est très critiqué. En 1922, la Conférence de Gênes proclama :

« Tout contrôle artificiel des opérations de change... est vain et nuisible et devrait être aboli le plus tôt possible. »

Il ne nous semble pas évident qu'un tel système soit forcément vain. Il est bien certain qu'une mesure prise isolément ne saurait être efficace et qu'elle n'aura d'autre effet que d'aggraver les inquiétudes des capitalistes et de les inciter à faire passer leur argent à l'étranger le plus vite possible sous quelque forme que ce soit. Mais les systèmes perfectionnés et complets tels qu'ils sont établis dans bien des pays ne laissent pour ainsi dire pas de place pour la fraude.

Si ces systèmes sont appuyés sur une organisation administrative et établis sur une habitude de discipline de la part des nationaux, et c'est le cas de l'Allemagne par exemple, le pays peut arriver à maintenir le cours théorique de sa monnaie d'une façon efficace. Il est bien évident, par contre, comme nous l'avons vu au cours de cette étude, que dans les pays tels que la Grèce où les pouvoirs publics n'ont pas l'autorité suffisante pour empêcher toutes les fraudes, les restrictions au commerce des devises demeurent inefficaces pour empêcher l'exportation des capitaux.

Demandons-nous maintenant quel est le résultat des blocages complets dans les cas qu'on suppose efficaces.

Une remarque s'impose au préalable : c'est que les pays qui ont institué un tel système n'avaient pas le choix. Les capitaux sortaient à une telle vitesse qu'ils auraient rapi-

dement vu leur monnaie tendre vers zéro, et non seulement tout leur or, mais toutes les marchandises disponibles, s'enfuir vers l'étranger. Il en serait résulté des calamités sociales telles qu'ils ont été contraints de recourir au blocage.

Ce système a eu d'abord pour effet de retenir à l'intérieur du pays les capitaux étrangers prêtés à court terme qui en seraient sortis. Le pays s'est trouvé ainsi muni d'argent liquide résidant soit en monnaie industrielle, soit en monnaie banque qu'il n'aurait pas eu sans cela. D'autre part, beaucoup d'étrangers ne pouvant rapatrier leur argent librement se sont vus obligés d'acheter des marchandises dans le pays ou d'aller y séjourner pour dépenser leurs capitaux, d'où il a résulté une rentrée de fonds pour le pays.

En ce qui concerne les nationaux, les mesures prises en Amérique du Sud, par exemple, ont eu pour effet de contraindre les Américains qui résidaient en Europe à regagner leur pays d'origine et à y dépenser ainsi les sommes qu'auparavant ils dépensaient à l'étranger.

Ce système a évidemment pour résultat de pousser les pays à réaliser une autarchie économique plus grande. Il a donc pour lui, tous les avantages de la protection douanière et contre lui ses inconvénients. Nous ne rentrerons pas ici dans les discussions classiques entre protectionnistes et libre-échangistes. Ce qui est évident, c'est que la généralisation de ces systèmes a apporté une gêne considérable dans le commerce international.

Il semble donc, en résumé, qu'on puisse dire que malgré toutes les critiques auxquelles il prête, le système du blocage était une nécessité pour certains pays au moment où il a été adopté, et que, au moins à titre provisoire, il s'est montré efficace et a eu les résultats qu'on attendait de lui.

BIBLIOGRAPHIE

- AFTALION. — Monnaie et Industrie. — Les Grands problèmes de l'heure présente. — Paris, Sirey, 1929.
- AFTALION. — Monnaie, prix et change. — Expériences récentes et théories. — Paris, Tenin, 1927.
- AFTALION. — Les crises économiques et financières. — Paris, Sirey, 1932.
- AFTALION. — Les crises périodiques de surproduction. Paris, 1913.
- AFTALION. — L'or et sa distribution mondiale. — Paris, Dalloz, 1932.
- Agriculture (L') polonaise et des pays de l'est européen. — Paris, 1932.
- ALLIX. — Traité de science des finances et de législation financière. — Paris, Rousseau, 1927.
- ALLIX. — Les offices de compensation des créances et des dettes (Sans-fil, février 1933).
- ANSIAUX. — L'inflation du crédit et la prévention des crises. — Paris, Dalloz, 1934.
- ANSIAUX. — Principe de la politique régulatrice des changes. — Paris, 1910.
- ARCHAMBAULT. — Les avoirs français à l'étranger et les offices de compensation. — Bulletin judiciaire, juin-juillet, 1932.
- ARNAUNÉ. — La monnaie, le crédit et le change. — Paris, Alcan, 1926.
- ASCH. — Monnaie et finance. — Paris, Alcan, 1932.
- AUBERT. — Les causes de la crise mondiale. — Paris, Renouard, 1932.

- AUBOIN. — L'étalon or et la crise mondiale (conférence à l'Institut Social Roumain, février 1932).
- AUPETIT. — Essai sur la théorie générale de la monnaie. — Thèse, Paris 1901.
- BACHERÉ. — La crise monétaire anglaise du 21 septembre 1931. — Thèse, Bordeaux, 1933.
- BALAYSY. — La crise économique. — Paris, Éditions de La Revue Mondiale, 1931.
- BANNERET DE MATRAN. — Où va la monnaie dans le monde. — Paris, les Assemblées générales, 1934.
- BATAILLE. — Les Offices de compensation. — Thèse, Paris, 1934.
- BAUDHUIN. — La dévaluation du franc belge. — Paris, Desclée de Brouwer, 1935.
- BAUDIN. — L'Argentine, article de la revue politique et parlementaire de mai 1932.
- BELLET. — La bataille du franc. — Redressement français, Paris, 1928.
- BILLET. — La lire et la politique économique du gouvernement fasciste. — Thèse, province, 1935.
- BLOCH. — La crise économique actuelle en France. — Thèse, province, 1933.
- BOKANOWSKI. — La crise financière conséquence d'erreurs monétaires. — Journal officiel du 29 novembre 1925.
- BONGRAS. — Les théories monétaires allemandes contemporaines. — Thèse, Paris, 1930.
- BONNEFON-CRAPONNE. — La pénétration économique et financière des capitaux en Europe. — Paris, Labor, 1930.
- BONNET. — La politique monétaire anglaise d'après-guerre. — Paris, Tenin, 1923.
- BONNET. — Comment avoir un franc stable. — Paris, Payot, 1926.
- BONNET. — Les expériences monétaires contemporaines. — Paris, Colin, 1926.

- BORIS. — Problème de l'or et crise mondiale. — Paris, Librairie Valois, 1931.
- BOUCLAUD. — L'altération de la livre sterling et ses conséquences. — Thèse, Paris, 1933.
- BOUNIATIAN. — Les crises économiques. — Paris, Giard, 1930.
- BOURGUIN. — La monnaie et la mesure de sa valeur. — Paris, 1896.
- BRIZON. — Contingentements et offices de compensation (Revue politique et parlementaire, 1932).
- BURTON. — Les étapes de l'assainissement monétaire en Colombie. — Bruxelles, 1928.
- CALLOT. — Le mark allemand depuis 1924. — Thèse, Paris, 1934.
- CASSEL. — La monnaie et le change depuis 1914. — Paris, Giard, 1923.
- CATIFORIS. — La crise de la monnaie anglaise. — Thèse, Paris, 1933.
- CHABRUN. — Déflation ou dévaluation. — Paris, Rapport de la 3^e semaine de la monnaie, 1935.
- CHEMINAIS. — La dévalorisation de la livre sterling. — La journée industrielle, 1932.
- CHAPPEY. — La crise de la monnaie et la restauration des pays danubiens. — Paris, 1933.
- CHIDFER. — La réforme monétaire et l'étalon or en Iran. — Thèse, Paris, 1935.
- Commerce Mondial (Aperçu général), S. D. N.
- CONANT. — Monnaie et banque. — Traduit par R. G. Lévy, — Paris, 1907-1908, 2 vol.
- COUVE DE MURVILLE. — Le problème des transferts. — Paris, Rousseau, 1928.
- Crise agricole. — S. D. N., 1931.
- Crise de l'étalon or. — Paris, 1935.
- Crise de l'exportation française. — S. D. N.

- CSIKAY. — L'Europe centrale économique et sociale, Paris, Alcan, 1931.
- DAMOUGEOT-PERRON et BACON-GIBOD. — Les systèmes monétaires contemporains. — Paris 1932.
- DECAMPS. — Les changes étrangers. — Paris, Alcan, 1922.
- DELIVANIS. — La politique des banques allemandes. — Thèse, Paris, 1934.
- DESCHAMPS. — Les changes. — Paris 1916.
- DESPAUX. — L'inflation dans l'histoire. — Paris, 1922.
- DESPAUX. — Les dévaluations monétaires dans l'histoire. — Paris, Rivière, 1936.
- DIVISIA. — Indice monétaire et la théorie de la monnaie. — Paris, Sirey, 1926.
- DROMEL. — La guerre, la paix et l'évolution économique. — Paris, La Situation économique et financière, 1931.
- DUBOIN. — La stabilisation du franc. — Paris, Rivière, 1927.
- DZIEWANOWSKI. — La banque de Pologne et la monnaie polonaise. — Thèse, Paris, 1933.
- EISLER. — La monnaie, cause et remède de la crise économique mondiale. — Paris, 1932.
- Enquête sur les accords de clearing. — S. D. N., 1935.
- ENYEDI. — La crise agraire des États exportateurs de produits agricoles du bassin du Danube. — Paris, Les Presses Universitaires, 1931.
- FISHER. — L'illusion de la monnaie stable. — Paris, Payot, 1929.
- FISHER. — Le pouvoir d'achat de la monnaie. — Paris, Giard, 1926.
- FIZAINE. -- Crise et Monnaie. — Nancy, Édition de l'Union industrielle et commerciale de l'Est, 1933.
- FRANCK. — La stabilisation monétaire en Belgique. — Paris, Payot, 1927.
- FRANKOVITS. — La Banque Nationale de Roumanie et la stabilisation du lei. — Thèse, province, 1935.

- GARRIGOU-LAGRANGE. — Le problème du franc. — Bordeaux, Bière, 1935.
- GERMAIN-MARTIN. — La circulation internationale des capitaux. — Rapport à la conférence interparlementaire de Prague, 1931.
- GONARD. — Précis d'économie monétaire. — Paris, Sirey, 1930.
- GRIZIOTTI. — L'évolution monétaire dans le monde depuis la guerre de 1914. — Paris, Sirey, 1935.
- GRZEGONZEK. — Le rôle économique de la Banque de l'Économie Nationale de Pologne. — Thèse, Paris, 1935.
- GUYOT. — Inflation et déflation. — Paris, Alcan, 1921.
- HALADJIAN. — De la crise à la prospérité. — Le mal et le remède. — Paris, Sirey, 1932.
- HANTOS. — L'Europe Centrale. — Une nouvelle organisation économique. — Paris, Alcan, 1932.
- HANTOS. — L'économie mondiale et la Société des Nations. — Paris, Giard, 1930.
- HARBLEY. — Les défaillances de l'Allemagne et la défense du Mark. — Thèse, Paris, 1934.
- HAWTREY. — La circulation monétaire et le crédit. — Paris, Sirey, 1935.
- HEILPERIN. — La crise de l'interventionnisme anarchique.
- HEILPERIN. — Monnaie, crédit et transfert. — Paris, Sirey, 1932.
- HERBELOT. — Les monnaies, les changes et les arbitrages. — Paris, 1921.
- HERMANT. — Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne de 1918 à 1931. — Paris, Colin, 1931.
- IAVORSCHI. — L'équilibre budgétaire en Roumanie de 1920 à 1932. — Thèse, Paris, 1933.
- L'inflation et ses conséquences. — Société d'Études et d'Informations économiques. — Paris, 1926.

- ISRAÏL. — Le marché monétaire roumain après la stabilisation monétaire. — Thèse, Paris, 1933.
- JÈZE. — La réforme monétaire en Roumanie. — Conférence sur la Roumanie, 1930.
- JOLLY. — Les accords internationaux de Clearing. — Paris, Hachette, 1935.
- JUGLAR. — Le change et la liberté d'émission. — Paris, 1868.
- KELLERSHON. — La dispute de l'or. — Paris, Stock, 1931.
- KEYNES. — La réforme monétaire. — Paris, Sagittaire, 1934.
- LA CHAPELLE. — La monnaie de papier et le change. — Paris, 1924.
- LACHAZE. — L'office français de compensation. — Thèse, Toulouse, 1934.
- LACONIN. — La crise économique mondiale. — Société d'encouragement pour l'industrie Nationale, 1932.
- LACOUT. — Le Franc devant la crise. — Paris, Payot, 1934.
- LALY. — Les offices de compensation et le commerce international. — Thèse, Paris, 1935.
- LASCAUX. — La crise et le problème monétaire. — Paris, Aubier, 1935.
- LAUTMANN. — Le protectionnisme en Europe. — Thèse, Paris, 1933.
- LAZARD. — Politique et théories monétaires anglaises d'après guerre. — Paris, Terrin, 1927.
- LEBÉE. — Les doctrines monétaires à l'épreuve des faits. — Conférence à l'École Libre des Sciences Politiques, 1932.
- LE BRANCHU. — Essai sur le gold exchange standard. — Thèse, Paris, 1933.
- LEFAUCHEUX. — La peseta et l'économie espagnole depuis 1928. — Thèse, Paris, 1935.
- LEJEUNE. — Traité des opérations de banque, de bourse et de change. — Paris, Garnier, 1933.

- LE PARC. — La crise de la Livre Sterling de septembre 1931 — Thèse, Paris, 1932.
- LESCURE. — Des crises générales et périodiques de surproduction. — Paris, Sirey, 1923.
- LESER. — La crise du Schilling autrichien. — Thèse, Paris, 1935.
- LEWINSOHN. — Histoire de la crise de 1929 à 1934. — Paris, Payot, 1934.
- Loi monétaire du 25 juin 1928. — Journal Officiel.
- LOMBROSO. — Le retour à la prospérité. — Paris, Payot, 1933.
- MABILLE DE PONCHEVILLE. — Essais sur les théories monétaires contemporaines. — Thèse, Paris, 1935.
- MALPAS. — Les mouvements internationaux des capitaux. — Thèse, Paris, 1934.
- MELIOT. — La monnaie, le change, l'arbitrage, le crédit. — Paris, 1908.
- Memorandum sur les monnaies. — S. D. N., 1927.
- METZIANU. — La finance malade ou A. B. C. de la crise mondiale. — Paris, Revue du Centre, 1934.
- MILHAUD. — Trêve de l'or et clearing international. — Paris, 1933, Maison Coopérative du Livre.
- MOLOFF. — La crise mondiale et la Banque Nationale de Bulgarie. — Thèse, Paris, 1934.
- MONTARMAL. — Les salaires, l'inflation et les changes. — Essai sur la relation du mouvement des salaires depuis 1914 avec l'inflation. — Paris, Rivière, 1925.
- NAVACHINE. — La crise et l'Europe économique, — Paris, Alcan, 1932.
- NIER. — La politique de moratoire dans les pays balkaniques. — Thèse, Paris, 1934.
- NOGARO. — La monnaie et les phénomènes monétaires contemporains. — Paris, 1935. — Librairie Générale du droit.

- NOGARO. — La stabilisation des changes. — Paris, Cadet, 1922.
- NOGARO. — Le problème des changes. — Strasbourg, 1925.
- OFFENSTADT-VILLEFRANCHE. — La crise mondiale. — Paris, Cointe, 1932.
- OUALID. — Les grandes leçons de la crise et l'Agriculture. — Paris, Agriculture, 1933.
- OUALID. — Leçons sur la monnaie. — Paris, Tenin, 1927.
- OULÈS. — Essai sur la théorie de l'échange international. — Thèse, Paris, 1934.
- PANTAZI. — Contribution à l'histoire monétaire de la Roumanie. — Thèse, Paris, 1934.
- PATENOTRE. — La crise et le drame monétaire. — Paris, 1932.
- PHILIP. — La crise et l'économie dirigée. — Paris, édition de Cluny, 1935.
- PHILIPPE. — Le drame financier de 1924-1928. — Paris, Gallimard, 1931.
- PIETRI. — Les doctrines monétaires à l'épreuve des faits. — Conférence, Paris, 1932.
- PIETTRE. — Économie dirigée et commerce international. — Thèse, Paris, 1934.
- PIROU. — Histoire des doctrines économiques depuis 1870. — Paris, Colin, 1925.
- PIROU. — La crise du capitalisme. — Paris, Sirey, 1934.
- PIROU. — Doctrines sociales et science économique. — Paris, Sirey, 1929.
- Politique monétaire de divers pays d'Europe (Recueil de conférences faites à l'École libre des Sciences Politiques, 1928).
- POMARET. — L'Amérique à la conquête de l'Europe. — Paris, Colin, 1931.
- POMMERY. — Changes et Monnaies (1926). — Paris, Giard.
- POSE. — De la théorie monétaire à la théorie économique. — Paris, Sirey, 1930.

- PRIESTLEY. — Les paiements internationaux et le protectionnisme. — Thèse, Lille, 1933.
- Projet de règles du change. — Paris, Association Internationale du Change, 1925.
- PROSKONROVSKY. — La crise des banques de crédit en Allemagne. — Thèse, Paris, 1935.
- PYRRIS. — La crise monétaire en Grèce. — Thèse, Paris, 1934.
- RADOSSAVLE-JEVITCH. — La monnaie dirigée et la crise. — Thèse, Paris, 1933.
- RAHDER. — La crise. — Paris, Rivière, 1933.
- RAHDER. — Les causes du malaise économique mondial. — Paris, La Caravelle, 1930.
- RAMAMOZY. — La collaboration internationale des banques centrales. — Thèse, Paris, 1934.
- RAPHAEL. — Arbitrages en valeurs de change et en métaux précieux. — Thèse, Paris, 1935.
- Rapport de Sir Otto Niemeyer (Chambre de Commerce Franco-Brésilienne).
- Régimes et circulation monétaires d'après-guerre. — S. D. N., 1920.
- RÉGNIER. — Le Venezuela. — Paris, Imp. S. E. M. O. C. I., 1934.
- Remarques sur l'état actuel des relations économiques internationales. — S. D. N., 1935.
- Revue de la Situation mondiale économique. — S. D. N., 1934 et 1935.
- REYNAUD. — Relations commerciales Franco-Allemandes. — Thèse, Province, 1935.
- RIST. — Essais sur quelques problèmes économiques et monétaires. — Paris, Sirey, 1933.
- RIST. — Les événements du printemps de 1931 (Revue d'économie politique, mai-juin 1932).
- RIST. — La circulation monétaire. — Revue Économie politique, 1914.

- RIVAUD. — Les crises allemandes. — Paris, Colin, 1932.
- RIVIÈRE. — L'aspect agricole de la crise de surproduction (1929-31). — Thèse, Paris, 1932.
- RUEFF. — Théorie des phénomènes monétaires. — Thèse, Paris, 1927.
- SAMMAN. — Le régime monétaire en Syrie. — Thèse, Paris, 1935.
- SARDA. — La conversion des emprunts anglais en 1932. — Thèse, Paris, 1934.
- SAUNIER. — La collaboration des banques et du Trésor. — Thèse, Paris, 1934.
- SCHEYER. — Les aspects monétaires et financiers de la crise allemande. — Thèse, Nancy, 1934.
- SIEGFRIED. — La crise britannique au XX^e siècle. — Paris, Colin, 1931.
- STEHÉLIN. — Politique de l'Escompte de la Banque d'Angleterre. — Thèse, Paris, 1933.
- STUPAR. — La politique des clearings de changes en Yougoslavie. — Thèse, Paris, 1933.
- SUZET. — Le marché monétaire. — Thèse, Paris, 1935.
- TEILHAC. — Les fondements nouveaux de l'économie. — Rationalisation et monnaie dirigée. — Paris, Rivièrè, 1932.
- TEITELBAUM. — La politique commerciale de l'U. R. S. S. — Thèse, Paris, 1934.
- THIBAUT. — Traité pratique de la réglementation des opérations de change et d'exportation des capitaux. — Paris, Rivièrè, 1926.
- TOMITCH-MILORAD. — Le marché monétaire et financier en Yougoslavie. — Thèse, Paris, 1933.
- TOMITCH-PIERRE. — Contingentements et commerce international. — Thèse, Nancy, 1933.
- VEIGA SIMOES. — Crise et intervention. — Paris, Sirey, 1935.
- VERNIER. — Les crises boursières et leurs répercussions économiques.

VIGREUX. — Le change manuel. — Paris, Dalloz, 1934.

WEILLER. — Influence du change sur le commerce extérieur.
— Paris, Rivière, 1929.

WITHEROS. — Qu'est-ce que la monnaie ? — Paris, Giard, 1932.

PÉRIODIQUES, REVUES ET JOURNAUX

L'Action industrielle et commerciale.

L'Agence économique et financière.

Bulletins publiés par les banques nationales de divers pays
(Tchécoslovaquie, Bulgarie, etc.).

Bulletins des Chambres de commerce françaises à l'Étranger.

Le Capital.

Change.

Le Commerçant.

La Défense Économique.

L'Économie Internationale.

L'Européen.

L'Europe nouvelle.

Financial News.

France : Commerce et Industrie.

L'Information économique, financière et politique.

Journal des Économistes.

Journal des Finances.

La Revue des Balkans.

Revue d'économie politique.

Revue économique internationale.

Revue Hongroise de statistique.

Revue de Science et législation financière.

Revue des sciences économiques.

Revue des sciences politiques.

Le Temps.

Table des Matières

	Pages
INTRODUCTION	7
Définition et historique, p. 7; Les premières restrictives pendant la guerre de 1914, p. 11; Les monnaies après la guerre, p. 11; Les mesures de contrôle, p. 18.	
CHAPITRE I. — ORIGINE DU BLOCAGE DES MONNAIES	23
La crise économique, p. 24; Aux États-Unis, p. 25; En Amérique du Sud, p. 28; En Europe Centrale, p. 32; En Angleterre, p. 39; Tableau des pays à monnaies bloquées, p. 44.	
CHAPITRE II. — PROCESSUS DU BLOCAGE DES MONNAIES	45
Mesures visant les nationaux, p. 45; Les étrangers, p. 46; Les signes monétaires, p. 51; Les voyageurs, p. 53; Les marchandises, p. 58.	
CHAPITRE III. — ÉTUDE COMPARÉE DES MESURES PRISES PAR LES DIVERS PAYS.....	64
Réglementation du change, p. 64; Des avoirs en compte-courant, p. 72; Des titres, p. 82;	

Des revenus, p. 83; Des billets de banque, p. 94; Des chèques, p. 101; Des octrois de crédits, p. 104; Des arbitrages des devises, p. 105; Du tourisme, p. 106; Des transactions commerciales, p. 115; Des importations, p. 117; Des exportations, p. 127.

CHAPITRE IV. — RÉACTIONS DES AUTRES PAYS VIS-A-VIS DU BLOCAGE..... 141

Organisation du troc, p. 141; Les accords de compensation, p. 144; L'organisation en France, p. 147; Les compensations privées, p. 149; Les accords de paiement, p. 149; Les avantages et les inconvénients, p. 157; Les remèdes proposés, p. 161.

CHAPITRE V. — LES MOYENS DE SORTIR DU BLO- CAGE 164

Mesures prises par l'Argentine, p. 166; Par l'Autriche, p. 168; Par le Brésil, p. 170.

CONCLUSIONS..... 172

BIBLIOGRAPHIE..... 174

Table des matières..... 185

